

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1904

Archives de la République Française

Paris, 1904

1904

TRANSFÉRÉES

À LA BIBLIOTHÈQUE

NATIONALE DES MANUSCRITS

DE LA BIBLIOTHÈQUE

NATIONALE

JX
3
A6

REVISED

DIPLOMATICS

1904

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

FONDÉ EN 1861

Publié par **M. Georges FARDIS**

AVEC LE CONCOURS ET LA COLLABORATION DE MM.

Louis RENAULT

Membre de l'Institut, Professeur à la Faculté de Droit de Paris,

ALLART, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
AUTRAN, Avocat, Directeur de la *Revue Internationale de Droit maritime*.
L. BEAUCHET, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.
E. BOURGEOIS, Professeur à l'Ecole Normale Supérieure et à l'Ecole libre des Sciences Politiques.
A. CHRÉTIEN, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.
F. DAGUIN, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, Secrétaire général de la Société de Législation comparée.
Ch. DUPUIS, Professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques.
FROMAGEOT, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
E. GLASSON, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Droit de Paris.
GOVARE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

LAVISSE, Membre de l'Académie Française.
J. LEFORT, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, Directeur de la *Revue générale du Droit*.
H. MICHEL, Professeur à la Sorbonne.
A. MÉRIGNHAC, Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse.
ROUARD de CARD, Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse.
A. SOREL, de l'Académie Française, Professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques.
E. THALLER, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Directeur des *Annales de droit commercial français, étranger et international*.
J. VALERY, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.
WEISS, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Et de nombreux Jurisconsultes, Diplomates, Historiens et Hommes d'État français et étrangers.

Secrétaire de la Rédaction : **Georges VERLEY**

Docteur en droit, Avocat à la Cour de Paris

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

RECORDS OF THE
DEPARTMENT OF STATE
1801

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

GRANDE-BRETAGNE — JAPON

Agreement between the United Kingdom And Japan relative to
China and Corea.

Signed at London, January 30, 1902.

THE Governments of Great Britain and Japan, actuated solely by a desire to maintain the *status quo* and general peace in the extreme East, being moreover specially interested in maintaining the independence and territorial integrity of the Empire of China and the Empire of Corea, and in securing equal opportunities in those countries for the commerce and industry of all nations, hereby agree as follows : —

Convention entre la Grande-Bretagne et le Japon concernant la
Chine et la Corée.

(Signée à Londres le 30 janvier 1902)

(Traduction)

Les gouvernements de la Grande-Bretagne et du Japon uniquement animés du désir de maintenir le *status quo* et la paix générale en Extrême-Orient, étant en outre particulièrement intéressés à maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Chine et de l'Empire de Corée, et à assurer dans ces contrées, les mêmes libertés au commerce et à l'industrie de toutes les nations, conviennent, par les présentes, de ce qui suit :

ARTICLE I

The High Contracting Parties having mutually recognized the independence of China and of Corea, declare themselves to be entirely uninfluenced by any aggressive tendencies in either country. Having in view, however, their special interests, of which those of Great Britain relate principally to China, while Japan, in addition to the interests which she possesses in China, is interested in a peculiar degree politically as well as commercially and industrially in Corea, the High Contracting Parties recognize that it will be admissible for either of them to take such measures as may be indispensable in order to safeguard those interests if threatened either by the aggressive action of any other Power, or by disturbances arising in China or Corea, and necessitating the intervention of either of the High Contracting Parties for the protection of the lives and property of its subjects.

ARTICLE II

If either Great Britain or Japan, in the defence of their respective interests as above described, should become involved in war with another Power, the other High Contracting Party will maintain a strict neutrality, and use its efforts to prevent other Powers from joining in hostilities against its ally.

ARTICLE I

Les Hautes Parties Contractantes ayant mutuellement reconnu l'indépendance de la Chine et de la Corée déclarent, réciproquement, n'agir dans aucun esprit agressif contre l'un ou l'autre de ces pays. Envisageant toutefois leurs intérêts propres, parmi lesquels ceux de la Grande-Bretagne se réfèrent principalement à la Chine, tandis que le Japon, outre les intérêts qu'il a en Chine, a, à un degré particulier tant au point de vue politique qu'au point de vue commercial et industriel, des intérêts en Corée, les Hautes Parties Contractantes reconnaissent qu'il sera loisible à chacune d'elles de prendre telles mesures qui pourront être indispensables, pour sauvegarder ces intérêts, s'ils viennent à être menacés par l'action aggressive d'une tierce puissance, ou par des troubles survenant en Chine ou en Corée, et qui exigeraient l'intervention d'une des Hautes Parties contractantes en vue de la protection, de la vie et des biens de ses sujets.

ARTICLE II

Si la Grande-Bretagne ou le Japon, en défendant leurs intérêts respectifs ci-dessus dénommés, venaient à être impliqués dans une guerre avec une autre puissance, l'autre Haute Partie Contractante garderait une stricte neutralité et s'efforcerait d'empêcher les tierces puissances de se joindre aux hostilités contre son allié.

ARTICLE III

If, in the above event, any other Power or Powers should join in hostilities against that ally, the other High Contracting Party will come to its assistance, and will conduct the war in common, and make peace in mutual agreement with it.

ARTICLE IV

The High Contracting Parties agree that neither of them will, without consulting the other, enter into separate arrangements with another Power to the prejudice of the interests above described.

ARTICLE V

Whenever, in the opinion of either Great Britain or Japan, the above-mentioned interests are in jeopardy, the two Governments will communicate with one another fully and frankly.

ARTICLE VI

The present Agreement shall come into effect immediately after the date of its signature, and remain in force for five years from that date.

ARTICLE III

Si, dans le cas ci-dessus indiqué, une ou plusieurs tierces puissances se joignaient aux hostilités contre l'autre allié, l'autre Haute Partie Contractante viendrait à son aide, conduirait la guerre en commun, et ferait la paix d'accord avec lui.

ARTICLE IV

Les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'aucune d'elles n'adhérera, sans consulter l'autre, à un arrangement séparé avec une autre puissance, au préjudice des intérêts ci-dessus dénommés.

ARTICLE V

Si jamais dans l'opinion de la Grande-Bretagne ou du Japon, leurs intérêts ci-dessus dénommés étaient en danger, les deux gouvernements échangeraient complètement et franchement leurs vues l'un avec l'autre.

ARTICLE VI

La présente convention entrera en vigueur aussitôt après avoir été signée, et restera en vigueur pendant cinq années à partir de cette date.

In case neither of the High Contracting Parties should have notified twelve months before the expiration of the said five years the intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it. But if, when the date fixed for its expiration arrives, either ally is actually engaged in war, the alliance shall, *ipso facto*, continue until peace is concluded.

In faith whereof the Undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 30th day of January, 1902.

(L. S.) (Signed) LANSDOWNE,
*His Britannic Majesty's Principal
Secretary of State for Foreign
Affairs.*

(L. S.) (Signed) HAYASHI,
*Envoy Extraordinary and Minis-
ter Plenipotentiary of His Ma-
jesty the Emperor of Japan at
the Court of St. James'.*

Dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'auraient notifié l'intention d'y mettre fin, douze mois avant l'expiration de ces cinq années, la présente convention restera en vigueur tant que l'une des Hautes Parties Contractantes ne l'aura dénoncée douze mois à l'avance. Mais, si à l'échéance de la date fixée pour son expiration, l'une des Parties se trouve impliquée dans une guerre, l'alliance continuera, *ipso facto*, jusqu'à la conclusion de la paix.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Londres, le 30 janvier 1902.

Despatch to His Majesty's Minister at Tokio forwarding Agreement between Great Britain and Japan of January 30, 1902.

THE MARQUESS OF LANSDOWNE TO SIR C. MAC DONALD.

Foreign Office, January 30, 1902.

Sir,

I HAVE signed to-day, with the Japanese Minister, an Agreement between Great Britain and Japan, of which a copy is inclosed in this despatch.

This Agreement may be regarded as the outcome of the events which have taken place during the last two years in the Far East, and of the part taken by Great Britain and Japan in dealing with them.

Throughout the troubles and complications which arose in China consequent upon the Boxer outbreak and the attack upon the Peking Legations, the two Powers have been in close and uninterrupted communication, and have been actuated by similar views.

We have each of us desired that the integrity and independence of the Chinese Empire should be preserved, that there should be no disturbance of the territorial *statu quo* either in China or in the adjoining regions, that all nations should, within those regions, as well as within the limits of the Chinese Empire, be afforded equal opportunities for the development of their commerce and industry, and that peace should not only be restored, but should, for the future, be maintained.

From the frequent exchanges of views which have taken place between the two Governments, and from the discovery that their Far Eastern policy

TRADUCTION

Dépêche au Ministre de Sa Majesté britannique à Tokio, transmettant la convention entre la Grande-Bretagne et le Japon du 30 Janvier 1902.

LE MARQUIS DE LANSDOWNE A SIR C. MAC DONALD

Foreign Office, 30 janvier 1902.

Monsieur,

J'ai signé aujourd'hui, avec le Ministre du Japon, une convention entre la Grande-Bretagne et le Japon, dont la copie est ci-incluse.

Cette convention peut être envisagée comme la conséquence des événements qui se sont passés, pendant les deux dernières années, en Extrême-Orient, et du rôle qu'y ont joué la Grande-Bretagne et le Japon.

Pendant les troubles et les incidents divers qui se sont produits en Chine, à la suite du mouvement Boxer et de l'attaque des Légations à Péking, les deux Puissances ont été en relations étroites et ininterrompues, et ont été guidées par des vues communes.

Chacun de nous désirait que l'intégrité et l'indépendance de l'Empire chinois fussent sauvegardées, qu'il n'y eut pas de changement dans le *statu quo* territorial, soit en Chine, soit dans les régions avoisinantes, que toutes les nations, aussi bien dans ces régions que dans les limites de l'Empire chinois, jouissent des mêmes libertés pour le développement de leur commerce et de leur industrie, et que la paix fut non seulement rétablie, mais aussi assurée pour l'avenir.

A la suite de nombreux échanges de vues entre les deux Gouvernements, et de la constatation que leur politique en Extrême-Orient était iden-

was identical, it has resulted that each side has expressed the desire that their common policy should find expression in an international contract of binding validity.

We have thought it desirable to record in the Preamble of that instrument the main objects of our common policy in the Far East to which I have already referred, and in the first Article we join in entirely disclaiming any aggressive tendencies either in China or Corea. We have, however, thought it necessary also to place on record the view entertained by both the High Contracting Parties, that should their interests as above described be endangered, it will be admissible for either of them to take such measures as may be indispensable in order to safeguard those interests, and words have been added which will render it clear that such precautionary measures might become necessary and might be legitimately taken, not only in the case of aggressive action or of an actual attack by some other Power, but in the event of disturbances arising of a character to necessitate the intervention of either of the High Contracting Parties for the protection of the lives and property of its subjects.

The principal obligations undertaken mutually by the High Contracting Parties are those of maintaining a strict neutrality in the event of either of them becoming involved in war, and of coming to one another's assistance in the event of either of them being confronted by the opposition of more than one hostile Power. Under the remaining provisions of the Agreement, the High Contracting Parties undertake that neither of them will, without consultation with the other, enter into separate arrangements with another Power to the prejudice of the interests described in the Agreement, and that whenever those interests are in jeopardy they will communicate with one another fully and frankly.

tique, les deux parties ont manifesté le désir de voir cette politique commune trouver son expression dans une convention internationale ayant force obligatoire.

Nous avons pensé qu'il était désirable de relater, dans le préambule de cet acte, les principaux points de notre politique commune en Extrême-Orient à laquelle je viens de faire allusion ; nous ajoutons dans l'article premier que nous répudions complètement toute vue aggressive tant en Chine qu'en Corée. Toutefois, nous avons cru utile d'exposer la manière de voir qui est partagée par les deux Hautes Parties contractantes, à savoir que si leurs intérêts, ci-dessus définies, venaient à être menacés, il serait loisible à chacune d'elles de prendre les mesures indispensables pour sauvegarder ces intérêts, et la suite du texte indique clairement que ces mesures de précaution peuvent devenir nécessaires et être prises légitimement, non seulement dans le cas d'une action aggressive ou d'une attaque venant d'une tierce puissance, mais aussi dans le cas de troubles nécessitant l'intervention d'une des Hautes Parties contractantes, en vue de protéger la vie et la liberté de ses sujets.

Les obligations principales, assumées par chacune des Hautes Parties contractantes, consistent à garder une stricte neutralité, si l'une d'elles est impliquée dans une guerre, et de s'assister mutuellement dans le cas où l'une ou l'autre se trouverait en face de plus d'une puissance hostile. Dans les autres dispositions de la convention, les Hautes Parties contractantes stipulent qu'elles ne prendront, sans se consulter, aucun arrangement particulier avec une autre puissance, au préjudice des intérêts visés par la convention, et que, si jamais ces intérêts venaient à être en danger, les Hautes Parties contractantes s'expliqueront d'une façon complète et en toute franchise.

The concluding Article has reference to the duration of the Agreement which, after five years, is terminable by either of the High Contracting Parties at one year's notice.

His Majesty's Government have been largely influenced in their decision to enter into this important contract by the conviction that it contains no provisions which can be regarded as an indication of aggressive or self-seeking tendencies in the regions to which it applies. It has been concluded purely as a measure of precaution, to be invoked, should occasion arise, in the defence of important British interests. It in no way threatens the present position or the legitimate interests of other Powers. On the contrary, that part of it which renders either of the High Contracting Parties liable to be called upon by the other for assistance can operate only when one of the allies has found himself obliged to go to war in defence of interests which are common to both, when the circumstances in which he has taken this step are such as to establish that the quarrel has not been of his own seeking, and when, being engaged in his own defence, he finds himself threatened, not by a single Power, but by a hostile coalition.

His Majesty's Government trust that the Agreement may be found of mutual advantage to the two countries, that it will make for the preservation of peace, and that, should peace unfortunately be broken, it will have the effect of restricting the area of hostilities.

I am, etc.

(Signed) LANSDOWNE.

L'article final est relatif à la durée de la convention : elle peut prendre fin, au bout de cinq ans, un an après sa dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes.

La principale raison qui a décidé le Gouvernement de Sa Majesté à conclure cet important traité est la conviction qu'il ne contient aucune disposition pouvant être interprétée comme aggressive ou visant un intérêt exclusif dans les régions auxquelles il se réfère. Il a été conclu uniquement comme une mesure de précaution pour être invoqué, le cas échéant, lorsqu'il s'agira de la défense d'intérêts britanniques considérables. Il ne menace en aucune façon la situation actuelle ou les intérêts légitimes des autres puissances. Bien au contraire, la disposition portant que les Hautes Parties contractantes sont tenues de se prêter assistance, ne peut produire d'effet que si l'un des alliés a été contraint de recourir aux armes pour la défense d'intérêts communs, si les circonstances dans lesquelles cette mesure a été prise sont telles qu'elles montrent bien que le différend n'avait pas pour objet l'intérêt exclusif de l'allié, et si cet allié, s'étant engagé dans la guerre en vue de sa propre défense, se trouve menacé, non pas par une seule puissance, mais par une coalition hostile.

Le Gouvernement de Sa Majesté espère que cette convention servira les intérêts communs des deux pays, qu'elle contribuera à assurer la paix, et que, si la guerre devait, par malheur, éclater, elle aurait pour effet de restreindre le champ des hostilités.

Je suis, etc.

(Signé) : LANSDOWNE.

GRANDE-BRETAGNE — CHINE**Treaty between the United Kingdom and China respecting commercial relations, etc. (1)**

Signed at Shanghai, September 5, 1902.

Ratifications exchanged at Peking, July 28, 1903)

(Signed also in Chinese)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the Emperor of China, having resolved to enter into negotiations with a view to carrying out the provision contained in Article 11 of the Final Protocol signed at Peking on the 7th September 1901, under which the Chinese Government agreed to negotiate the amendments deemed useful by the foreign Governments to the Treaties of Commerce and Navigation and other subjects concerning commercial relations with the object of facilitating them, have for that purpose named as their Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of Great Britain and Ireland, His Majesty's Special Commissioner, Sir James Lyle Mackay, Knight Commander of the Most Eminent Order of the Indian Empire, a member of the Council of the Secretary of State for India, etc.

And His Majesty the Emperor of China, the Imperial Commissioners

Traité entre la Grande-Bretagne et la Chine concernant les relations commerciales, etc.

(Signé à Shanghai, le 5 septembre 1902)

Ratifications échangées à Péking, le 28 juillet 1903.

(Traduction) (2).

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques d'au delà des mers, Empereur de l'Inde, et Sa Majesté l'Empereur de Chine, ayant résolu d'entrer en négociations, dans le but d'exécuter la prévision contenue en l'article 11 du protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901 (3), par lequel le gouvernement chinois a accepté de négocier les modifications, jugées utiles par les gouvernements étrangers aux traités de commerce et de navigation et autres matières concernant les relations commerciales, afin de les faciliter, ont, dans ce but, désigné comme leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, le commissaire spécial de Sa Majesté, Sir James Lyle Mackay, chevalier commandeur de l'Ordre très éminent de l'Empire indien, membre du Conseil du Secrétaire d'Etat pour l'Inde, etc. ;

Et Sa Majesté l'empereur de Chine, les commissaires impériaux, Lü-

(1) Treaty series, 1903. N° 17 (Présenté au Parlement en novembre 1903).

(2) Cf. *Mémorial Diplomatique*, 1902, p. 780 et suiv.(3) *Arch. Dipl.* 1901-1902, N° 7-8-9, p. 10.

Lü Hai-huan, President of the Board of Public Works, etc., and Shêng Hsüan-huai, Junior Guardian of the Heir-Apparent, Senior Vice-President of the Board of Public Works, &c.

Who having communicated to each other their respective full powers, and found them to be in good and due form have agreed upon and concluded the following Articles :—

ARTICLE I

Delay having occurred in the past in the issue of Drawback Certificates owing to the fact that those documents have to be dealt with by the Superintendent of Customs at a distance from the Customs Office, it is now agreed that Drawback Certificates shall hereafter in all cases be issued by the Imperial Maritime Customs within three weeks of the presentation to the Customs of the papers entitling the applicant to receive such Drawback Certificates.

These Certificates shall be valid tender to the Customs authorities in payment of any duty upon goods imported or exported (transit dues excepted), or shall, in the case of Drawbacks on foreign goods re-exported abroad within three years from the date of importation, be payable in cash without deduction by the Customs Bank at the place where the import duty was paid.

But if, in connection with any application for a Drawback Certificate, the Customs authorities discover an attempt to defraud the revenue, the applicant shall be liable to a fine not exceeding five times the amount of

Haï-houan, président du Bureau des Travaux publics, etc., et Chang-Hsian-houai, tuteur en second de l'héritier présomptif, premier vice-président du Bureau des Travaux publics, etc. ;

Qui, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les ayant trouvés en bonne et due forme, se sont entendus sur les articles suivants, qu'ils ont acceptés :

ARTICLE 1^{er}

Des retards s'étant produits pour la délivrance des certificats de drawback, par suite de ce fait que ces documents doivent passer par les mains du surintendant des douanes, dont la résidence se trouve éloignée du bureau des douanes, il est convenu maintenant que les certificats de drawback devront à l'avenir, dans tous les cas, être délivrés par les Douanes Maritimes Impériales, dans les trois semaines de la présentation aux douanes des pièces qui donnent qualité au requérant pour recevoir les dits certificats.

Ces certificats seront admis, par les autorités des douanes, en paiement de tout droit sur marchandises importées et exportées (sauf les droits de transit), ou seront, dans le cas de drawback sur des marchandises étrangères réexportées à l'étranger dans les trois ans à dater de l'importation, payables en espèces, sans déduction, par la Banque des douanes, au lieu où le droit d'importation aura été payé.

Mais si, à l'occasion d'une demande de certificat de drawback, les autorités des douanes découvrent une tentative en vue de frauder le Trésor, requérant sera passible, ou d'une amende n'excédant pas cinq fois

the duty whereof he attempted to defraud the Customs, or to a confiscation of the goods.

ARTICLE II

China agrees to take the necessary steps to provide for a uniform national coinage which shall be legal tender in payment of all duties, taxes and other obligations throughout the Empire by British as well as Chinese subjects.

ARTICLE III

China agrees that the duties and *likin* combined levied on goods carried by junks from Hong Kong to the Treaty ports in the Canton Province and *vice versa*, shall together not be less than the duties charged by the Imperial Maritime Customs on similar goods carried by steamer.

ARTICLE IV

Whereas questions have arisen in the past concerning the right of Chinese subjects to invest money in non-Chinese enterprises and companies, and whereas it is a matter of common knowledge that large sums of Chinese capital are so invested, China hereby agrees to recognise the legality of all such investments past, present and future.

le montant du droit dont il a tenté de frauder les douanes, ou de la confiscation des marchandises.

ARTICLE II

La Chine s'engage à prendre les mesures nécessaires pour établir une monnaie nationale uniforme, qui sera monnaie légale pour le paiement de tous droits, taxes et autres obligations, dans tout l'Empire, par les sujets britanniques aussi bien que par les sujets chinois.

ARTICLE III

La Chine consent à ce que les droits et *li-kin* combinés, levés sur les marchandises portées par jonques de Hong-Kong aux ports à traité dans la province de Canton et *vice-versa*, ne soient pas inférieurs, ensemble, aux droits imposés par les douanes maritimes impériales sur les marchandises similaires portées par bateaux à vapeur.

ARTICLE IV

Des contestations s'étant élevées en ce qui concerne le droit, pour les sujets chinois, de placer de l'argent dans des entreprises et des compagnies non chinoises, et comme il est de notoriété publique que des capitaux chinois considérables ont été ainsi placés, la Chine s'engage, par les présentes, à reconnaître la légalité de tels placements, passés, présents et futurs.

It being, moreover, of the utmost importance that all share-holders in a Joint-Stock Company should stand on a footing of perfect equality as far as mutual obligations are concerned, China further agrees that Chinese subjects who have or may become shareholders in any British Joint-Stock Company shall be held to have accepted, by the very act of becoming shareholders, the Charter of Incorporation or Memorandum and Articles of Association of such Company and regulations framed thereunder as interpreted by British Courts, and that Chinese Courts shall enforce compliance therewith by such Chinese shareholders, if a suit to that effect be entered, provided always that their liability shall not be other or greater than that of British shareholders in the same Company.

Similarly the British Government agree that British subjects investing in Chinese Companies shall be under the same obligations as the Chinese shareholders in such Companies.

The foregoing shall not apply to cases which have already been before the Courts and been dismissed.

ARTICLE V

The Chinese Government undertake to remove within the next two years the artificial obstructions to navigation in the Canton River. The Chinese Government also agree to improve the accommodation for shipping in the harbour of Canton and to take the necessary steps to maintain

Il est, de plus, de la plus haute importance que tous les actionnaires d'une compagnie par actions soient placés sur un pied de parfaite égalité en ce qui concerne les obligations mutuelles ; la Chine consent donc encore à ce que les sujets chinois qui sont devenus ou pourront devenir actionnaires d'une compagnie par actions britannique, soient regardés comme ayant accepté, par le seul fait qu'ils sont devenus actionnaires, la charte d'incorporation ou le memorandum et les statuts de la dite compagnie et les règlements établis en conséquence, selon l'interprétation des tribunaux britanniques ; les tribunaux chinois tiendront donc la main à ce que les actionnaires chinois s'y conforment, si un procès était intenté à ce sujet, sous la réserve, toutefois, que leurs obligations ne seront ni autres, ni plus étendues que celle des actionnaires britanniques de la même compagnie.

Semblablement, le gouvernement britannique déclare que les sujets britanniques plaçant des capitaux dans des compagnies chinoises seront soumis aux mêmes obligations que les actionnaires chinois de ces compagnies.

Ce qui précède ne s'applique pas aux cas qui ont déjà été soumis aux tribunaux et ont été rayés du rôle.

ARTICLE V

Le gouvernement chinois s'engage à supprimer, d'ici à deux ans, les obstacles qui s'opposent à la navigation, dans la rivière de Canton. Le gouvernement chinois s'engage aussi à améliorer les aménagements pour la navigation dans le port de Canton, et à prendre les mesures nécessaires

that improvement, such work to be carried out by the Imperial Maritime Customs and the cost thereof to be defrayed by a tax on goods landed and shipped by British and Chinese alike according to a scale to be arranged between the merchants and Customs.

The Chinese Government are aware of the desirability of improving the navigability by steamer of the waterway between Ichang and Chungking, but are also fully aware that such improvement might involve heavy expense and would affect the interests of the population of the Provinces of Szechuen, Hunan, and Hupeh. It is, therefore, mutually agreed that until improvements can be carried out steam-ship owners shall be allowed, subject to approval by the Imperial Maritime Customs, to erect, at their own expense, appliances for hauling through the rapids. Such appliances shall be at the disposal of all vessels, both steamers and junks, subject to regulations to be drawn up by the Imperial Maritime Customs. These appliances shall not obstruct the waterway or interfere with the free passage of junks. Signal stations and channel marks where and when necessary shall be erected by the Imperial Maritime Customs. Should any practical scheme be presented for improving the waterway and assisting navigation without injury to the local population or cost to the Chinese Government, it shall be considered by the latter in a friendly spirit.

pour maintenir ces améliorations, ces travaux devant être exécutés par les Douanes Maritimes Impériales, et les frais couverts par une taxe sur les marchandises débarquées et transportées par les Anglais et les Chinois, également, suivant une échelle qui sera fixée par les négociants et les douanes.

Le gouvernement chinois comprend combien il est désirable d'améliorer la navigabilité, pour les bateaux à vapeur, de la voie fluviale entre Ichang et Tchong-King ; mais il comprend pleinement aussi qu'une pareille amélioration entraînerait de fortes dépenses et affecterait les intérêts de la population des provinces de Szetchouen, de Hounan et de Houpeh. Il est donc mutuellement convenu que, jusqu'à ce que les améliorations puissent être exécutées, les propriétaires de bateaux à vapeur auront le droit — sauf approbation des Douanes Maritimes Impériales — d'installer, à leurs propres frais, les appareils nécessaires au halage à travers les rapides. Ces appareils seront à la disposition de tous navires, vapeurs ou jonques, conformément aux règlements qui devront être établis par les Douanes Maritimes Impériales. Ces appareils ne devront pas obstruer la voie ni empêcher le libre passage des jonques. Des stations à signaux et des balises, aux lieux et temps où elles seront nécessaires, seront établies par les Douanes maritimes impériales. Si quelque projet pratique d'amélioration de la voie fluviale et d'assistance à la navigation, sans qu'il en résultât un dommage pour la population locale ou une dépense pour le gouvernement chinois, était présenté, ce gouvernement devrait l'examiner avec des dispositions amicales.

ARTICLE VI

The Chinese Government agree to make arrangements to give increased facilities at the open ports for bonding and for repacking merchandise in bond, and, on official representation being made by the British authorities, to grant the privileges of a bonded warehouse to any warehouse which it is established to the satisfaction of the Customs authorities affords the necessary security to the revenue.

Such warehouses will be subject to regulations, including a scale of fees according to commodities, distance from customhouse and hours of working, to be drawn up by the Customs' authorities who will meet the convenience of merchants so far as is compatible with the protection of revenue.

ARTICLE VII

Inasmuch as the British Government afford protection to Chinese trade-marks against infringement, imitation, or colourable imitation by British subjects, the Chinese Government undertake to afford protection to British trade-marks against infringement, imitation, or colourable imitation by Chinese subjects.

The Chinese Government further undertake that the Superintendents of Northern and of Southern Trade shall establish offices within their respective jurisdictions under control of the Imperial Maritime Customs where foreign trade-marks may be registered on payment of a reasonable fee.

ARTICLE VI

Le gouvernement chinois accepte de prendre des dispositions pour donner de plus grandes facilités aux ports ouverts, à l'effet d'emmagasiner les marchandises et de réexpédier les marchandises emmagasinées, et, sur représentation officielle faite par les autorités britanniques, à accorder les privilèges des magasins généraux à tout magasin qui prouverait, à la satisfaction des autorités des Douanes, qu'il offre les garanties nécessaires pour le paiement des droits.

Ces magasins seront soumis à des règlements comprenant une échelle de redevances proportionnelles aux facilités, à la distance des bureaux des Douanes et aux heures de travail et qui seront établies par les autorités des Douanes; ces dernières devront se conformer aux besoins des commerçants, en tout ce qui sera compatible avec la sécurité de la perception.

ARTICLE VII

Comme le gouvernement britannique accorde sa protection aux marques commerciales chinoises contre la contrefaçon ou l'imitation par des sujets britanniques, le gouvernement chinois s'engage de même à accorder a protection aux marques commerciales britanniques contre ou l'imitation par des sujets chinois.

De plus, le gouvernement chinois consent à ce que les surintendants du commerce du Nord et du Sud établissent, dans leurs juridictions respectives, sous le contrôle des Douanes maritimes impériales, des bureaux où les marques de commerce étrangères pourront être enregistrées moyennant paiement d'une taxe raisonnable.

ARTICLE VIII

Article VIII does not come into force until other Powers have signified their acceptance of the engagements set forth therein with regard to the payment of surtaxes, etc. (see sections 14 and 15).

PREAMBLE

The Chinese Government, recognizing that the system of levying *likin* and other dues on goods at the place of production, in transit, and at destination, impedes the free circulation of commodities and injures the interests of trade, hereby undertake to discard completely those means of raising revenue with the limitation mentioned in section 8.

The British Government, in return, consent to allow a surtax, in excess of the Tariff rates for the time being in force to be imposed on foreign goods imported by British subjects and a surtax in addition to the export duty on Chinese produce destined for export abroad or coastwise.

It is clearly understood that, after *likin* barriers and other stations for taxing goods in transit have been removed, no attempt shall be made to revive them in any form or under any pretext whatsoever; that in no case shall the surtax on foreign imports exceed the equivalent of one and a-half times the import duty leviable in terms of the Final Protocol signed by China and the Powers on the 7th day of September, 1901; that payment of the import duty and surtax shall secure for foreign imports, whether in the hands of Chinese or non-Chinese subjects, in original packages or otherwise, complete immunity from all other taxation, examination or de-

ARTICLE VIII

L'art. VIII entrera en vigueur lorsque les autres puissances auront notifié qu'elles acceptent les engagements y contenus en ce qui concerne les surtaxes, etc. (v° sections 14 et 15).

Le gouvernement chinois, reconnaissant que le système qui consiste à lever des droits de *li-kin* et d'autres impôts, sur les marchandises, aux lieux de production, en transit et à destination, empêche la libre circulation des choses et nuit aux intérêts du commerce, s'engage par les présentes, à supprimer complètement ces manières de lever l'impôt, sauf la restriction mentionnée au paragraphe 8.

Le gouvernement britannique, en retour, consent à l'imposition d'une surtaxe, en excédent du taux des tarifs actuellement en vigueur, sur les marchandises étrangères importées par des sujets britanniques, et d'une surtaxe additionnelle au droit d'exportation sur les produits chinois, destinés à l'exportation, soit au dehors, soit sur la côte.

Il est nettement entendu qu'après suppression des barrières de *li-kin* et des autres postes de taxation des marchandises en transit, aucune tentative ne sera faite pour les faire revivre sous quelque forme et quelque prétexte que ce soit; que, dans aucun cas, la surtaxe sur les importations étrangères n'excédera l'équivalent de une fois et demie la taxe d'importation à percevoir conformément au protocole final signé par la Chine et les puissances le 7 septembre 1901; que le paiement des droits et surtaxes d'importation assurera aux importations étrangères, entre les mains de sujets chinois ou non chinois, en emballage originaire ou autre, l'immu-

lay ; that the total amount of taxation leviable on native produce for export abroad shall, under no circumstances, exceed $7 \frac{1}{2}$ per cent. *ad valorem*.

Keeping these fundamental principles steadily in view, the High Contracting Parties have agreed upon the following methods of procedure.

Section I. — The Chinese Government undertake that all barriers of whatsoever kind, collecting *likin* or such like dues or duties, shall be permanently abolished on all roads, railways, and waterways in the Eighteen Provinces of China and the Three Eastern Provinces. This provision does not apply to the Native Custom-Houses at present in existence on the seaboard or waterways, at open ports, on land routes, and on land frontiers of China.

Sec. 2. — The British Government agree that foreign goods on importation, in addition to the effective 5 o/o import duty as provided for in the Protocol of 1901, shall pay a special surtax equivalent to one and a-half times the said duty to compensate for the abolition of *likin*, of transit dues in lieu of *likin*, and of all other taxation on foreign goods, and in consideration of the other reforms provided for in this Article ; but this provision shall not impair the right of China to tax salt, native opium, and native produce as provided for in sections 3, 5, 6, and 8.

The same amount of surtax shall be levied on goods imported into the

nité complète de tous autres droits, visites ou délais ; que le montant total de la taxe à percevoir sur les produits indigènes pour l'exportation à l'étranger ne dépassera, dans aucune circonstance, $7 \frac{1}{2}$ pour cent, *ad valorem*.

Ayant toujours en vue ces principes fondamentaux, les Hautes Parties contractantes se sont mises d'accord sur les mesures suivantes :

Section 1. — Le gouvernement chinois consent à ce que toutes les barrières quelconques, établies pour la perception du *li-kin* ou des droits ou taxes similaires, soient abolies d'une façon permanente, sur toutes les routes, chemins de fer et voies d'eau, dans les dix-huit provinces de la Chine et les trois provinces orientales. Cette disposition ne s'applique pas aux douanes indigènes établies actuellement sur les côtes ou sur les voies d'eau, dans les ports ouverts, sur les routes terrestres et les frontières terrestres de la Chine.

Section 2. — Le gouvernement britannique consent à ce que les marchandises étrangères, à l'importation, en outre du droit d'importation effectif de cinq pour cent, tel qu'il est prévu dans le Protocole de 1901, paient une surtaxe spéciale, équivalant à une fois et demie le dit droit, pour compenser l'abolition du *li-kin*, des droits de transit remplaçant le *li-kin* et de toutes autres taxes sur les marchandises étrangères, et en considération des autres réformes prévues par le présent article ; mais cette disposition ne nuira pas au droit de la Chine de taxer le sel, l'opium indigène et les produits indigènes, selon les dispositions des sections 3, 5, 6 et 8.

Cette surtaxe sera perçue sur les marchandises importées dans les

Eighteen Provinces of China and the Three Eastern Provinces across the land frontiers as on goods entering China by sea.

Sec. 3. — All Native Custom-Houses now existing, whether at the Open Ports, on the seaboard, on rivers, inland waterways, land routes or land frontiers, as enumerated in the *Hu Pu* and *Kung Pu Tse Li* (Regulations of the Boards of Revenue and Works) and *Ta Ch'ing Hui Tien* (Dynastic Institutes), may remain ; a list of the same, with their location, shall be furnished to the British Government for purposes of record.

Wherever there are Imperial Maritime Custom-Houses, or wherever such may be hereafter placed, Native Custom-Houses may be also established ; as well as at any points either on the seaboard or land frontiers.

The location of Native Custom-Houses in the Interior may be changed as the circumstances of trade seem to require, but any change must be communicated to the British Government, so that the list may be corrected ; the originally stated number of them shall not, however, be exceeded.

Goods carried by junks or sailing-vessels trading to or from Open Ports shall not pay lower duties than the combined duties and surtax on similar cargo carried by steamers.

Native produce, when transported from one place to another in the Interior, shall, on arrival at the first Native Custom-House after leaving

dix-huit provinces de Chine et dans les trois provinces orientales par les frontières de terre, comme sur les marchandises pénétrant en Chine par mer.

Section 3. — Toutes les douanes indigènes actuellement existantes, soit dans les ports ouverts, soit sur les côtes, sur les fleuves, les canaux, les routes ou frontières terrestres, telles qu'elles sont énumérées dans le *Hoa Pou* et le *Koung-Pou Tse Li* (Règlements des bureaux des revenus et travaux publics), et le *Ta-Tch'ing Houi Tien* (Instituts dynastiques), peuvent subsister ; une liste de ces postes, avec leur position, sera fournie au gouvernement britannique.

Partout où il y a des établissements des douanes maritimes impériales, et où il en pourra être établi plus tard, on pourra aussi établir des postes douaniers indigènes, de même que sur des points quelconques du rivage de la mer ou des frontières terrestres.

L'emplacement des postes douaniers indigènes à l'intérieur pourra être changé suivant les exigences possibles du commerce ; mais toute modification devra être communiquée au gouvernement britannique, de sorte que la liste puisse être corrigée ; néanmoins, le nombre de ces postes primitivement fixé ne devra pas être dépassé.

Les marchandises transportées par jonques ou voiliers, à l'entrée ou à la sortie des ports ouverts, ne pourront payer des droits inférieurs à la somme des droits et surtaxes levés sur des marchandises similaires, transportées par vapeurs.

Les produits indigènes transportés d'une place à une autre à l'intérieur, payeront, en arrivant au premier poste douanier indigène, à partir du lieu de

the place of production, pay duty equivalent to the export surtax mentioned in Section 7.

When this duty has been paid, a certificate shall be given which shall describe the nature of the goods, weight, number of packages, &c., amount of duty paid, and intended destination. This certificate, which shall be valid for a fixed period of not less than one year from the date of payment of duty, shall free the goods from all taxation, examination, delay, or stoppage at any other Native Custom-Houses passed *en route*.

If the goods are taken to a place not in the foreign settlements or concessions of an Open Port, for local use, they become there liable to the Consumption Tax described in Section 8.

If the goods are shipped from an Open Port, the certificate is to be accepted by the Custom-House concerned, in lieu of the export surtax mentioned in Section 7.

Junks, boats, or carts shall not be subjected to any taxation beyond a small and reasonable charge, paid periodically at a fixed annual rate. This does not exclude the right to levy, as at present, tonnage (Chuan Chao) and port dues (Chuan Liao) on junks.

Sec. 4. — Foreign opium duty and present *likin* — which latter will now become a surtax in lieu of *likin* — shall remain as provided for by existing Treaties.

Sec. 5. — The British Government have no intention whatever of interfering with China's right to tax native opium, but it is essential to declare

production, un droit équivalent à la surtaxe d'exportation mentionnée à la Section 7.

Lors du paiement de ce droit, s'effectuera la remise d'un certificat décrivant la nature des marchandises, le poids et le nombre des colis, etc., le montant du droit payé et la destination. Ce certificat sera valable pour une période fixe qui ne pourra être inférieure à une année, à partir de la date du paiement, et affranchira les marchandises de tous droits, visites, délais ou arrêts à tous autres postes douaniers indigènes, par lesquels elles passeront *en route*.

Si les marchandises sont livrées, pour l'usage local, à une place non située dans les établissements ou concessions étrangères d'un port ouvert, elles seront sujettes à la taxe de consommation indiquée à la Section 8.

Si les marchandises sont embarquées dans un port ouvert, le certificat sera accepté par la douane compétente, au lieu de la surtaxe d'exportation mentionnée à la Section 7.

Les jonques, bateaux et chariots ne seront soumis à aucune taxe, sauf une faible redevance, payée périodiquement à un taux annuel fixe. Cela n'exclut pas le droit de lever sur les jonques, comme actuellement, les droits de tonnage (Tchouan Tchao) et de port (Tchouan Liao).

Section 4. — Les droits sur l'opium étranger et le *li-kin* actuel — ce dernier deviendra maintenant surtaxe, au lieu de *li-kin* — resteront tels qu'ils ont été prévus par les traités en vigueur.

Section 5. — Le gouvernement britannique n'a aucune intention de contester à la Chine la faculté de taxer l'opium indigène ; mais il est

that, in her arrangements for levying such taxation, China will not subject other goods to taxation, delay, or stoppage.

China is free to retain at important points on the borders of each province — either on land or water — offices for collecting duty on native opium, where duties or contributions leviable shall be paid in one lump sum ; which payment shall cover taxation of all kinds within that province. Each cake of opium will have a stamp affixed as evidence of duty payment. Excise officers and police may be employed in connection with these offices ; but no barriers or other obstructions are to be erected, and the Excise officers or police of these offices shall not stop or molest any other kinds of goods, or collect taxes thereon.

A list of these offices shall be drawn up and communicated to the British Government for record.

Sec. 6. — *Likin* on salt is hereby abolished and the amount of said *likin* and of other taxes and contributions shall be added to the salt duty, which shall be collected at place of production or at first station after entering the province where it is to be consumed.

The Chinese Government shall be at liberty to establish salt reporting offices at which boats conveying salt which is being moved under salt passes or certificates may be required to stop for purposes of examination and to have their certificates *visé'd*, but at such offices no *likin* or transit taxation shall be levied and no barriers or obstructions of any kind shall be erected.

essentiel de déclarer que, par ses dispositions en vue de la levée d'une taxe de ce genre, la Chine ne soumettra pas d'autres marchandises à des taxes, délais ou arrêts.

La Chine est libre de maintenir aux points importants des frontières de chaque province, — sur terre ou sur mer — des bureaux de perception de l'impôt sur l'opium indigène ; les droits ou contributions à lever y seront payés en une fois, en bloc ; ce paiement dispensera de toute autre taxe à l'intérieur de la province. Sur chaque pain d'opium sera fixé un timbre constatant le paiement du droit. Des fonctionnaires de l'excise et des agents de police pourront être employés, en corrélation avec ces bureaux ; mais il ne pourra être érigé de barrières ni d'autres obstacles, et les fonctionnaires de l'excise, ou la police de ces bureaux ne pourront ni arrêter, ni gêner la circulation d'aucune autre sorte de marchandises, ni lever des droits sur ces dernières.

Une liste de ces fonctionnaires sera dressée et communiquée au gouvernement britannique pour qu'il puisse la conserver.

Section 6. — Le *li-kin* sur le sel est aboli par les présentes ; le montant dudit *li-kin* et d'autres taxes et contributions sera ajouté à l'impôt du sel, qui sera perçu au lieu de production, ou au premier poste, après entrée dans la province où le sel doit être consommé.

Le gouvernement chinois sera libre d'établir des bureaux de rapports sur le sel, où les bateaux chargés de sel, voyageant sous passes ou certificats spéciaux, pourront être sommés de s'arrêter pour la visite, et pour le visa des certificats ; à ces bureaux, il ne sera pas perçu de droits de *li-kin* ou de transit, ni élevé de barrières ou obstacles quelconques.

Sec. 7. — The Chinese Government may recast the Export Tariff with specific duties as far as practicable, on a scale not exceeding 5 per cent. *ad valorem*; but existing export duties shall not be raised until at least six months' notice has been given.

In cases where existing export duties are above 5 per cent. they shall be reduced to not more than that rate.

An additional special surtax of one half the export duty payable for the time being, in lieu of internal taxation and *likin*, may be levied at time of export on goods exported either to foreign countries or coastwise.

In the case of silk, whether hand or filature reeled, the total export duty shall not exceed a specific rate equivalent to not more than 5 per cent. *ad valorem*. Half of this specific duty may be levied at the first Native Custom-House in the interior which the silk may pass and in such case a certificate shall be given as provided for in Section 3, and will be accepted by the Custom-House concerned at place of export in lieu of half the export duty. Cocoons passing Native Custom-Houses shall be liable to no taxation whatever. Silk not exported but consumed in China is liable to the Consumption Tax mentioned and under conditions mentioned in Section 8.

Sec. 8. — The abolition of the *likin* system in China and the abandonment of all other kinds of internal taxation on foreign imports and on exports will diminish the revenue materially. The surtax on foreign imports and exports and on coastwise exports is intended to compensate in

Section 7. — Le gouvernement chinois pourra refondre le tarif d'exportation avec des droits spécifiques, autant qu'il sera pratique, et suivant une échelle n'excédant pas 5 o/o *ad valorem*; mais les droits d'exportation existants ne seront perçus qu'après notification faite au moins six mois à l'avance.

Dans le cas où les droits d'exportation existants dépasseraient 5 o/o, ils seront réduits de manière à ne pas excéder ce taux.

Une surtaxe spéciale additionnelle de la moitié du droit d'exportation, payable actuellement au lieu des taxes intérieures et du *li-kin*, pourra être levée, au moment de l'exportation, sur des marchandises exportées à l'étranger ou sur la côte.

S'il s'agit de soie dévidée à la main ou à la machine, le droit d'exportation total n'excédera pas un taux spécifique équivalent à 5 o/o au plus, *ad valorem*. La moitié de ce droit spécifique pourra être perçue à la première douane indigène de l'intérieur par laquelle la soie passera et, dans ce cas, il sera émis un certificat tel que le prévoit la section 3, et qui sera accepté par la douane compétente du lieu d'exportation, à la place de la moitié du droit d'exportation. Les cocons passant par les douanes indigènes ne seront soumis à aucun droit. La soie non exportée, mais consommée en Chine, est passible de la taxe de consommation mentionnée à la section 8 et sous les conditions y indiquées.

Section 8. — L'abolition du système du *li-kin*, en Chine, et l'abandon de tous autres genres de taxes intérieures sur les importations et exportations étrangères, diminuera matériellement le revenu. La surtaxe sur les importations et exportations étrangères et sur les exportations le long de la côte

a measure for this loss of revenue, but there remains the loss of *likin* revenue on internal trade to be met, and it is therefore agreed that the Chinese Government are at liberty to impose a Consumption Tax on articles of Chinese origin not intended for export.

This tax shall be levied only at places of consumption and not on goods while in transit, and the Chinese Government solemnly undertake that the arrangements which they may make for its collection shall in no way interfere with foreign goods or with native goods for export. The fact of goods being of foreign origin shall of itself free them from all taxation, delay, or stoppage, after having passed the Custom-House.

Foreign goods which bear a similarity to native goods shall be furnished by the Custom-House, if required by the owner, with a protective certificate for each package, on payment of import duty and surtax, to prevent the risk of any dispute in the interior.

Native goods brought by junks to Open Ports, if intended for local consumption — irrespective of the nationality of the owner of the goods — shall be reported at the Native Custom-House only, where the Consumption Tax may be levied.

China is at liberty to fix the amount of this (Consumption) tax, which may vary according to the nature of the merchandise concerned, that is to say, according as the articles are necessities of life or luxuries ; but it shall be levied at a uniform rate on goods of the same description, no matter whether carried by junk, sailing-vessel, or steamer. As mentioned

a pour but de compenser, dans une certaine mesure, cette perte de revenu ; mais il faut encore compenser la perte du droit de *li-kin* sur le commerce intérieur ; dans ce but, il a été convenu que le gouvernement chinois était libre d'imposer une taxe de consommation sur des articles d'origine chinoise non destinés à l'exportation.

Cette taxe sera levée uniquement aux lieux de consommation, et non sur les marchandises en transit, et le gouvernement chinois déclare solennellement que les dispositions qu'il prendra en vue de la perception ne concerneront en rien les marchandises étrangères, ni les marchandises indigènes destinées à l'exportation. Le fait que des marchandises seront d'origine étrangère, les libérera, par lui-même, de tous impôts, délais ou arrêts, après passage à la douane.

Les marchandises étrangères similaires aux marchandises indigènes recevront de la douane, sur la demande de leur propriétaire, un certificat de protection pour chaque colis, sur paiement du droit d'importation et de la surtaxe, de façon à prévenir tout danger de discussion à l'intérieur.

Les marchandises indigènes transportées par jonques aux ports ouverts, si elles sont destinées à la consommation locale, quelle que soit la nationalité du propriétaire de ces marchandises, ne seront déclarées qu'à la douane indigène où peut être levée la taxe de consommation.

La Chine est libre de fixer le montant de cette taxe (de consommation), qui pourra varier, suivant la nature de la marchandise, c'est-à-dire suivant que les articles seront des objets de nécessité ou de luxe ; mais elle sera d'un taux uniforme sur les marchandises de même nature, qu'elles soient transportées par jonques, voiliers ou vapeurs. Comme

in Section 3, the Consumption Tax is not to be levied within foreign settlements or concessions.

Sec. 9. — An excise equivalent to double the import duty as laid down in the Protocol of 1901 is to be charged on all machine-made yarn and cloth manufactured in China, whether by foreigners at the Open Ports or by Chinese anywhere in China.

A rebate of the import duty and two-thirds of the Import Surtax is to be given on raw cotton imported from foreign countries, and of all duties, including Consumption Tax, paid on Chinese raw cotton used in mills in China.

Chinese machine-made yarn or cloth having paid excise is to be free of Export Duty, Export Surtax, Coast-Trade Duty, and Consumption Tax. This Excise is to be collected through the Imperial Maritime Customs.

The same principle and procedure are to be applied to all other products of foreign type turned out by machinery, whether by foreigners at the Open Ports or by Chinese anywhere in China.

This stipulation is not to apply to the out-turn of the Hanyang and Ta Yeh Iron Works in Hupeh and other similar existing Government works at present exempt from taxation; or to that of Arsenals, Government Dockyards, or establishments of that nature for Government purposes which may hereafter be erected.

Sec. 10. — A member or members of the Imperial Maritime Customs

il est dit à la section 3, la taxe de consommation ne sera pas perçue à l'intérieur des établissements ou concessions étrangers.

Section 9. — Une excise équivalant au double du droit d'importation, tel qu'il est établi par le Protocole de 1901, sera levée sur tous fils et draps à la machine fabriqués en Chine soit par des étrangers, dans les ports ouverts, soit par des Chinois, dans une partie quelconque de la Chine.

La remise du droit d'importation et des deux tiers de la surtaxe d'importation sera accordé sur le coton brut importé de pays étrangers ainsi que celle de tous les droits, y compris la taxe de consommation, payés sur le coton brut chinois employé dans les fabriques en Chine.

Les fils ou draps à la machine faits en Chine et ayant payé l'excise sont affranchis du droit d'exportation, de la surtaxe d'exportation, du droit de commerce côtier et de la taxe de consommation. L'excise sera perçue par les Douanes Maritimes Impériales.

Le même principe et la même procédure devront être appliqués à tous autres produits de type étranger fabriqués à la machine, soit par des étrangers, dans les ports ouverts, soit par des Chinois, dans une partie quelconque de la Chine.

Cette stipulation ne s'appliquera pas aux produits des usines de fer de Hanyang et de Ta Yeh, dans le Houpeh, et des autres usines similaires du gouvernement, actuellement exempts de taxes; ni à ceux des arsenaux et chantiers du gouvernement, ou établissements de cette nature destinés au gouvernement qui pourront être créés dans la suite.

Section 10. — Un membre ou des membres du personnel étranger des

Foreign Staff shall be selected by each of the Governors-General and Governors, and appointed, in consultation with the Inspector-General of Imperial Maritime Customs to each province for duty in connection with Native Customs Affairs, Consumption Tax, Salt and Native Opium Taxes. These officers shall exercise an efficient supervision of the working of these departments, and in the event of their reporting any case of abuse, illegal exaction, obstruction to the movement of goods, or other cause of complaint, the Governor-General or Governor concerned will take immediate steps to put an end to same.

Sec. 11. — Cases where illegal action as described in this Article is complained of shall be promptly investigated by an officer of the Chinese Government of sufficiently high rank, in conjunction with a British officer and an officer of the Imperial Maritime Customs, each of sufficient standing; and in the event of its being found by a majority of the investigating officers that the complaint is well founded and loss has been incurred, due compensation is to be at once paid from the Surtax funds, through the Imperial Maritime Customs at the nearest open port. The High Provincial Officials are to be held responsible that the officer guilty of the illegal action shall be severely punished and removed from his post.

If the complaint turns out to be without foundation complainant shall be held responsible for the expenses of the investigation.

His Britannic Majesty's Minister will have the right to demand investi-

Douanes Maritimes Impériales seront choisis par chacun des gouverneurs généraux et gouverneurs, et nommés, d'accord avec l'inspecteur général des Douanes Maritimes Impériales de chaque province, pour le travail se rapportant aux affaires des douanes indigènes, la taxe de consommation, le sel et les taxes sur l'opium indigène. Ces fonctionnaires exerceront une surveillance active sur l'action de ces départements et, dans le cas où ils signaleraient un cas quelconque d'abus, d'exaction, d'obstruction au mouvement des marchandises ou d'autre cause de plainte, le gouverneur général ou le gouverneur compétent prendra immédiatement les mesures nécessaires pour y mettre fin.

Section 11. — Les cas de plaintes au sujet d'actes illégaux, tels que ceux visés dans cet article, seront promptement examinés par un fonctionnaire du gouvernement chinois, de rang suffisamment élevé, avec la collaboration d'un fonctionnaire britannique et d'un fonctionnaire des Douanes Maritimes Impériales, chacun de rang suffisant; et, dans le cas où la majorité des fonctionnaires instruisant l'affaire trouveraient la plainte bien fondée et établiraient qu'une perte a été subie, une juste compensation sera immédiatement payée, par les Douanes Maritimes Impériales, au port ouvert le plus rapproché, sur les fonds de surtaxe. Les hauts fonctionnaires provinciaux seront tenus de faire infliger une peine sévère, accompagnée de la révocation, à l'officier coupable de l'acte illégal.

Si la plainte est démontrée non fondée, le plaignant sera tenu des frais de l'instruction.

Le ministre de Sa Majesté britannique aura le droit de requérir une instruction, toutes les fois que des dépositions des témoins, il résultera

gation where from the evidence before him he is satisfied that illegal exactions or obstructions have occurred.

Sec. 12. — The Chinese Government agree to open to foreign trade, on the same footing as the places opened to foreign trade by the Treaties of Nanking and Tientsin, the following places namely : —

Ch'angsha in Hunan ;
Wanhsien in Szechuen ;
Nganking in Anhui ;
Waichow (Hui-chow) in Kuangtung ; and
Kongmoon (Chiang-mên) in Kuangtung.

Foreigners residing in these Open Ports are to observe the Municipal and Police Regulations on the same footing as Chinese residents, and they are not to be entitled to establish Municipalities and Police of their own within the limits of these Treaty ports except with the consent of the Chinese authorities.

If this Article does not come into operation the right to demand under it the opening of these ports, with the exception of Kongmoon, which is provided for in Article X, shall lapse.

Sec. 13. — Subject to the provisions of Section 14, the arrangements provided for in this Article are to come into force on the 1st January, 1904.

By that date all *likin* barriers should be removed and officials employed in the collection of taxes and dues prohibited by this Article shall be removed from their posts.

pour lui la conviction que des exactions ou obstructions illégales se sont produites.

Section 12. — Le gouvernement chinois s'engage à ouvrir au commerce étranger, sur le même pied que les places ouvertes au commerce étranger par les traités de Nankin et de Tientsin, les places suivantes, savoir :

Ch'angsha, dans le Hunan ;
Wanhsien, dans le Szechuen ;
Nganking, dans le Anhui ;

Waichow (Hui-chow), dans le Kuangtung ; et Kongmoon (Chiang-mên), dans le Kuangtung.

Les étrangers résidant dans ces ports ouverts observeront les règlements municipaux et de police, de la même manière que les résidents chinois ; ils n'auront pas le droit d'établir, dans les limites de ces ports à traité, des municipalités et des corps de police à eux propres, si ce n'est du consentement des autorités chinoises.

Si cet article n'est pas appliqué, le droit qui en résulte de réclamer l'ouverture de ces ports tombera, exception faite pour Kongmoon, dont la situation est réglée par l'article X.

Section 13. — Dans les conditions prévues par la section 14, les arrangements établis par cet article entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1904.

A cette date, toutes les barrières de *li-kin* seront enlevés, et les fonctionnaires employés à la perception de taxes et droits interdits par cet article seront éloignés de leurs postes.

Sec. 14. — The condition on which the Chinese Government enter into the present engagement is that all Powers entitled to most-favoured-nation treatment in China enter into the same engagements as Great Britain with regard to the payment of surtaxes and other obligations imposed by this Article on His Britannic Majesty's Government and subjects.

The conditions on which His Britannic Majesty's Government enter into the present engagement are : —

(1.) That all Powers who are now or who may hereafter become entitled to most-favoured-nation treatment in China enter into the same engagements ;

(2.) And that their assent is neither directly nor indirectly made dependent on the granting by China of any political concession, or of any exclusive commercial concession.

Sec. 15. — Should the Powers entitled to most-favoured-nation treatment by China have failed to agree to enter into the engagements undertaken by Great Britain under this Article by the 1st January 1904, then the provisions of the Article shall only come into force when all the Powers have signified their acceptance of these engagements.

Sec. 16. — When the abolition of *likin* and other forms of internal taxation on goods as provided for in this Article has been decided upon and sanctioned, an Imperial Edict shall be published in due form on yellow paper and circulated, setting forth the abolition of all *likin* taxa-

Section 14. — La condition à laquelle le gouvernement chinois conclut le présent engagement, est que toutes les puissances ayant droit, en Chine, au traitement de la nation la plus favorisée, prendront les mêmes engagements que la Grande-Bretagne au sujet du paiement des surtaxes et des autres obligations imposées par cet article au gouvernement de Sa Majesté britannique et à ses sujets. Les conditions auxquelles le gouvernement de Sa Majesté britannique prend le présent engagement sont :

1° Que toutes les puissances qui ont maintenant, ou pourront avoir plus tard droit, en Chine, au traitement de la nation la plus favorisée, prendront les mêmes engagements ;

2° Et que leur consentement ne sera soumis, ni directement, ni indirectement à l'octroi, par la Chine, d'aucune concession politique, ni d'aucune concession commerciale exclusive.

Section 15. — Si les puissances qui ont droit, en Chine, au traitement de la nation la plus favorisée, n'acceptaient pas, d'ici au 1^{er} janvier 1904, de prendre les engagements pris par la Grande-Bretagne en vertu de cet article, les dispositions du dit article n'entreront alors en vigueur que lorsque toutes les puissances auront signifié leur adhésion à ces engagements.

Section 16. — Lorsque l'abolition du *li-kin* et des autres formes de taxation intérieure sur les marchandises, prévue par cet article aura été décidée et sanctionnée, un édit impérial sera promulgué décrétant l'abolition de toutes taxes de *li-kin*, barrières de *li-kin* et taxations intérieures de toutes sortes sur les marchandises, sauf ce qui est prévu par cet ar-

tion, *likin* barriers and all descriptions of internal taxation on goods, except as provided for in this Article.

The Edict shall state that the Provincial High Officials are responsible that any official disregarding the letter or spirit of its injunction shall be severely punished and removed from his post.

ARTICLE IX

The Chinese Government, recognizing that it is advantageous for the country to develop its mineral resources, and that it is desirable to attract foreign as well as Chinese capital to embark in mining enterprises, agree within one year from the signing of this Treaty to initiate and conclude the revision of the existing Mining Regulations. China will, with all expedition and earnestness, go into the whole question of Mining Rules and, selecting from the Rules of Great Britain, India, and other countries, regulations which seem applicable to the condition of China, she will recast her present Mining Rules in such a way as, while promoting the interests of Chinese subjects and not injuring in any way the sovereign rights of China, shall offer no impediment to the attraction of foreign capital or place foreign capitalists at a greater disadvantage that they would be under generally accepted foreign Regulations.

Any mining concession granted after the publication of these new Rules shall be subject to their provisions.

ticle, sera publié, en due forme, sur papier jaune, et répandu dans le pays.

L'édit déclarera que les hauts fonctionnaires provinciaux seront tenus de punir sévèrement et de révoquer de son poste tout fonctionnaire méconnaissant la lettre ou l'esprit de ce qui est ordonné par l'édit.

ARTICLE IX

Le gouvernement chinois, reconnaissant qu'il est avantageux pour le pays de développer ses ressources minérales et qu'il est désirable d'amener les capitaux tant étrangers que chinois à se porter vers les entreprises minières, s'engage à commencer et terminer la revision des règlements miniers actuellement existants, dans le délai d'une année à dater de la signature du présent traité. La Chine examinera la question avec toute la rapidité et l'attention convenables, et, faisant un choix dans les lois de la Grande-Bretagne et de l'Inde et dans les règlements d'autres pays qui paraissent pouvoir s'appliquer à la Chine, elle refondra ses lois minières actuelles, de telle manière que, tout en servant les intérêts des sujets chinois et en ne portant aucune atteinte à ses droits souverains, elle ne mettra aucun obstacle à l'immigration des capitaux étrangers et ne soumettra pas les capitalistes à des désavantages plus grands que ceux qui leur imposeraient les règlements étrangers généralement acceptés.

Toute concession minière accordée après la promulgation de ces nouvelles lois, sera soumise à leurs prescriptions.

ARTICLE X

Whereas in the year 1898 the Inland Waters of China were opened to all such steam-vessels, native or foreign, as might be especially registered for that trade at the Treaty ports, and whereas the Regulations dated the 28th July, 1898, and Supplementary Rules dated September, 1898, have been found in some respects inconvenient in working, it is now mutually agreed to amend them and to annex such new Rules to this Treaty. These Rules shall remain in force until altered by mutual consent.

It is further agreed that Kongmoon shall be opened as a Treaty port, and that, in addition to the places named in the special Article of the Burmah Convention of the 4th February, 1897, British steamers shall be allowed to land or ship cargo and passengers, under the same regulations as apply to the "Ports of Call" on the Yang-tsze River, at the following "Ports of Call": Pak Tau Hau (Pai-t'u k'ou), Lo Ting Hau (Lo-ting k'ou), and Do Sing (Tou-ch'êng); and to land or discharge passengers at the following ten passenger landing stages on the West River:—Yung Ki (Jung-chi), Mah Ning (Ma-ning), Kau Kong (Chiu-chiang), Kulow (Ku-lao), Wing On (Yung-an), Kow Lik (Hou-li), Luk Pu (Lu-pu), Yuet Sing (Yüeh-ch'eng), Luk To (Lu-tu), and Fung Chuen (Fêng-ch'uan).

ARTICLE XI

His Britannic Majesty's Government agree to the prohibition of the

ARTICLE X

Attendu que, en l'an 1898, les eaux intérieures de la Chine ont été ouvertes à tous les navires à vapeur nationaux ou étrangers spécialement enregistrés pour ce genre de commerce, dans les ports à traité, et que les règlements en date du 28 juillet 1898 ainsi que les règlements supplémentaires en date de septembre 1898 ont été trouvés, à certains égards, d'une application difficile, il est mutuellement convenu, maintenant, de les modifier et d'ajouter de nouvelles clauses à ce traité. Ces clauses resteront en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient modifiées d'un commun accord.

Il est entendu, de plus, que Kongmoon sera ouvert en qualité de port à traité et que, en addition aux places dénommées dans l'article spécial de la Convention birmane du 4 février 1897, les vapeurs britanniques pourront décharger ou charger marchandises et voyageurs en se conformant aux mêmes règlements que ceux appliqués aux « Ports of Call » du fleuve Yang-tse, aux « Ports of Call » suivants : Pak Tau Hau (Pai-t'u k'ou), Lo Ting Hau (Lo-ting k'ou) et Do-Sing (Tou-ch'êng); et à débarquer et embarquer les voyageurs aux dix places suivantes de débarquement de voyageurs sur la Rivière de l'Ouest : Yung-Ki (Iung-chi), Mah Ning (Ma-ning), Kau Kong (Chiu-chiang), Kulow (Kulao), Wing On (Yung-an), How Lik (Hou-li), Luk Pu (Lu-pu), Yuet Sing (Yüeh-ch'eng), Luk To (Lu-tu), et Fung Chuen (Feng-ch'uan).

ARTICLE XI

Le gouvernement de Sa Majesté britannique accepte l'interdiction de

general importation of morphia into China, on condition, however, that the Chinese Government will allow of its importation, on payment of the Tariff import duty and under special permit, by duly qualified British medical practitioners and for the use of hospitals, or by British chemists and druggists who shall only be permitted to sell it in small quantities and on receipt of a requisition signed by a duly qualified foreign medical practitioner.

The special permits above referred to will be granted to an intending importer on his signing a bond before a British Consul guaranteeing the fulfilment of these conditions. Should an importer be found guilty before a British Consul of a breach of his bond, he will not be entitled to take out another permit. Any British subject importing morphia without a permit shall be liable to have such morphia confiscated.

This Article will come into operation on all other Treaty Powers agreeing to its conditions, but any morphia actually shipped before that date will not be affected by this prohibition.

The Chinese Government, on their side, undertake to adopt measures at once, to prevent the manufacture of morphia in China.

ARTICLE XII

China having expressed a strong desire to reform her judicial system and to bring it into accord with that of Western nations, Great Britain agrees to give every assistance to such reform, and she will also be prepa-

l'importation générale de l'opium en Chine, à condition cependant que le gouvernement chinois en admettra l'importation, sauf paiement du droit d'importation fixé par le tarif et sur permis spécial, par des praticiens médicaux britanniques dûment qualifiés et pour l'usage des hôpitaux, ou par des pharmaciens et droguistes britanniques, qui ne pourront le vendre que par petites quantités et sur réception d'une ordonnance signée par un praticien médical étranger dûment qualifié.

Les permis spéciaux ci-dessus visés seront accordés à l'importateur, sur engagement par lui signé devant un consul britannique et garantissant l'accomplissement de ces conditions. Si un importateur était reconnu, par un consul britannique, coupable d'avoir contrevenu à son engagement, il ne pourra plus obtenir un nouveau permis. Tout sujet britannique important de l'opium sans permis sera passible de la confiscation de cet opium.

Cet article entrera en vigueur lorsque toutes les autres puissances à traité en auront accepté les conditions; mais l'opium actuellement transporté par navire avant cette date ne sera pas touché par cette interdiction.

Le gouvernement chinois, de son côté, s'engage à adopter immédiatement des mesures pour empêcher la fabrication de l'opium en Chine.

ARTICLE XII

La Chine ayant exprimé le vif désir de réformer son système judiciaire et de le mettre en harmonie avec celui des nations occidentales, la Grande-Bretagne s'engage à prêter tout son concours à une réforme de cette nature ;

red to relinquish her extra-territorial rights when she is satisfied that the state of the Chinese laws, the arrangement for their administration, and other considerations warrant her in so doing.

ARTICLE XIII

The missionary question in China being, in the opinion of the Chinese Government, one requiring careful consideration, so that, if possible, troubles such as have occurred in the past may be averted in the future, Great Britain agrees to join in a Commission to investigate this question, and, if possible, to devise means for securing permanent peace between converts and non-converts, should such a Commission be formed by China and the Treaty Powers interested.

ARTICLE XIV

Whereas under Rule V appended to the Treaty of Tientsin of 1858, British merchants are permitted to export rice and all other grain from one port of China to another under the same conditions in respect of security as copper "cash." it is now agreed that in cases of expected scarcity or famine from whatsoever cause in any district, the Chinese Government shall, on giving twenty-one days' notice, be at liberty to prohibit the shipment of rice and other grain from such district.

Should any vessel specially chartered to load rice or grain previously

elle sera prête aussi à abandonner ses droits d'extraterritorialité lorsqu'elle sera convaincue que l'état des lois chinoises, les mesures prises pour leur exécution et d'autres considérations l'autoriseront à agir de cette manière.

ARTICLE XIII

La question des missionnaires en Chine étant, dans l'opinion du gouvernement chinois, une de celles qui exigent un examen attentif, de sorte que, si possible, des troubles tels que ceux qui se sont produits dans le passé puissent être évités dans l'avenir, la Grande-Bretagne s'engage à se joindre à une Commission d'enquête sur cette question et chercher les moyens d'assurer une paix permanente entre convertis et non-convertis, dans le cas où une telle Commission serait formée par la Chine et les puissances à traité intéressées.

ARTICLE XIV

Attendu qu'en vertu de la règle V ajoutée au Traité du Tientsin de 1858, les négociants britanniques ont la permission d'exporter le riz et tous autres grains d'un port de Chine à l'autre, sous les mêmes conditions de sécurité que pour ce qui regarde la « monnaie » de cuivre, il est entendu maintenant qu'en cas de craintes de disette ou de famine, pour n'importe quelle cause, dans un district quelconque, le gouvernement chinois, en prévenant vingt-et-un jours à l'avance, sera libre de prohiber l'embarquement du riz et des grains de tel district.

Si un navire spécialement affrété pour charger du riz ou des grains en

contracted for, have arrived at her loading port prior to or on the day when a notice of prohibition to export comes into force she shall be allowed an extra week in which to ship her cargo.

If, during the existence of this prohibition, any shipment of rice or grain is allowed by the authorities, the prohibition shall, *ipso facto*, be considered cancelled and shall not be reimposed until six weeks' notice has been given.

When a prohibition is notified, it will be stated whether the Government have any Tribute or Army Rice which they intend to ship during the time of prohibition, and if so, the quantity shall be named.

Such rice shall not be included in the prohibition, and the Customs shall keep a record of any Tribute or Army Rice so shipped or landed.

The Chinese Government undertake that no rice, other than Tribute or Army Rice belonging to the Government, shall be shipped during the period of prohibition.

Notifications of prohibitions, and of the quantities of Army or Tribute Rice for shipment shall be made by the Governors of the provinces concerned.

Similarly, notifications of the removals of prohibitions shall be made by the same authorities.

The export of rice and other grain to foreign countries remains prohibited.

vertu d'un contrat précédent était arrivé à son port de chargement avant l'entrée en vigueur de l'avis de prohibition d'exporter, ou le jour même de cette entrée en vigueur, il lui sera alloué une semaine supplémentaire pour embarquer son chargement.

Si, pendant l'existence de cette prohibition, un embarquement de riz ou de grain était permis par les autorités, la prohibition sera, *ipso facto*, considérée comme rapportée et ne sera plus rétablie que six semaines après notification.

Lorsqu'une prohibition sera notifiée, il sera établi si le gouvernement possède du riz de Tribut ou d'Armée qu'il a l'intention d'embarquer pendant la période de prohibition et, s'il en est ainsi, la quantité sera énoncée.

Le riz de cette espèce ne sera pas compris dans la prohibition, et les Douanes tiendront compte de tout riz de Tribut ou d'Armée ainsi chargé ou déchargé.

Le gouvernement Chinois s'engage à veiller à ce qu'aucun riz autre que celui de Tribut ou d'Armée lui appartenant ne soit chargé pendant la période de prohibition.

Notifications des prohibitions et des quantités de riz de Tribut ou d'Armée à embarquer seront faites par les gouverneurs des provinces intéressés.

De même, notifications des abolitions de prohibitions seront faites par les mêmes autorités.

L'exportation à l'étranger du riz et des autres grains demeure prohibée.

ARTICLE XV

It is agreed that either of the High Contracting Parties to this Treaty may demand a revision of the Tariff at the end of ten years ; but if no demand be made on either side within six months after the end of the first ten years, then the Tariff shall remain in force for ten years more, reckoned from the end of the preceding ten years ; and so it shall be at the end of each successive ten years.

Any Tariff concession which China may hereafter accord to articles of the produce or manufacture of any other State shall immediately be extended to similar articles of the produce or manufacture of His Britannic Majesty's Dominions by whomsoever imported.

Treaties already existing between the United Kingdom and China shall continue in force in so far as they are not abrogated or modified by stipulations of the present Treaty.

ARTICLE XVI

The English and Chinese texts of the present Treaty have been carefully compared, but in the event of there being any difference of meaning between them, the sense as expressed in the English text shall be held to be the correct sense.

The ratifications of this Treaty, under the hand of his Majesty the King of Great Britain and Ireland, and of His Majesty the Emperor of China

ARTICLE XV

Il est convenu que chacune des Hautes Parties contractantes au présent traité pourra demander une revision du tarif après achèvement de dix années ; mais, si aucune demande n'est faite d'aucune part dans les six mois après la fin des dix premières années, le tarif, dans ce cas, restera en vigueur pour dix nouvelles années, calculées à dater de la fin des dix années précédentes ; et il en sera ainsi à l'expiration de chaque période successive de dix ans.

Toute concession de tarif que la Chine pourra, par la suite, accorder à des articles produits ou manufacturés par tout autre État, sera immédiatement étendue aux articles similaires produits ou manufacturés dans les pays de Sa Majesté Britannique, importés par qui que ce soit.

Les traités déjà existants entre le Royaume-Uni et la Chine resteront en vigueur, en tant qu'ils ne sont pas abrogés ou modifiés par les stipulations du présent traité.

ARTICLE XVI

Les textes anglais et chinois du présent traité ont été soigneusement collationnés ; mais, dans le cas d'une différence quelconque de sens entre les deux, c'est le sens, tel qu'il est exprimé dans le texte anglais, qui sera tenu pour le sens correct.

Les ratifications du présent traité, de la main de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et de Sa Majesté l'Empereur de Chine respec-

respectively, shall be exchanged at Peking within a year from this day of signature.

In token whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed this Treaty, two copies in English and two in Chinese.

Done at Shanghai this 5th day of September in the year of our Lord 1902 ; corresponding with the Chinese date, the 4th day of the 8th moon of the 28th year of Kwang Hsü.

(L. S.). JAS. L. MACKAY.

(Signature of his Excellency Lü Hai-huan).

(Signature of his Excellency Shêng Hsüan-huai).

(Seal of the Chinese Plenipotentiaries).

ANNEX A I

(Translation)

Lü, President of the Board of Works ;

Shêng, Junior Guardian of the Heir-Apparent, Vice-President of the Board of Works ;

Imperial Chinese Commissioners, for dealing with questions connected with the Commercial Treaties, to

Sir James Mackay, His Britannic Majesty's Special Commissioner for the discussion of Treaty matters.

Shanghai : K. H. XXVIII. 7th moon, 11th day. (received August 15, 1902).

We have the honour to inform you that we have received the follo-

tivement, seront échangées à Pékin, dans l'année à dater du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé et scellé le présent traité (deux exemplaires en anglais et deux en chinois).

Fait à Changhaï (Shangae) ce cinquième jour de septembre, en l'an de notre Seigneur 1902, correspondant à la date chinoise du quatrième jour de la huitième lune de la vingt-huitième année de Kouang-Hsü (Kevang-Hsü).

L. S. JAS. L. MACKAY.

Signature de S. E. LU-HAI HUAN.

Signature de S. E. E. SHENG HSUAM-HUAI.

(Sceau des plénipotentiaires chinois).

ANNEXE A I

(Traduction)

Lü, Président du Bureau des Travaux ; Shêng, Tuteur en second de l'Héritier Présomptif, Vice-Président du Bureau des Travaux ;

Commissaires Impériaux Chinois pour traiter des questions en rapport avec les Traités de Commerce ; à

Sir James Mackay, Commissaire spécial de Sa Majesté Britannique pour la discussion des questions de Traités.

Changhaï, K. H. XXXII, 7^e lune, 11^e jour (reçue le 15 août 1902).

Nous avons l'honneur de vous informer que nous avons reçu le télé-

wing telegram from his Excellency Liu, Governor-General of the Liang Chiang, on the subject of clause 2, mutually agreed upon by us :

“ As regards this clause, it is necessary to insert therein a clear stipulation, to the effect that, no matter what changes may take place in the future, all customs duties must continue to be calculated on the basis of the existing higher rate of the Haikwan Tael over the Treasury Tael, and that the ‘ touch ’ and weight of the former must be made good. “

As we have already arranged with you that a declaration of this kind should be embodied in an official Note, and form an Annex to the present Treaty, for purposes of record, we hereby do ourselves the honour to make this communication.

(Seal of the Imperial Commissioners for dealing with questions connected with Treaty Revision.)

ANNEX A (2).

Shanghai, August 18, 1902.

Gentlemen,

I have the honour to acknowledge the receipt of your despatch of the 14th instand forwarding copy of a telegram from his Excellency Liu, Governor-General of the Liang Chiang, on the subject of Article II, of the new Treaty, and in reply I have the honour to state that his Excellency's understanding of the Article is perfectly correct.

I presume the Chinese Government will make arrangements for the coinage of a national silver coin of such weight and touch as may be deci-

gramme suivant de S. E. Liu, Gouverneur général du Liang-Chiang, au sujet de la clause 2, mutuellement acceptée par nous :

« Pour ce qui regarde cette clause, il est nécessaire d'y insérer une stipulation claire énonçant que, quels que soient les changements qui puissent survenir à l'avenir, tous les droits de douane devront continuer à être calculés sur la base du taux actuel du Haikwan taël plus élevé que celui du taël du Trésor, et que la « touche » et le poids du premier devront être de bonne qualité ».

Comme nous avons déjà convenu avec vous qu'une déclaration de cette nature serait comprise dans une note officielle et formerait une annexe au présent Traité, nous avons l'honneur, par les présentes, de vous faire cette communication.

(Sceau des Commissaires Impériaux pour traiter des questions en rapport avec la revision des Traités).

ANNEXE A (2).

Changhai 10 août 1902

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 14 courant, transmettant copie d'un télégramme de S. E. Liu, Gouverneur général du Liang-Chiang, au sujet de l'article II du nouveau Traité, et, en réponse, j'ai l'honneur de constater que la façon dont S. E. comprend cet article est parfaitement correcte.

Je présume que le gouvernement chinois prendra des mesures pour la frappe d'une monnaie d'argent nationale de tels poids et touche qu'il vou-

ded upon by them. These coins will be made available to the public in return for a quantity of silver bullion of equivalent weight and fineness plus the usual mintage charge.

The coins which will become the national coinage of China will be declared by the Chinese Government to be legal tender in payment of Customs duty and in discharge of obligations contracted in Haikwan taels, but only at their proportionate value to the Haikwan tael, whatever that may be.

I have, &c.
(Signed) JAS. L. MACKAY.

Their Excellencies
Lü Hai-huan and Shêng Hsüan-huai.
&c. &c. &c.

ANNEX B (1).

(Translation)

Lü, President of the Board of Works ;
Shêng, Junior Guardian of the Heir-Apparent, Vice-President of the Board of Works ;
Imperial Chinese Commissioners for dealing with questions connected with the Commercial Treaties, to
Sir James L. Mackay, His Britannic Majesty's Special Commissioner.

Shanghai, September 2, 1902.

We have the honour to inform you that on the 22nd August, we, in conjunction with the Governors-General of the Liang Chiang and the Hu-

dra en décider. Ces monnaies seront mises à la disposition du public en échange d'une quantité de monnaie d'argent de poids et de titre équivalent, plus les frais ordinaires de monnayage.

Les pièces, qui deviendront la monnaie nationale de la Chine, seront déclarées par le gouvernement chinois être monnaie légale pour le paiement des droits de douanes et l'acquittement d'obligations contractées en Haikwan taëls, mais seulement pour leur valeur proportionnelle en Haikwan taëls, quelle qu'elle puisse être.

(Signé) Jas. L. MACKAY.

A LL. EE. Lü Hai-Luan et Shêng Hsüan-Huai. etc., etc., etc.

ANNEXE B (1)

(Traduction)

Lü, Président du Bureau des Travaux ; Shêng, Tuteur en second de l'Héritier Présomptif, Vice-Président du Bureau des Travaux ;
Commissaires-Impériaux Chinois pour traiter des questions en rapport avec les Traités de Commerce ; à
Sir James L. Mackay, Commissaire spécial de S. M. Britannique.

Changhai, 2 septembre 1902.

Nous avons l'honneur de vous informer que, le 22 août, nous avons, en collaboration avec les gouverneurs généraux des provinces de Liang-Chiang

kuang Provinces, their Excellencies Liu and Chang, addressed the following telegraphic Memorial to the Throne : —

“ Of the revenue of the differend Provinces derived from *likin* of all kinds, a portion is appropriated for the service of the foreign loans, a portion for the Peking Government, and the balance is reserved for the local expenditure of the Provinces concerned.

“ In the negotiations now being conducted with Great Britain for the amendment of the Commercial Treaties, a mutual arrangement has been come to providing for the imposition of additional taxes, in compensation for the abolition of all kinds of *likin* and other imposts on goods, prohibited by Article VIII. After payment of interest and sinking fund on the existing foreign loan, to the extent to which *likin* is thereto pledged, these additional taxes shall be allocated to the various Provinces to make up deficiencies and replace revenue, in order that no hardships may be entailed on them. With a view to preserving the original intention underlying the proposal to increase the duties in compensation for the loss of revenue derived from *likin* and other imposts on goods, it is further stipulated that the surtaxes shall not be appropriated for other purposes, shall not form part of the Imperial Maritime Customs revenue proper, and shall in no case be pledged as security for any new foreign loan.

“ It is therefore necessary to memorialize for the issue of an Edict, giving effect to the above stipulations and directing the Board of Revenue to find out what proportion of the provincial revenues derived from *likin* of all kinds, now about to be abolished, each Province has hitherto had to

et Hu-Houang, L. E. Siu et Chang adressé par télégraphe au Trône le mémoire suivant :

« Sur le revenu des différentes provinces provenant des *li-kin* de toutes sortes, une partie est consacrée au service des emprunts étrangers, une partie au gouvernement de Pékin, et le reste est réservé pour les dépenses locales des provinces concernées.

» Dans les négociations actuellement engagées avec la Grande-Bretagne pour la modification des Traités de Commerce, un arrangement mutuel est intervenu, prévoyant l'imposition de taxes additionnelles, en compensation de l'abolition des *li-kin* de toutes espèces et des autres impôts sur les marchandises interdits par l'article VIII. Après paiement de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt étranger, dans les limites où le *li-kin* y est affecté, ces taxes additionnelles seront allouées aux différentes provinces, pour suppléer au déficit manque et remplacer les revenus, de façon à ce que ces provinces ne souffrent pas. En vue de maintenir l'intention première qui servait de base à la proposition d'augmentation des droits, en compensation de la perte des revenus tirés des *li-kin* et des autres impôts sur les marchandises, il est, de plus, stipulé que les surtaxes ne seront pas appliquées à d'autres objets, qu'elles ne constitueront pas partie du revenu propre des Douanes maritimes Impériales et qu'elles ne seront, en aucun cas, engagées comme garantie pour aucun nouvel emprunt étranger.

» Il est donc nécessaire de présenter un mémoire en vue de faire rendre un édit donnant effet aux stipulations ci-dessus et ordonnant au Bureau du Revenu d'établir quelle proportion des revenus provinciaux, dérivés des *li-kin* de toutes sortes qui vont être abolis, chaque province, jusqu'à pré-

remii, and what proportion it has been entitled to retain, so that, when the Article comes into operation, due apportionment may be made accordingly, thus providing the Arovinces with fonds available for local expenditure, and displaying equitable and just treatment towards all. ”

On the 1st instant an Impérial Decrec “ Let action, as requested, be ta-teu ” was issued, and we now do ourselves the honour reverently to-transcribe the same for your information.

(Seal of the Imperial Commissioners for dealin with
questions connected with Treaty Revision.)

ANNEX B (2).

Shanghai, september 5th, 1902.

Gentlemen,

I have the honour to acknowledge the receipt of your despatch of the 2nd instant forwarding the text of the Memorial and Decree dealing with the disposal of the surtaxes.

I understand that the surtaxes in addition to not being pledged for any new foreign loan are not to be pledged to, or held to be security for, liabilities already contracted by China except in so far as *likin* revenue has already been pledged to an existing loan.

I also understand from the Memorial that the whole of the surtaxes provided by Article VIII of the New Treaty goes to the Provinces in proportions to be agreed upon between them and the Board of Revenue, but

sent, a eu à payer et quelle proportion elle a été autorisée à garder ; de sorte que, lorsque l'article entrera en vigueur, une répartition convenable puisse être faite en conformité, de façon à pourvoir les provinces de fonds disponibles pour les dépenses locales et d'assurer à tous un traitement équitable et juste. »

Le premier de ce mois, un Décret Impérial, « qu'on agisse conformément à la demande », a été publié et nous avons maintenant l'honneur, de le transcrire respectueusement pour vous en donner connaissance.

(Sceau des Commissaires Impériaux pour traiter des questions se rapportant à la revision des Traités).

ANNEXE B (2)

Changhai, 4 septembre 1902

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 2 courant m'envoyant le texte du mémoire et du décret relatifs à l'emploi des surtaxes.

J'entends que les surtaxes, outre qu'elles ne serviront de garantie à aucun nouvel emprunt étranger, ne seront pas engagées non plus, ni ne serviront de garantie pour des obligations déjà contractées par la Chine, sauf dans la proportion où les revenus de *li-kin* ont déjà été engagés pour des emprunts existants.

J'entends aussi, selon le mémoire, que l'ensemble des surtaxes prévues par l'article VIII du nouveau traité ira aux provinces, dans des proportions qui devront être déterminées par elles et par le Bureau du revenu ;

that out of these surtaxes each Province is obliged to remit to Peking the same contribution as that which it has hitherto remitted out of its *likin* collections, and that the Provinces also provide as hitherto out of these surtax funds whatever may be necessary for the service of the foreign loan to which *likin* is partly pledged.

I hope your Excellencies will send me a reply to this despatch and that you will agree to this correspondence forming part of the Treaty as an Annex.

I have, &c.

(Signed)

JAS. L. MACKAY

Their Excellencies.

Lü Hai-huan and Shêng Hsüan-huai,
&c. &c. &c.

ANNEX B (3).

(Translation).

Lü, President of the Board of Works ;

Shêng, Junior Guardian of the Heir-Apparent, Vice-President of the Board of Works ;

Imperial Chinese Commissioners for dealing with questions connected with the Commercial Treaties, to

Sir James L. Mackay, His Britannic Majesty's Special Commissioner.

mais que, sur ces surtaxes, chaque province sera obligée de remettre à Pékin la même contribution que celle que, jusqu'à présent, elle a remise sur ses encaissements de *li-kin*, et que les provinces auront aussi à pourvoir, comme jusqu'à ce jour, sur ces fonds de surtaxes, à toutes dépenses qui pourraient être nécessaires pour le service de l'emprunt étranger au gage duquel le *li-kin* est en partie affecté.

J'espère que Vos Excellences m'enverront une réponse à cette dépêche, et que vous serez d'accord avec moi pour que la présente correspondance fasse partie, comme annexe, du traité.

J'ai l'honneur, etc,

(Signé)

JAS. L. MACKAY.

A LL. EE. Lü Hai-Huan et Shêng Hsüan-Huai, etc., etc. etc.

ANNEXE B (3)

(Traduction)

Lü, Président du Bureau des Travaux ; Shêng, Tuteur en second de l'Héritier présomptif, Vice-Président du Bureau des Travaux ;

Commissaires Impériaux Chinois pour traiter des questions relatives aux Traités de Commerce ; à

Sir James L. Mackay, Commissaire spécial de Sa Majesté Britannique.

Shanghai, September 5th, 1902.

We have the honour to acknowledge the receipt of your communication of to-day's date with regard to the allocation of the surtax funds allotted to the Provinces, and to inform you that the views therein expressed are the same as our own.

We would, however, wish to point out that, were the whole amount of the allocation due paid over to the Provinces, unnecessary expense would be incurred in the retransmission by them of such portions thereof as would have to be remitted to Peking in place of the contributions hitherto payable out of *likin* revenue. The amount, therefore, of the allocation due to the Provinces, arranged between them and the Board of Revenue, will be retained in the hands of the Maritime Customs, who will await the instructions of the Provinces in regard to the remittance of such portion thereof as may be necessary to fulfil their obligations, and (on receipt of these instructions) will send forward the amount direct. The balance will be held to the order of the Provinces.

In so far as *likin* is pledged to the service of the 1898 Loan, a similar method of procedure will be adopted.

As you request that this correspondence be annexed to the Treaty, we have the honour to state that we see no objection to this being done.

(Seal of the Imperial Commissioners for dealing with questions connected with Treaty Revision.)

Changhai, 5 septembre 1901.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre communication en date d'aujourd'hui, se rapportant à l'allocation des fonds de surtaxe répartis aux provinces, et de vous informer que les vues que vous y exprimez sont les mêmes que les nôtres.

Nous voudrions faire ressortir cependant que, si le montant total de l'allocation était versé aux provinces, des dépenses inutiles seraient encourues par le fait qu'elles retransmettraient telles parties de ces fonds qu'il faudrait remettre à Pékin, en remplacement des contributions jusqu'ici payables sur les revenus de *li-kin*. En conséquence, le montant de l'allocation due aux provinces, déterminé entre elles et le Bureau du revenu, sera retenu par les Douanes Maritimes Impériales, qui attendront les instructions des provinces, au sujet de la remise de chacune des parties de ces fonds qui serait nécessaire pour l'exécution de leurs obligations et, au reçu de ces instructions, en enverront directement le montant.

Le reliquat sera tenue à la disposition des provinces.

Dans la mesure où les *li-kin* servent de gage au service de l'emprunt de 1898, on suivra un mode semblable.

Comme vous demandez que la présente correspondance soit annexée au Traité, nous avons l'honneur de constater que nous ne voyons pas d'objection à ce qu'il soit ainsi procédé.

(Sceau des Commissaires Impériaux pour traiter des questions en rapport avec la Révision des Traites.)

ANNEX C.

Inland Waters Steam Navigation.*Additional Rules.*

1. — British steam ship owners are at liberty to lease warehouses and jetties on the banks of waterways from Chinese subjects for a term not exceeding twenty-five years, with option of renewal on terms to be mutually arranged. In cases where British merchants are unable to secure warehouses and jetties from Chinese subjects on satisfactory terms, the local officials, after consultation with the Minister of Commerce, shall arrange to provide these on renewable lease as above mentioned at current equitable rates.

2. — Jetties shall only be erected in such positions that they will not obstruct the inland waterway or interfere with navigation, and with the sanction of the nearest Commissioner of Customs ; such sanction, however, shall not be arbitrarily withheld.

3. — British merchants shall pay taxes and contributions on these warehouses and jetties on the same footing as Chinese proprietors of similar properties in the neighbourhood. British merchants may only employ Chinese agents and staff to reside in warehouses so leased at places touched at by steamers engaged in inland traffic to carry on their business ;

. ANNEXE C.

Navigation à vapeur sur les Eaux Intérieures*Règles additionnelles*

1. Les propriétaires de navires à vapeur britanniques sont libres de louer à bail, de sujets chinois, des magasins et des quais sur les rives des fleuves et canaux, pour un terme n'excédant pas vingt-cinq ans avec option de renouvellement, à des conditions qui seront convenues de part et d'autre. Dans les cas où les négociants britanniques ne pourraient obtenir des sujets chinois, à des conditions satisfaisantes, des magasins et quais, les fonctionnaires locaux, après consultation avec le ministre du Commerce, prendront des mesures pour les leur procurer, à bail renouvelable comme il est dit ci-dessus, et à des conditions équitables.

2. Des quais ne seront construits que dans des positions telles qu'ils n'obstrueront pas les voies d'eau intérieures et ne feront pas obstacle à la navigation, et seulement avec la sanction du Commissaire des Douanes le plus rapproché ; cette sanction, cependant, ne pourra être refusée arbitrairement.

3. Les négociants britanniques paieront les taxes et contributions sur ces magasins et quais, sur le même pied que les Chinois propriétaires de propriétés similaires dans le voisinage. Les négociants britanniques ne pourront employer que des agents et directeurs chinois, pour résider dans les magasins ainsi pris à bail, dans des places fréquentées par des bateaux à vapeur engagés dans le trafic intérieur pour leurs affaires : mais

but British merchants may visit these places from time to time to look after their affairs. The existing rights of Chinese jurisdiction over Chinese subjects shall not by reason of this clause be diminished or interfered with in any way.

4. — Steam vessels navigating the inland waterways of China shall be responsible for loss caused to riparian proprietors by damage which they may do to the banks or works on them and for the loss which may be caused by such damage. In the event of China desiring to prohibit the use of some particular shallow waterway by launches, because there is reason to fear that the use of it by them would be likely to injure the banks and cause damage to the adjoining country, the British authorities, when appealed to, shall, if satisfied of the validity of the objection, prohibit the use of that waterway by British launches, provided that Chinese launches are also prohibited from using it.

Both Foreign and Chinese launches are prohibited from crossing dams and weirs at present in existence on inland waterways where they are likely to cause injury to such works, which would be detrimental to the water service of the local people.

5. — The main object of the British Government in desiring to see the inland waterways of China opened to steam navigation being to afford facilities for the rapid transport of both foreign and native merchandise, they undertake to offer no impediment to the transfer to a Chinese Company and the Chinese flag of any British Steamer which may now or

les négociants chinois pourront, de temps en temps, visiter ces places pour surveiller leurs affaires. Les droits actuels de la juridiction chinoise sur les sujets chinois, ne seront diminués ni touchés d'aucune façon, en raison de la présente clause.

4. Les bateaux à vapeur naviguant dans les eaux intérieures de la Chine seront responsables des pertes causées aux propriétaires riverains par le dommage qu'ils pourraient faire aux rives ou aux travaux qui y existent, et des pertes qui pourraient être causées par pareil dommage. Dans le cas où la Chine désirerait interdire aux bateaux l'usage de certaine voie d'eau peu profonde, parce qu'il y a raison de craindre que l'usage n'en soit de nature à endommager les rives et à causer des dommages au pays avoisinant, les autorités britanniques, lorsqu'on fera appel à elles, devront, si elles se convainquent de la validité de l'objection, interdire l'usage de cette voie d'eau pour les bateaux britanniques, à condition que l'usage en soit interdit aussi aux bateaux chinois.

Il est interdit aux bateaux tant étrangers que chinois de traverser des digues et barrages actuellement existants sur les voies d'eau intérieures, quand ils seraient susceptibles d'endommager des travaux de cette nature, ce qui causerait un détriment au service des eaux, pour la population locale.

5. L'objectif principal du Gouvernement britannique, dans son désir de voir les voies d'eaux intérieures ouvertes à la navigation à vapeur, étant d'apporter des facilités au transport rapide des marchandises à la fois étrangères et indigènes, il s'engage à ne pas faire obstacle au transfert à une Compagnie chinoise et au pavillon chinois, de tout vapeur britannique

hereafter be employed on the inland waters of China, should the owner be willing to make the transfer.

In event of a Chinese company registered under Chinese law being formed to run steamers on the inland waters of China the fact of British subjects holding shares in such a company shall not entitle the steamers to fly the British flag.

6. — Registered steamers and their tows are forbidden, just as junks have always been forbidden, to carry contraband goods. Infraction of this rule will entail the penalties prescribed in the Treaties for such an offence, and cancellation of the Inland Waters Navigation Certificate carried by the vessels, which will be prohibited from thereafter plying on inland waters.

7. — As it is desirable that the people living inland should be disturbed as little as possible by the advent of steam vessels to which they are not accustomed, inland waters not hitherto frequented by steamers shall be opened as gradually as may be convenient to merchants and only as the owners of steamers may see prospect of remunerative trade.

In cases where it is intended to run steam vessels on waterways on which such vessels have not hitherto run, intimation shall be made to the Commissioner of Customs at the nearest open port who shall report the matter to the Ministers of Commerce. The latter in conjunction with

qui pourrait, actuellement ou ultérieurement, être employé sur les eaux intérieures de la Chine, si le propriétaire était disposé à opérer ce transfert.

Dans le cas où une Compagnie chinoise, enregistrée sous la loi chinoise, serait formée pour lancer des bateaux à vapeur sur les eaux intérieures de la Chine, le fait que des sujets britanniques seraient porteurs d'actions dans une telle Compagnie, ne donnerait pas aux bateaux à vapeur le droit de porter pavillon britannique.

6. Il est interdit aux bateaux à vapeur enregistrés et à leurs barques, de même qu'il a toujours été interdit aux jonques, de transporter des marchandises de contrebande.

L'infraction à cette règle fera encourir les pénalités prescrites dans les traités pour pareil délit, ainsi que l'annulation du Certificat de Navigation sur les eaux intérieures porté par ces navires, auxquels il sera interdit, dans la suite, de circuler sur les dites eaux.

7. Comme il est désirable que la population habitant à l'intérieur soit troublée aussi peu que possible par l'arrivée de bateaux à vapeur auxquels elle n'est pas encore accoutumée, les eaux intérieures non encore fréquentées par les bateaux à vapeur seront ouvertes aussi graduellement qu'il sera convenable pour les négociants, et seulement au fur et à mesure que les propriétaires de bateaux à vapeur pourront voir une perspective de commerce rémunérateur.

Dans les cas où l'on aurait l'intention de faire circuler des bateaux à vapeur sur des voies d'eaux non encore parcourues par des vaisseaux de ce genre, avis en sera donné au Commissaire des Douanes du port ouvert le plus rapproché, qui rapportera l'affaire au ministre du Commerce. Ce

the Governor-General or Governor of the Province, after careful consideration of all the circumstances of the case, shall at once give their approval.

8. — A registered steamer may ply within the waters of a port, or from one open port or ports to another open port or ports, or from one open port or ports to places inland, and thence back to such port or ports. She may, on making due report to the Customs, land or ship passengers or cargo at any recognized places of trade passed in the course of the voyage ; but may not ply between inland places exclusively except with the consent of the Chinese Government.

9. — Any cargo and passenger boats may be towed by steamers. The helmsman and crew of any boat towed shall be Chinese. All boats, irrespective of ownership, must be registered before they can proceed inland.

10. — These Rules are supplementary to the Inland Steam Navigation Regulations of July and September, 1898. The latter, where untouched by the present Rules, remain in full force and effect ; but the present Rules hold in the case of such of the former Regulations as the present Rules affect. The present Rules, and the Regulations of July and September, 1898, to which they are supplementary, are provisional, and may be modified, as circumstances require, by mutual consent.

Done at Shanghai this 5th day of September in the year of our Lord,

dernier, de concert avec le Gouverneur-général ou le Gouverneur de la province, après examen soigneux de toutes les circonstances de l'affaire, donnera immédiatement son approbation.

8. Un bateau à vapeur enregistré pourra circuler dans les eaux d'un port ouvert, se rendre d'un port ouvert à un autre port ouvert ou d'un port ouvert à des ports ou places de l'intérieur, et, de là, revenir dans un port ou des ports ouverts. Il pourra, en faisant aux Douanes le rapport réglementaire, débarquer ou embarquer des passagers ou des marchandises à toutes places de commerce reconnues, touchées au cours du voyage ; mais il ne pourra circuler entre places intérieures exclusivement, si ce n'est avec l'approbation du gouvernement Chinois.

9. Toutes barques de marchandises ou de voyageurs pourront être touées par bateaux à vapeur. Le pilote et l'équipage de tous bateaux toués devront être chinois. Tous bateaux, sans considération de leur propriétaire, doivent être enregistrés, avant de pouvoir se rendre à l'intérieur.

10. Ces règles sont supplémentaires aux Règlements de Navigation à vapeur à l'intérieur, de juillet et septembre 1898. Ces derniers, tant qu'ils ne sont pas modifiés par les présentes règles, restent pleinement en vigueur ; mais les présentes règles l'emportent dans le cas où elles sont en contradiction avec les règlements antérieurs. Les présentes règles et les règlements de juillet et septembre 1898, dont elles sont le complément, sont provisoires et pourront être modifiés, selon que les circonstances l'exigeront, par consentement mutuel.

Fait à Changhaï le cinquième jour de septembre en l'an de notre Sei-

1902 ; corresponding with the Chinese date, the 4th day of the 8th moon of the 28th year of Kwang Hsü.

(L. S.) JAS. L. MACKAY.

(Signature of his Excellency Lü Hai-huan.)

(Signature of his Excellency Shêng Hsüan-huai.)

(Seal of the Chinese Plenipotentiaries.)

gneur 1902 ; correspondant à la date chinoise du quatrième jour de la huitième lune, de la vingt-huitième année de Kwang Hsü.

(L. S.) JAS. L. MACKAY

Signature de S. E. LU HAI-HUAN.

Signature de S. E. SHÊNG HSUA-HUANI.

(Sceau des plénipotentiaires chinois.)

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES DE VENEZUELA ⁽¹⁾

(suite) (2)

N° 76. — Le Marquis de Lansdowne au Señor Ponce

Ministère des Affaires étrangères, le 11 avril 1902.

Monsieur,

Au sujet de votre note du 3 courant, j'ai l'honneur de vous informer que, suivant des avis reçus par le Gouvernement de Sa Majesté, le *Bolivar* (ancien *Ban-Righ*) qui arbore le pavillon national colombien et qui est pourvu d'une commission du Gouvernement colombien, se trouve actuellement désarmé à Port-of-Spain, Trinidad.

On prétend que ce navire a commis des actes d'hostilité contre le Venezuela, bien qu'il n'existe pas d'état de guerre entre cette République et la Colombie.

M. Welby, Ministre de Sa Majesté à Bogota, a donc reçu l'ordre télégraphique d'informer le Ministre des Affaires Etrangères que le *Bolivar* ne saurait être autorisé à procéder à ses réparations dans un port anglais jusqu'à ce que le Gouvernement colombien ait donné des assurances satisfaisantes établissant : 1° que ce navire est bien un vaisseau de l'Etat colombien ; 2° qu'il ne sera pas autorisé, à l'avenir, à engager des hostilités irrégulières contre le Venezuela, comme on prétend que cela s'est produit.

Nous devons attendre le résultat de cette communication. En même temps, le Gouvernement de Sa Majesté se trouve dans l'impossibilité de donner suite à la requête contenue dans votre lettre du 3 courant tendant à obtenir que les armes et les munitions en destination de Cartagena, et qui se trouvent maintenant à Trinidad, puissent être expédiées à leur destination.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : LANSDOWNE.

(1) *Livre bleu anglais*, Venezuela, I, 1903.

(2) *Arch. Dipl.*, 1903, n° 10-11-12, 2° partie.

N° 77. — Le Señor Ponce au Marquis de Lansdowne

Légation de Colombie, le 14 avril 1902 (reçu le 15 avril)

(Traduction)

Monseigneur,

J'ai eu l'honneur de recevoir ce jour la note de Votre Excellence en date du 11 courant, au sujet de la pétition du Señor Becerra, Consul de Colombie à Port-of-Spain (Trinidad), se rapportant à l'envoi de certaines armes et munitions de guerre à Cartagène (pétition que j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence, par ma communication du 3 écoulé, à la demande du dit Señor Becerra).

Par le prochain courrier, je transmettrai le contenu de la note de Votre Excellence, tant au Ministre des Affaires étrangères qu'au Consul Becerra. Je ne doute pas que mon Gouvernement ne procède à une enquête immédiate sur les faits dont le Gouvernement de Sa Majesté a été informé, afin de prendre les mesures nécessaires.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : IGNACIO GUTIÉRREZ PONCE.

N° 78. — Le Ministère des Affaires étrangères au Ministère des Colonies

Ministère des Affaires étrangères, le 15 avril 1902

(Extrait)

Le marquis de Lansdowne me charge de vous informer que Sa Seigneurie est d'avis que rien ne s'oppose à ce qu'on permette à un vaisseau de guerre colombien de prendre le *Bolivar* à la remorque ou de prendre à son bord les armes et les munitions se trouvant sur ce navire. La première de ces mesures serait préférable, mais il n'est pas nécessaire d'insister pour obtenir des assurances au sujet de l'une ou de l'autre.

Je suis chargé de vous transmettre, pour être soumis à l'examen de M. le Secrétaire d'Etat Chamberlain, l'avis qu'il y a lieu d'adresser des instructions dans ce sens à Sir A. Moloney.

N° 79. — Le Ministère des Colonies au Ministère des Affaires étrangères

Downing Street, le 17 avril 1902

(Extrait)

M. le Secrétaire d'Etat Chamberlain me charge de vous accuser réception de votre lettre du 15 courant et de vous transmettre, pour l'information du marquis de Lansdowne, le télégramme ci-inclus que M. Chamberlain a adressé au Gouverneur de Trinidad.

M. Chamberlain au Gouverneur Sir A. Moloney

Downing Street, le 16 avril 1902.

(Télégramme)

On ne doit pas s'opposer à ce qu'un vaisseau de guerre colombien prenne à la remorque le navire en question, ou qu'il prenne à son bord les armes et les munitions que ce navire renferme. De ces deux mesures la première est préférable de beaucoup, mais il est inutile d'insister pour obtenir des assurances d'aucun genre, au sujet du choix de l'une ou l'autre de ces mesures.

N° 80. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne

Caracas, le 26 mars 1902 (reçu le 24 avril)

(Extrait)

J'ai l'honneur de vous remettre ci-inclus une traduction de la note par laquelle le Gouvernement vénézuélien proteste, avec toute l'énergie que le cas comporte, contre la réception du bateau à vapeur insurgé *Ban-Righ* (*Libertador*) par les autorités coloniales dans le port de Port-of-Spain.

ANNEXE I DU N° 80

Le général Pachano à M. Haggard

Caracas, le 24 mars 1902

(Traduction)

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement vient d'apprendre que le vapeur insurgé *Ban-Righ* (*Libertador*) a jeté l'ancre à Port-of-Spain, sans rencontrer ni opposition ni difficulté de la part des autorités coloniales.

Le Venezuela a protesté, il y a quelque temps, auprès de votre légation, contre les actes d'hostilité perpétrés sur les côtes de la République, par le navire en question, tant contre le Gouvernement qu'au préjudice de la sécurité générale. Notre Gouvernement a protesté ensuite contre l'attitude d'indifférence ou de tolérance adoptée par le Gouverneur de Trinidad, à l'égard des mouvements révolutionnaires préparés sur le territoire de l'île contre les autorités établies constitutionnellement dans les Etats de l'Est. Aujourd'hui, conformément aux instructions spéciales du Président de la République, je formule par la présente note, avec toute l'énergie que le cas comporte, une nouvelle protestation contre l'étrange conduite des autorités coloniales qui, après les mesures prises à l'égard de la Légation, ont admis le dit navire dans le port, sans prendre en considération ces mesures afin de juger l'affaire suivant le cours des événements.

En vous priant instamment d'avoir la bonté de prendre note de cette nouvelle protestation du Gouvernement de la République et de la grave circonstance qui la provoque, je vous présente, etc.

(Signé) : J.-R. PACHANO.

ANNEXE 2 DU N° 80

M. Haggard au général Pachano

Caracas, le 25 mars 1902

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note de Votre Excellence, en date d'hier, protestant contre la présence, à Port-of-Spain, du vapeur insurgé *Ban-Righ* (*Libertador*) sans que cette présence ait soulevé aucune objection de la part des autorités coloniales.

Je me suis empressé de communiquer ceci au Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D.-HAGGARD.

ANNEXE 3 DU N° 80

M. Haggard au général Pachano

Caracas, le 25 mars 1902.

Monsieur le Ministre,

Au sujet de la note de Votre Excellence, en date d'hier, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement vénézuélien que le Gouverneur de Trinidad m'a informé que le vaisseau de guerre colombien *Bolívar* (ancien *Ban-Righ*) est arrivé le 23 courant à Port-of-Spain.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

N° 81. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne

Caracas, le 30 mars 1902 (reçu le 24 avril)

Monseigneur,

J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que j'ai reçu une dépêche du Gouverneur de Trinidad montrant que l'affirmation du Gouvernement du Venezuela, d'après laquelle des expéditions armées contre la tranquillité de ce pays auraient été dirigées de Trinidad avec la tolérance du Gouverneur, ne semble pas fondée le moins du monde. Ceci résulte des rapports du Receveur des Douanes et de l'Inspecteur général de la Police.

J'ai informé en conséquence, le général Pachano et j'ai donné à Son Excellence l'assurance que la police de Trinidad avait reçu des instructions, afin de surveiller attentivement tous les endroits fréquentés par des Vénézuéliens. J'ai ajouté que la police maritime qui a effectué des rondes de 6 heures du soir à 6 heures du matin, n'a aucune connaissance que des bandes armées auraient quitté Trinidad pour le Venezuela ou pour toute autre destination.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W. H. D. HAGGARD.

N° 82. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne

Caracas, le 1^{er} avril 1902 (reçu le 24 avril)

Au reçu du télégramme de Votre Seigneurie, en date du 26 écoulé, j'ai immédiatement adressé au Gouvernement vénézuélien la note dont ci-inclus copie.

J'ai reçu la réponse par laquelle on demande par quelle procédure et depuis quelle date, ce navire est entré dans la marine Colombienne.

(Ci-inclus, j'ai l'honneur de vous remettre une traduction de cette réponse).

J'ai l'honneur de joindre aussi une réponse à cette note, par laquelle j'ai déclaré n'avoir aucun renseignement à ce sujet.

ANNEXE I DU N° 82

M. Haggard au général Pachano

Caracas, le 27 mars 1902

Monsieur le Ministre,

Par une note du 24 courant, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence, que je m'étais empressé de transmettre au Gouvernement de Sa Majesté, la protestation du Gouvernement vénézuélien contre la présence à Port-of-Spain du bateau à vapeur insurgé *Ban-Righ* (*Libertador*), présence qui n'avait rencontré aucune opposition de la part des autorités coloniales.

Le Gouvernement de Sa Majesté me charge d'informer le Gouvernement vénézuélien qu'il semblerait que ce navire est actuellement, en apparence au moins, un vaisseau de guerre colombien. Il arbore le pavillon colombien, et notre Gouvernement ne peut engager aucune procédure contre lui.

Toute action de ce genre serait un acte hostile contre la Colombie, si ce vaisseau est un navire de l'Etat colombien.

Je dois déclarer, de plus, que le Gouvernement de Sa Majesté n'entend assumer aucune responsabilité du fait de ce navire ou des déprédations qu'il pourrait commettre. De plus, les circonstances dans lesquelles ce navire a été autorisé à quitter l'Angleterre, revêtent un caractère tel que le Gouvernement vénézuélien ne peut, en toute équité, nous adresser aucun reproche de négligence.

Si, depuis son transfert à la Martinique, ce navire a fait un usage quelconque du pavillon anglais, c'est là, tout simplement un acte répréhensible dont le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait à aucun degré être tenu responsable.

D'autre part, le Gouvernement de Sa Majesté ne permettra pas que ce navire fasse d'un port Britannique, la base d'opérations hostiles contre le Venezuela. Le Gouverneur de Trinidad a donc reçu ordre de ne pas permettre à ce navire de faire du charbon et de le prier de quitter immédiatement le port.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W. H. D. HAGGARD.

ANNEXE 2 DU N° 82

Le général Pachano à M. Haggard

Caracas, le 29 mars 1902.

(Traduction)

Monsieur le Ministre,

Le 25 courant, Votre Excellence a informé ce Ministère, que vous aviez été avisé par le Gouverneur de Trinidad de l'arrivée à Port-of-Spain du navire *Ban-Righ*, comme vaisseau de guerre colombien et sous le nom de *Bolivar*.

Le 27, Votre Excellence m'a adressé une autre note sur un sujet analogue.

Pour être à même de prendre cette note en considération, le Gouvernement du Venezuela doit savoir par quelle procédure et depuis quelle date le navire anglais en question est entré dans la flotte colombienne.

Je prie instamment Votre Excellence de me fournir ces renseignements le plus tôt possible et, en même temps, j'ai l'honneur de vous présenter mes sentiments de haute considération, etc.

(Signé) : J.-R. PACHANO.

ANNEXE 3 DU N° 82

M. Haggard au général Pachano

Caracas, le 31 mars 1902.

Monsieur le Ministre,

Par votre note en date du 29 courant, Votre Excellence me demande par quelle procédure et depuis quelle date le bateau à vapeur en question est entré au service de la marine colombienne.

Par ma note du 27 mars, je vous ai fait connaître « que j'avais reçu du Gouvernement de Sa Majesté, l'ordre d'informer le Gouvernement vénézuélien que ce navire semble être maintenant un vaisseau de guerre colombien, au moins en apparence *ostensiblement* ».

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que je ne possède pas d'autres éléments d'information que ceux précédemment communiqués au Gouvernement vénézuélien.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W. H. D. HAGGARD.

N° 83. — Le Ministère des Colonies au Ministère des Affaires étrangères

Downing-Street, le 13 mai 1902 (reçu le 14 mai).

Monsieur,

M. le Secrétaire d'Etat Chamberlain me charge de vous transmettre, afin que vous la soumettiez au Marquis de Lansdowne, la copie ci-incluse de deux dépêches datées des 17 et 24 avril, que nous avons reçues du Gouverneur de Trinidad (avec des annexes), se rapportant à la conduite

du Consul du Venezuela, relativement au départ de navires pour le Venezuela.

M. Chamberlain serait bien aise de recevoir les observations du Marquis de Lansdowne au sujet de l'attitude du Señor Figueredo, et aussi sur l'opportunité de lui refuser « l'exequatur » comme le propose le Gouverneur.

Je suis, etc.

(Signé) : C. P. LUCAS.

ANNEXE I DU N° 83

Le Gouverneur Sir A. Moloney à M. Chamberlain

Hôtel du Gouvernement, Trinidad, le 17 avril 1902.

Monsieur,

Comme suite aux rapports relatifs aux droits exigés par le Consul du Venezuela, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus, la copie de la correspondance qui a été échangée récemment, au sujet de la conduite du Señor Figueredo, à propos de l'expédition de navires de notre port pour le Venezuela.

2. Une copie de cette correspondance a été adressée au Ministre Britannique, à Caracas.

3. A cette occasion, il est bon de rémemorer que « l'exequatur » de Sa Majesté n'a pas encore été accordé au Señor Figueredo et que les faits relatés montrent qu'il n'est pas ici « persona grata ». Il serait opportun d'examiner si sa conduite et son attitude ne seraient pas de nature à justifier son renvoi dans son pays.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : Alfred MOLONEY.

ANNEXE 2 DU N° 83

Le Gouverneur Sir A. Moloney à M. Chamberlain

Hôtel du Gouvernement, Trinidad, le 24 avril 1902.

(Extrait)

J'ai prié M. Naysmith de se présenter à mon cabinet et il y a fait une déclaration dont je joins copie. A l'appui de cette déclaration, il a produit les documents originaux, quittances de droits et autres pièces spécifiées, toutes signées par le Señor Figueredo (dont j'ai conservé les copies). Il y a, de plus, un ordre paraphé par le Señor Figueredo, réclamant la commission en triple expédition. Tous ces documents corroborent les déclarations de M. Naysmith.

Je joins, de plus, la copie d'une lettre que j'ai adressée au Consul vénézuélien (le Señor Figueredo) sur le conseil du Procureur général.

En considération de la conduite irrégulière du Señor Figueredo, je pense qu'il n'y a pas lieu de lui accorder « l'exequatur » de sa Majesté.

ANNEXE 3 DU N° 83

Le Secrétaire Colonial (Trinidad) à M. Figueredo

Cabinet du Secrétaire colonial, le 15 février 1902.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous aviser que Son Excellence le Gouverneur a été informé d'une communication que vous avez faite à M. Julio C. Lyon, pour lui signifier que vous n'accepterez aucun envoi de navires, soit par lui-même, soit par un agent quelconque de lui ou de sa maison de commerce.

Son Excellence considère cette démarche comme tout à fait insolite et il me charge de vous demander en vertu de quelle autorité vous vous êtes immiscé dans les affaires de M. Lyon, qui est un négociant de cette place.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : C. C. KNOLLYS.

ANNEXE 4 DU N° 83

Le Señor Figueredo au Secrétaire Colonial à Trinidad

Trinidad, le 17 février 1902.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai bien reçu votre note du 15 courant, et je vous réponds comme suit :

Il est exact que par ordre du Gouvernement vénézuélien (et matériellement sous sa responsabilité), j'ai signifié à M. Julio C. Lyon, que mon Consulat ne prendra aucune note des navires qui seraient expédiés, soit par lui, soit par ses agents.

Le Consulat du Venezuela est un service vénézuélien, régi par les lois du pays qu'il représente et soumis aux ordres supérieurs qu'il reçoit. Il y est bien établi que M. Julio C. Lyon, bien qu'il réside dans cette île, est un sujet vénézuélien. Il trafique avec le Venezuela au moyen de navires vénézuéliens.

Dans le cas où M. Lyon se présenterait lui-même pour expédier un navire, sous un pavillon étranger, le soussigné s'adressera au capitaine du port, pour l'informer qu'il ne se refusera nullement à autoriser l'expédition d'un tel navire. Il se bornera à récuser l'intervention de M. Lyon, qui n'est pas *persona grata* auprès de mon Gouvernement.

J'espère avoir répondu, par la présente, à la question que vous m'avez posée, de la part de Son Excellence le Gouverneur.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : C. B. FIGUEREDO.
Consul de Venezuela.

ANNEX 5 DU N° 83

Le Secrétaire Coloniale (Trinidad) à M. Figueredo

Cabinet du Secrétaire colonial, Trinidad, le 19 mars 1902.

Monsieur,

Le Gouverneur me charge de vous accuser réception de votre lettre du

17 courant, répondant à la question que j'ai eu l'honneur de vous adresser, par son ordre, en date du 15 courant.

Son Excellence reconnaît le fait qu'un Consul n'est pas du tout soumis au contrôle du Gouvernement auprès duquel il est accrédité, en ce qui concerne ses actes officiels. Son Excellence entend parfaitement qu'une demande à vous adressée ne saurait revêtir le caractère d'une semblable intervention.

Bien que le désir du Gouverneur ait toujours été de respecter pleinement les prérogatives d'un Consul, il importe aussi que vous compreniez que Son Excellence ne saurait reconnaître à n'importe quel Consul, le droit de décider du traitement qu'il convient d'appliquer aux négociants, quelle que soit d'ailleurs leur nationalité.

Les Consuls ne sauraient avoir le droit d'édicter des incapacités d'aucun genre en ce qui concerne la faculté d'obtenir les signatures consulaires pour les documents. Ils ne sauraient être autorisés à prendre des mesures de ce genre à l'égard de navires quelconques, sous quelque pavillon qu'ils naviguent, lorsqu'ils demandent la légalisation nécessaire pour leur trafic au départ des ports de la Colonie.

La question qui vous a été adressée était jugée nécessaire par Son Excellence, afin de nettement établir la situation.

Il importait que la situation exposée dans le paragraphe précédent soit clairement établie et fermement maintenue. C'est afin que le Gouverneur se trouve en mesure d'agir d'après ces données, que j'ai reçu l'ordre de vous demander en vertu de quelle autorité vous aviez adressé à M. Lyon, votre lettre du 28 janvier dernier, par laquelle vous refusiez d'agréer l'expédition des navires de ce négociant.

Vous nous avez répondu que vous avez agi sur l'ordre de votre Gouvernement.

Pourrais-je vous prier de vouloir me favoriser, pour l'édification de notre Gouvernement, de la communication d'une copie de la lettre ou de l'ordre du Gouvernement du Venezuela, d'après lesquels vous avez agi en annonçant l'intention de refuser la légalisation des prières dans la circonstance en question.

Comme vous observez que votre intention de prohibition à l'égard de M. Lyon, pour son trafic avec le Venezuela, ne s'appliquent pas aux navires affrétés par lui et naviguant sous tout autre pavillon que le pavillon vénézuélien, nous avons pris note de cette restriction. Mais je dois vous demander si cette restriction est également admise sur l'ordre de votre Gouvernement.

Son Excellence le Gouverneur n'est nullement disposé à reconnaître à un Consul quelconque, le droit de refuser arbitrairement à un négociant en particulier, la légalisation des pièces pour les navires devant quitter nos ports et naviguant sous leur pavillon.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : C.-C. KNOLLYS.

ANNEXE 6 DU N° 83

Le Señor Figueredo au Secrétaire Colonial à Trinidad

Trinidad, le 21 mars 1902.

Honoré Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre aimable lettre en

date du 19 courant, au sujet de M. Lyon. En réponse, je vous prie de bien vouloir informer Son Excellence le Gouverneur que par prochain courrier j'adresserai à mon Gouvernement la lettre dont il s'agit.

Pour ce qui concerne la copie de l'ordre officiel que j'ai reçu de ne pas accepter en ce Consulat l'expédition de navires par M. J.-C. Lyon, je ne me considère pas comme autorisé à fournir des copies de documents à moi adressés par mon Gouvernement en ma qualité de Consul.

Je demanderai l'autorisation à cet effet, bien que votre requête implique un doute quant à la véracité de ma parole, lorsque j'ai dit à M. Lyon, puis à Son Excellence le Gouverneur, que j'avais agi d'après les instructions de mon Gouvernement.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : Carlos-B. FIGUEROA,
Consul du Venezuela.

ANNEXE 7 DU N° 83

Le Receveur des douanes au Secrétaire Colonial (Trinidad)

Le 26 mars 1902.

Honoré Secrétaire colonial,

1. Le Directeur de la Compagnie de Navigation et de Commerce de l'Orinoco me fournit les documents que je vous sou mets pour l'édification de Son Excellence.

(1) Plainte concernant la détention habituelle et illégale du bateau à vapeur de la Compagnie *Bolivar*.

(2) Extraits des lois régissant les Consuls du Venezuela.

2. Cette compagnie était anglaise et est devenue américaine. En conformité avec les engagements de la Compagnie avec le Gouvernement vénézuélien, le navire en question navigue sous le pavillon de cette République.

(Signé) : R.-M. Mc. MARTHY.

ANNEXE 8 DU N° 83

Déclaration de la Compagnie de navigation et de commerce de l'Orénoque.

L'heure du départ du vapeur *Bolivar*, est toujours annoncée publiquement. Elle est fixée le plus tard possible pour la commodité des négociants locaux, tout en ne pas exposant le dit vapeur à manquer la marée à la barre du canal de Macareo. Le fait de manquer la marée occasionne d'abord un retard de douze heures pour l'arrivée du bateau à Ciudad Bolivar; puis de fortes dépenses résultant du temps perdu, l'obligation de travailler le dimanche à la douane, un grand surcroît de travail et enfin une grande incommodité pour les négociants de ce port qui sont obligés de précipiter leur correspondance et leurs chargements pour le retour du navire.

Ces risques atteignent leur maximum à cette époque de l'année où l'Orénoque est à son niveau le plus bas. Le Consul actuel du Venezuela a habituellement retardé le départ du vapeur (quelquefois pendant plus de deux heures) sauf en deux occasions spéciales. Cette affaire est à la fois

devenue si grave que la Compagnie se croît justifiée à rompre le silence qu'elle avait cru devoir observer jusqu'à ce jour. Elle signale donc les détails du retard occasionné au dernier départ soit celui du mercredi 19 mars courant.

Jusqu'à ce jour la Compagnie avait pour règle de remettre les documents d'expédition au Consul, la veille du départ du *Bolivar*.

Mais, comme le Consul ne s'en occupait nullement jusqu'à l'heure fixée pour le départ du vapeur, cette habitude prit fin et l'on se conforma scrupuleusement aux lois du Venezuela régissant cette matière. Dans la circonstance en question les documents ont été envoyés au Consul à 1 heure après midi, de la date mentionnée, accompagnés d'une note destinée à rappeler au secrétaire du Consul que le départ du bateau avait été annoncé pour 1 h. 30 après midi. A 2 h. 20 le Messenger de la Compagnie nous a téléphoné que le Consul venait de partir pour notre Bureau et que les documents ne pouvaient être prêts qu'à 3 h. 30. Le Directeur du service d'expédition de la Compagnie s'est alors rendu au Consulat avec le Comptable du *Bolivar* pour protester contre ce retard inutile. Il déclare et en témoignera qu'il a constaté lui-même que tous les papiers étaient prêts et n'attendaient plus que la signature du Consul (travail demandant au plus 10 minutes). M. Wharton a vu alors le Consul en personne et il a protesté auprès de lui contre ce délai, le priant de prendre en considération les dépenses que ce fait cause à la Compagnie. Il lui a rappelé aussi le risque couru par le bateau de manquer la marée haute à la barre. Sur ce le Consul a consenti à délivrer son visa à 3 heures. M. Wharton est retourné alors à son bureau et ce n'est qu'à 4 h. 15 que le permis de départ est arrivé au siège de la Compagnie. On avait fait attendre le messenger tout le temps et il déclare ne pas avoir perdu un instant pour venir du Consulat au Bureau de la Compagnie.

Bien que ceci n'ait rien à faire dans le fait en question il peut être opportun de constater que par son contrat avec le Venezuela, la Compagnie est déclarée exempte de paiement de toute redevance nationale (y compris les droits consulaires). Or, pour ne jamais donner lieu au moindre retard dans l'expédition de ses bateaux la Compagnie a toujours payé sans hésitation les droits consulaires. En dépit de ce fait le Consul retarde toujours systématiquement, l'expédition du *Bolivar*. Par ce fait, il ne cause pas seulement du préjudice et des frais à la Compagnie, des incommodités aux négociants de Ciudad-Bolivar et indirectement du préjudice au commerce de cette Colonie, mais encore, en agissant de la sorte il contrevient à la loi du Venezuela régissant ces matières. Nous joignons le texte de la loi en question et une traduction fidèle d'icelle.

La Compagnie de navigation et de commerce de l'Orénoque (Limited).

(Signé): T. A. TURNER, Directeur.

ANNEXE 9 DU N° 83

Extrait du « *Codigo de Hacienda* » Section V.

(Traduction)

Les Consuls ne peuvent différer la remise des documents qui leur sont présentés, conformément à la présente ordonnance, durant les heures offi-

cielles sans être tenus responsables de tout préjudice qu'un tel délai pourrait occasionner aux parties intéressées.

Les heures officielles pour la légalisation dans les Consulats du Venezuela seront les mêmes que celles des services publics dans les villes où les Consulats sont établis.

ANNEXE 10 DU N° 83

Extrait du Code pénal, Section 3, Chapitre IV

(Traduction)

Art. 181. — Tout fonctionnaire de l'Etat qui, sous un prétexte quelconque, que ce soit celui de silence, d'obscurité, de contradiction ou d'insuffisance de soumission aux lois, aura omis ou refusé d'accomplir un des devoirs incombant à sa formation, sera passible d'une amende de 50 à 1.500 bolivares.

Extrait du Code fiscal, Loi 16, Chapitre I, Section 5

Art. 38. — Dans les ports où il n'existe pas d'Agence consulaire de la République les documents requis par la présente ordonnance seront présentés à l'Agent consulaire d'une nation amie. Dans les cas où il n'y en aurait pas ou bien où l'agent en question ne serait pas disposé à légaliser de tels documents, ces pièces pourront être légalisées par deux négociants dont les signatures seront certifiées par un fonctionnaire du Gouvernement.

Art. 39. — Les Consuls ne peuvent différer la légalisation des documents qui leur sont présentés conformément à la présente ordonnance, pendant les heures légales, sans encourir la responsabilité de tout préjudice que ce retard pourrait causer aux parties intéressées.

Les heures officielles pour la légalisation, dans les Consulats du Venezuela, seront les mêmes que celles des administrations publiques des villes où les dits Consulats se trouvent établis.

On dit que le Consul a déclaré qu'en se refusant à accorder la légalisation aux navires de M. Lyon, il a agi conformément à des instructions privées et directes de son chef, le général Castro.

Le Général Castro n'a aucun droit, soit comme dictateur, soit comme président constitutionnel, de refuser la légalisation à des navires de commerce. Il le pourrait faire en sa qualité de Dictateur, en publiant un décret public, mais non par des instructions privées.

Ci-après le texte de la loi sur la matière :

Extrait de la Constitution des Etats-Unis du Venezuela.

SECTION 3. — (Traduction)

Des attributions du Président des Etats-Unis du Venezuela.

Art. 76. — Ordonner l'exécution des lois et décrets du Congrès national dans les quinze jours de la réception des dites lois. Prendre des mesures pour assurer l'exécution de ces lois.

Parmi les lois en question se trouvent celles données ci-dessus.

(A suivre).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

BELGIQUE

Loi sur les lettres de mer (1)

20 septembre 1903 (2)

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les navires de mer doivent être munis, pour naviguer sous pavillon belge, d'une lettre de mer délivrée conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 2. — § 1^{er}. Les lettres de mer mentionnent le nom du bâtiment, sa capacité, ses signes particuliers, le nom du capitaine et celui du propriétaire.

§ 2. Elles sont délivrées, au nom du Roi, par le Ministre des Affaires étrangères ou le fonctionnaire délégué par lui.

Art. 3. — Il ne sera délivré de lettre de mer qu'à des navires appartenant pour plus de moitié ;

A. A des Belges ;

B. A des sociétés commerciales auxquelles la loi reconnaît une individualité juridique et qui ont leur siège en Belgique ;

C. A des étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique, ou qui ont établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi.

Art. 4. — § 1^{er}. Avant de pouvoir obtenir une lettre de mer, le propriétaire du navire ou le gérant, si le navire appartient à une société commerciale ou à plusieurs copropriétaires, est tenu de se présenter devant le juge de paix aux fins :

1^o De lui exhiber le contrat passé avec le constructeur ou le contrat

(1) Session de 1902-1903.

Chambre des représentants. — *Documents parlementaires* : Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 12 février 1903, n° 92. Rapport. Séance du 1^{er} avril 1903, n° 122. — *Annales parlementaires* : Discussion. Séance du 30 juin 1903, p. 1697 à 1700. Adoption. Séance du 3 juillet 1903, p. 1771.

Sénat. — *Documents parlementaires* : Texte du projet de loi adopté par la Chambre des représentants, n° 54. Rapport. Séance du 22 juillet 1903, n° 68. — *Annales parlementaires* : Discussion et adoption. Séance du 30 juillet 1903, p. 360 à 363.

(2) *Moniteur Belge*, 21 et 22 décembre 1903.

de vente constatant la propriété du navire, ainsi que le certificat de jaugeage ;

2° De lui remettre une déclaration écrite stipulant que le navire réunit les conditions exigées par l'article 3, qu'il n'est pas armé en guerre et qu'il ne sera pas armé en guerre ou employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge ;

3° D'affirmer cette déclaration sous serment devant ledit magistrat.

§ 2. Le juge de paix dressera procès-verbal de la prestation de serment au bas de la déclaration exigée par le § 1^{er}, 2°, du présent article.

Le serment sera conçu en ces termes :

« Je jure et j'affirme que la présente déclaration est sincère et véritable, que le navire y indiqué n'est pas armé en guerre et que, ni par moi ni de mon consentement, il ne sera armé en guerre ni employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge. »

Les formules de la déclaration écrite ainsi que celles de la lettre de mer seront déterminées par arrêté royal.

Art. 5. — § 1^{er}. Les demandes en obtention de lettres de mer doivent être accompagnées d'une copie du certificat de jaugeage et d'une ampliation de la déclaration mentionnée à l'article 4, § 1^{er}, 2°, avec le procès-verbal de la prestation de serment.

§ 2. Si ces documents sont trouvés insuffisants ou s'il y a des raisons de croire qu'il serait fait un usage illicite de la lettre de mer, celle-ci sera refusée.

Art. 6. — § 1^{er}. Les lettres de mer cessent leurs effets :

A. Après quatre ans de durée ;

B. Lorsque la propriété de plus de la moitié du navire est transférée ou lorsque le transfert d'une quotité moindre rend propriétaires de moitié du navire des étrangers n'ayant pas une année de résidence continue en Belgique, ou n'ayant pas établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi ; toutefois, lorsque ces transferts, de nature à modifier les conditions de propriété prescrites par l'article 3, ont lieu par succession ou testament, les lettres de mer ne cesseront leurs effets qu'après six mois ;

C. Par le changement du nom du navire ;

D. Par l'emploi du navire comme corsaire, pirate ou pour la traite, ou pour d'autres opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge ;

E. En cas de prise ou de destruction du navire.

§ 2. Lorsque, à l'expiration du terme de la lettre de mer, le navire est en cours de voyage, cette lettre reste valable jusqu'au retour du navire en Belgique, sans que ce délai puisse dépasser deux ans.

Toutefois, le Ministre des Affaires étrangères peut renouveler ou faire renouveler les lettres de mer périmées sans exiger que le navire se rende dans un port belge.

Art. 7. — § 1^{er}. Les lettres de mer périmées doivent être restituées au Ministre des Affaires étrangères ou au fonctionnaire qui les a délivrées. Il n'en sera délivré de nouvelles que contre remise : 1° de l'ancienne, à moins qu'il ne soit justifié de sa perte ; 2° du certificat de jaugeage.

§ 2. En cas de destruction du navire ou de vente en pays étrangers, le capitaine remettra la lettre de mer à la légation ou au consulat belge, en indiquant le motif de la restitution. La légation ou le consulat en délivrera

récépissé au capitaine et la fera parvenir, avec mention du motif de la restitution, au Ministre des Affaires étrangères.

§ 3. A défaut de légation ou de consulat belge sur les lieux, le capitaine sera tenu de canceler la lettre de mer en présence de son équipage, ou, à défaut de celui-ci, en présence d'un fonctionnaire public, et de transmettre la lettre au Ministre des Affaires étrangères.

Art. 8. — § 1^{er}. Le Ministre des Affaires étrangères ou le fonctionnaire délégué par lui pourra accorder des lettres de mer provisoires pour des navires achetés ou construits à l'étranger et réunissant les conditions exigées par l'article 3 ; elles sont valables jusqu'à ce que les formalités requises pour l'obtention des lettres de mer définitives puissent être remplies. Elles seront délivrées d'après le certificat de jaugeage du pays où le navire se trouve ; elles auront une durée de deux ans au plus et cesseront, dans tous les cas, leurs effets à l'arrivée du bâtiment en Belgique.

§ 2. Le Ministre des Affaires Etrangères ou le fonctionnaire délégué par lui pourra également accorder à des Belges établis à l'étranger ou aux gérants, à l'étranger, de sociétés belges, des lettres de mer provisoires, valables pendant une année, pour des navires réunissant les conditions prévues à l'article 3. Dans ces cas, les formalités prescrites par l'article 4, § 1^{er}, sont accomplies devant le fonctionnaire délégué par le Ministre des Affaires Etrangères.

§ 3. Il ne sera délivré de lettre de mer provisoire pour un navire se trouvant à l'étranger que sur la production d'un certificat constatant que le bâtiment se trouve en bon état de navigabilité.

Les certificats de navigabilité devront porter la signature de deux experts désignés par l'agent consulaire belge du port étranger où le navire se trouve, ou par l'agent consulaire du port le plus voisin ; ils devront être visés par cet agent, qui certifiera, dans son visa, que les experts ont été désignés par lui.

§ 4. La délivrance des lettres de mer provisoires pourra, en outre, être subordonnée aux autres conditions et formalités jugées nécessaires par le Ministre des Affaires Etrangères.

§ 5. — Le Ministre des Affaires Etrangères ou le fonctionnaire délégué par lui en Belgique peut remplacer par des lettres de mer définitives les lettres de mer provisoires dont il est question au § 2 du présent article, sans que les navires soient obligés de se rendre dans un port belge.

Art. 9. — § 1^{er}. Le Ministre des Affaires Etrangères pourra également délivrer des lettres de mer spéciales pour des navires construits en Belgique pour compte d'étrangers, afin qu'ils puissent se rendre, sous pavillon belge, dans un port étranger.

§ 2. A l'arrivée du navire à sa destination, la lettre de mer spéciale doit être remise, contre récépissé, à la légation ou au consulat belge auquel le port ressortit.

Art. 10. — Les lettres de mer pourront toujours être retirées en cas d'infraction aux dispositions de la présente loi ou s'il y a lieu de croire qu'il en sera fait un usage illicite.

Art. 11. — § 1^{er}. Avant de faire usage d'une lettre de mer, le capitaine y apposera sa signature, qui devra être légalisée par le fonctionnaire délégué par le Ministre des Affaires Etrangères si le capitaine est en Belgique, ou par le consul s'il est à l'étranger.

§ 2. On agira de même en cas de remplacement provisoire ou définitif du capitaine.

§ 3. Il sera donné connaissance de ce changement au Ministre des Affaires Etrangères.

Art. 12. — Tous capitaines de navires, sans distinction de nationalité, sont tenus, à l'entrée et à la sortie d'un port du Royaume, de présenter leurs lettres de mer aux autorités du port ; faute de ce faire, tout document pourra leur être refusé et le navire pourra être retenu jusqu'à ce que les pièces requises aient été produites.

Art. 13. — Les capitaines des navires belges, en entrant dans un port étranger pour y séjourner plus de vingt-quatre heures, sont tenus de se rendre en personne, au plus tard le lendemain de leur arrivée, chez le consul belge ou celui qui le représente, pour faire viser leurs lettres de mer.

Art. 14. — Les capitaines des navires à vapeur faisant un service régulier vers les ports étrangers, sont tenus d'y faire viser une fois par an leurs lettres de mer, et ce, lors de leur première arrivée dans l'année.

Art. 15. — Les lettres de mer périmées ou annulées seront retirées d'office par les autorités des ports belges et par les consuls à l'étranger.

Art. 16. — Le capitaine sera tenu de faire inscrire en lettres apparentes et distinctes le nom du navire et celui du port d'attache sur la poupe du navire.

Art. 17. — § 1^{er}. Le capitaine naviguant sous pavillon belge sans lettre de mer régulière, sera passible d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, ou, s'il existe des circonstances atténuantes, d'une de ces peines seulement.

§ 2. L'affirmation sous serment d'une fausse déclaration sera punissable des mêmes peines.

§ 3. Les autres infractions à la présente loi seront punies d'une amende de cinquante francs à deux mille francs.

Art. 18. — Les articles 66, 67 et 69, § 2, du Code pénal sont applicables aux délits prévus par la présente loi.

Art. 19. — § 1^{er}. Tout individu, belge ou étranger, qui aura commis hors du territoire du Royaume, un délit prévu par la présente loi, pourra être poursuivi en Belgique.

§ 2. Sont également compétents : le tribunal du lieu de la résidence de l'inculpé ou de sa dernière résidence connue ; celui du lieu où il aura été trouvé, et celui dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire. A leur défaut, la connaissance du délit appartiendra au tribunal correctionnel de Bruxelles.

§ 3. La présente disposition ne déroge pas à la compétence des tribunaux consulaires dans les pays hors de chrétienté.

Art. 20. — § 1^{er}. Les fonctionnaires du commissariat maritime et les fonctionnaires et employés de l'administration des douanes et accises en Belgique ainsi que les consuls belges à l'étranger, dresseront procès-verbal de toutes les infractions à la présente loi ; ces procès-verbaux, affirmés sous serment le plus tôt possible et, au plus tard, pendant le

deuxième jour après celui de leur clôture, feront foi jusqu'à preuve contraire.

§ 2. L'affirmation sous serment des procès-verbaux rédigés en Belgique sera faite devant le juge de paix ou le chef de l'administration communale au lieu où l'infraction aura été constatée.

§ 3. L'affirmation sous serment n'est pas requise lorsque le procès-verbal est rédigé par un consul, dans un port où il n'existe pas d'autorité belge pouvant recevoir le serment.

Art. 21. — La présente loi ne s'applique pas aux navires de l'Etat.

Art. 22. — Les bâtiments de pêche doivent être munis d'une déclaration du propriétaire, certifiée exacte par l'administration communale, conforme à la formule qui sera déterminée par arrêté royal.

Art. 23. — La loi du 20 janvier 1873 est abrogée.

L'article 6 de la présente loi est rendu applicable aux lettres de mer délivrées à l'époque de sa mise en vigueur.

Promulgons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Ostende, le 20 septembre 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,
P. DE FAVEREAU.

Le Ministre des Finances et des Travaux Publics,
P. DE SMET DE NAEYER.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,
J. VAN DEN HEUVEL.

Arrêté royal réglant l'exécution de la loi qui précède.

29 octobre 1903

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 septembre 1903, sur les lettres de mer, et notamment les articles 2, 4, 8 et 22 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,
Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. — Les déclarations de propriété mentionnées à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 20 septembre 1903, seront rédigées d'après les formules litt. A, B et C de l'Annexe I du présent arrêté.

ART. 2. — Les lettres de mer seront délivrées conformément aux modèles litt. A, B, C, D et E de l'Annexe II.

ART. 3. — La déclaration exigée, pour les bâtiments de pêche, par l'article 22 de ladite loi, sera conforme au modèle de l'Annexe III.

ART. 4. — Sont rapportés :

L'arrêté royal du 21 janvier 1873, réglant l'exécution de la loi du 20 janvier 1873 ;

L'arrêté royal du 4 mai 1901 déterminant les modèles des lettres de mer provisoires délivrées par les agents consulaires belges à l'étranger.

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 29 octobre 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,
P. DE FAVEREAU.

ANNEXE I

Formules de la déclaration écrite exigée par l'article 4 de la loi du 20 septembre 1903.

FORMULE A.

Lorsque le bâtiment appartient en totalité ou pour plus de moitié soit à des Belges, soit à des étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique, ou qui ont établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi.

Je soussigné (*nom, prénoms, état et domicile*) déclare qu'en vertu de (*indiquer le contrat passé avec le constructeur ou le contrat de vente constatant la propriété du bâtiment*), le (*navire à voiles, à vapeur à aubes, à hélice ou mixte*) nommé....., ayant..... ponts, portant..... mâts, jaugeant..... tonneaux, commandé par....., attaché au port de....., m'appartient en totalité — ou m'appartient pour plus de moitié ; que je suis Belge, demeurant à....., — ou que je suis étranger et ai une année de résidence continue en Belgique, — ou que je suis étranger et ai établi en Belgique mon domicile avec l'autorisation du Roi ; que l'administration, pour ce qui concerne l'entretien, l'armement, l'avitaillement ou l'affrètement du dit bâtiment est établie à..... ; que ce bâtiment n'est pas armé en guerre et que, ni par moi ni de mon consentement, il ne sera armé en guerre, ni employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge.

(*Signature du propriétaire*).

FORMULE B.

Lorsque le bâtiment appartient en totalité ou pour plus de moitié soit à des copropriétaires belges, soit à des copropriétaires étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique, ou qui ont établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi.

Je soussigné (*nom, prénoms, domicile*), gérant du (*navire à voiles, à vapeur à aubes, à hélice ou mixte*) nommé....., ayant..... ponts, portant..... mâts, jaugeant..... tonneaux, commandé par....., attaché au port de....., déclare qu'en vertu de (*indiquer le contrat passé avec le constructeur ou le contrat de vente constatant la propriété du bâtiment*), le dit bâtiment appartient à (*indiquer la nature de l'association*), dont les associés responsables sont tous, — ou sont pour plus de moitié — soit des Belges, soit des étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique ou ayant établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi ; que l'administration pour ce qui concerne l'entretien, etc. (*le reste comme à la formule A*).

(*Signature du gérant*).

FORMULE C.

Lorsque le bâtiment appartient à des sociétés commerciales auxquelles la loi reconnaît une individualité juridique et qui ont leur siège en Belgique.

Je soussigné (*nom, prénoms et domicile*), gérant de la société (*nature et désignation de la société*), déclare qu'en vertu de (*indiquer le contrat passé avec le constructeur ou le contrat de vente constatant la propriété du bâtiment*), le (*navire à voiles, à vapeur à aubes, à hélice ou mixte*) nommé..., ayant..... ponts, portant..... mâts, jaugeant..... tonneaux, commandé par....., attaché au port de....., appartient en totalité — ou appartient pour plus de moitié — à la dite société ; que cette société a son siège à ..; que l'administration pour ce qui concerne l'entretien, etc. (*le reste comme à la formule A*).

(*Signature du gérant*).

Vu pour être annexé à Notre arrêté de ce jour.

Donné à Laeken, le 29 octobre 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

P. DE FAVEREAU.

ANNEXE II

Modèles de lettres de mer.

A. — LETTRE DE MER DÉFINITIVE

N°...

Port de...

Au nom de Sa Majesté le Roi des Belges,

Le Ministre des Affaires Etrangères déclare :

Que les formalités exigées par la loi du 20 septembre 1903 ont été remplies pour constater que le (*navire à voiles, à vapeur à aubes, à hélice ou mixte*) nommé....., capitaine....., jaugeant..... tonneaux de mer, ayant..... ponts, portant..... mâts, appartenant à....., est propriété belge ;

Que ce navire peut, dès lors, naviguer son pavillon belge.

En conséquence, tous Souverains, Etats amis, alliés ou leurs subordonnés sont invités, sous réserve de réciprocité, de même que toutes autorités maritimes, civiles, militaires et tous fonctionnaires publics belges sont requis de laisser sûrement et librement passer le capitaine de ce bâtiment, sans lui faire, ni sans souffrir qu'on lui fasse éprouver le moindre obstacle, mais au contraire de lui accorder toute faveur, secours, accueil et assistance, partout où besoin sera.

Fait à....., le.....

Délivré au nom du Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

(ou bien) Pour le Ministre des Affaires Etrangères,

Le

(*Signature du capitaine*).

.....

Apposée en présence du soussigné,

(*Qualité et signature du fonctionnaire qui légalise la signature du capitaine*).

B. — LETTRE DE MER PROVISoire

Pour permettre à un navire à voiles ou à vapeur construit ou acheté à l'étranger et réunissant les conditions requises par l'article 3 de la loi du 20 septembre 1903, de naviguer sous pavillon belge pendant deux ans au plus, en attendant son arrivée dans un port belge (art. 8, § 1^{er}, de la loi).

N°

Au nom de Sa Majesté le Roi des Belges,

Le Ministre des Affaires Etrangères déclare :

Que les justifications nécessaires lui ont été fournies pour constater que le (*navire à voiles, à vapeur à aubes, à hélice ou mixte*) nommé.... ayant.... ponts, portant.... mâts, jaugeant.... tonneaux, capitaine...., se trouvant actuellement au port de....., a été acheté par..... — ou a été construit pour le compte de..... à....., — et qu'il est propriété belge ;

Que la présente lettre de mer provisoire est délivrée pour permettre au dit navire de naviguer sous pavillon belge pendant un terme de deux ans au plus et qu'elle cessera dans tous les cas ses effets à l'arrivée du bâtiment en Belgique, où les formalités requises pour obtenir une lettre de mer définitive devront être remplies :

En conséquence, tous Souverains, Etats, etc. (*comme au modèle litt. A*).

Fait à, le

(*Les signatures comme au modèle litt. A*).

C. — LETTRE DE MER PROVISoire

Pour permettre à un navire à voiles ou à vapeur acheté ou construit à l'étranger, et réunissant les conditions exigées par l'article 3 de la loi du 20 septembre 1903, de se rendre — directement ou avec escale — dans un port belge ou de faire un voyage dans une autre direction avant de venir en Belgique (art. 8 de la loi du 20 septembre 1903).

N°

Port de

Au nom de Sa Majesté le Roi des Belges,

Le soussigné, (1) de Belgique à..... certifie :

Que les justifications nécessaires lui ont été fournies pour constater que le (*navire à voiles, à vapeur à aubes, à hélice ou mixte*) ayant.... ponts, portant...., mâts, jaugeant.... tonneaux, capitaine....., se trouvant actuellement au port de....., a été acheté par — ou a été construit pour le compte de..... à..... (Belgique) ;

Que la présente lettre de mer provisoire est délivrée pour permettre au capitaine dudit *navire* de le conduire directement, sous pavillon belge, au port belge de..... — ou de le conduire en faisant escale aux ports de....., sous pavillon belge, au port belge de..... — ou d'entreprendre avec ce navire, sous pavillon belge, un voyage au port de..... et de le conduire ensuite *directement* ou *en faisant escale aux ports de.....*, au port belge de..... où les formalités requises pour l'obtention d'une lettre de mer définitive devront être remplies.

(1) Consul général, consul, vice-consul, agent consulaire.

Cette lettre de mer provisoire n'est valable pour aucun autre voyage.
En conséquence, tous Souverains, Etats, etc. *comme au modèle litt. A).*

Fait à....., le.....

Délivré au nom du Roi ;
Pour le Ministre des Affaires Etrangères,
Le (1)..... de Belgique à.....

(Signature du capitaine).

.....
Apposée en présence du (1)..... soussigné.
(Signature du (1).....)

D. — LETTRE DE MER PROVISOIRE

Délivrée en conformité du § 2 de l'article 8 de la loi du 20 septembre 1903.

N°.....

Port de (2).....

Au nom de Sa Majesté le Roi des Belges,

Le soussigné (1)..... de Belgique à....., déclare :

Que les justifications nécessaires lui ont été fournies pour constater que le (*navire à voiles, à vapeur à aubes, à hélice ou mixte*) nommé....., ayant..... ponts, portant..... mâts, jaugeant..... tonneaux, capitaine....., se trouvant actuellement au port de....., a été acheté par..... — ou a été construit pour le compte de..... — à....., et qu'il est propriété belge ;

Que ce navire peut, dès lors, naviguer sous pavillon belge pendant un an.

En conséquence, tous Souverains, Etats, etc. (*comme au modèle litt. A).*

Fait à....., le.....

Délivré au nom du Roi :
Pour le Ministre des Affaires Etrangères.
Le (1)..... de Belgique à.....

(Signature du capitaine).

.....
Apposée en présence du (1)..... soussigné.
(Signature du (1).....)

E. — LETTRE DE MER SPÉCIALE

Pour permettre à un navire à voiles ou à vapeur conduit en Belgique, pour compte d'étrangers, de se rendre directement dans un port étranger sous pavillon belge (art. 9 de la loi du 20 septembre 1903).

N°.....

Au nom de Sa Majesté le Roi des Belges,

Le Ministre des Affaires Etrangères déclare :

Que les justifications nécessaires lui ayant été fournies pour constater que le (*navire à voiles, à vapeur à aubes, à hélice ou mixte*) ayant..... ponts, portant..... mâts, jaugeant..... tonneaux, capitaine....., a été construit en Belgique pour compte d'étrangers, la présente lettre de mer spé-

(1) Consul général, consul, vice-consul, agent consulaire.

(2) Indiquer le port d'attache renseigné dans la déclaration écrite exigée par l'article 4 de la loi du 20 septembre 1903.

ciale est délivrée en vertu de l'article 9 de la loi du 20 septembre 1903 pour permettre au capitaine dudit navire de le conduire directement sous pavillon belge au port de.....

Cette lettre de mer spéciale n'est valable pour aucun autre voyage.

En conséquence, tous Souverains, Etats, etc. (*comme au modèle, litt. A*).

Fait à....., le.....

(*Les signatures comme au modèle litt. A*).

Vu pour être annexé à Notre arrêté de ce jour.

Donné à Laeken, le 29 octobre 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

P. DE FAVEREAU.

ANNEXE III

Modèle de la déclaration dont doivent être munis les bâtiments de pêche.

Je soussigné (*nom, prénoms, état et domicile*) déclare que le navire — ou chaloupe de pêche — nommé..., du port de (*port d'armement*), ayant... ponts, portant... mâts, jaugeant... tonneaux de mer, commandé par..., m'appartient pour (*la totalité ou plus de la moitié*).

Fait à....., le.....

(*Signature du propriétaire.*)

Le collège des bourgmestre et échevins, après justification du fait par le déclarant, certifie que la déclaration ci-dessus est conforme à la vérité, et que le navire... peut, dès lors, exercer la pêche maritime sous pavillon belge.

Fait à....., le.....

(*Signatures.*)

(*Sceau de la commune.*)

Vu pour être annexé à Notre arrêté de ce jour.

Donné à Laeken, le 29 octobre 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

P. DE FAVEREAU.

Arrêtés ministériels pris en exécution de la loi et de l'arrêté royal qui précèdent.

(10 novembre 1903)

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Vu la loi du 20 septembre 1903 sur les lettres de mer, et notamment les articles 2, 5, 7, 8 et 11 ;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1903 ;

Vu l'avis du Ministre des Finances et des Travaux publics,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le Ministre des Affaires Étrangères délivre la première lettre de mer pour tout navire acquis ou construit à l'étranger, pour tout navire d'origine belge et pour tout navire qui, étant déjà pourvu d'une lettre de mer, change de propriétaire.

Art. 2. — Dans les cas prévus aux litt. *A* et *C* de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 20 septembre 1903, les lettres de mer sont renouvelées, savoir :

1° Par le directeur des contributions directes, douanes et accises de la province, pour les navires appartenant aux ports d'Anvers, de Bruges, de Bruxelles et de Gand ;

2° Par le contrôleur des douanes à Ostende, pour les navires appartenant à ce port ;

3° Par le receveur des douanes du lieu, pour les navires appartenant aux ports de Louvain, de Nieupoort et de Termonde.

Art. 3. — Sauf l'exception prévue à l'article 4 du présent arrêté, les agents consulaires de Belgique à l'étranger peuvent, en vertu de l'article 8 de la loi du 20 septembre 1903, et moyennant la production du certificat de navigabilité exigé par le § 3 du même article, délivrer des lettres de mer provisoires pour les navires achetés ou construits à l'étranger et réunissant les conditions fixées par l'article 3 :

1° Lorsque les acquéreurs résident en Belgique et que les formalités déterminées par l'article 4 de la loi doivent être accomplies dans le Royaume. Ces lettres de mer provisoires sont conformes au modèle litt. *C* annexé à l'arrêté royal du 29 octobre 1903 ; elles permettent au navire de se rendre — directement ou avec escale — dans un port belge, ou de faire un voyage dans une autre direction avant de venir en Belgique ;

2° Lorsque les acquéreurs sont des Belges établis à l'étranger ou des sociétés belges dont les gérants sont établis à l'étranger et que les formalités déterminées par l'article 4 de la loi sont accomplies devant les dits agents consulaires. Ces lettres de mer sont conformes au modèle litt. *D* annexé à l'arrêté royal précité ; elles sont valables pendant une année.

Art. 4. — Les agents consulaires ne peuvent délivrer des lettres de mer provisoires pour les navires portant le pavillon de pays en état de guerre ou entre lesquels la guerre serait sur le point d'éclater. Dans ce cas, les lettres de mer provisoires seront délivrées par le Ministre des Affaires Etrangères, sur une demande faite par le propriétaire ou le gérant, après que les formalités exigées par le § 1^{er} de l'article 4 de la loi du 20 septembre 1903 auront été remplies.

Art. 5. — La signature que le capitaine doit apposer sur la lettre de mer conformément à l'article 11 de la loi sera légalisée, suivant le cas, par les fonctionnaires désignés à l'article 2 du présent arrêté, ou par les agents consulaires belges à l'étranger.

Art. 6. — Lorsque le capitaine d'un navire est remplacé, les fonctionnaires désignés aux articles 2 et 3 du présent arrêté sont autorisés à opérer et à certifier le changement en marge de la lettre de mer.

Art. 7. — Les arrêtés ministériels du 22 janvier 1873, du 21 novembre 1899 et du 6 mai 1901 sont rapportés.

Bruxelles, le 10 novembre 1903.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

P. DE FAVEREAU.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

Vu la loi du 20 décembre 1903 sur les lettres de mer, et notamment les articles 2, 6 § 2, 8 §§ 1^{er}, 2 et 5, et 9,

Arrête :

Article unique. — M. Capelle, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats, est chargé de signer, par délégation du Ministre des Affaires Étrangères, les lettres de mer dans les cas prévus aux articles susvisés de la loi du 29 septembre 1903.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Capelle, les lettres de mer seront signées, pour le Directeur général du Commerce et des Consulats, par M. Brunet, Directeur au même service.

Bruxelles, le 10 novembre 1903.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
P. DE FAVEREAU.

BRÉSIL**Loi relative aux factures consulaires**

(21 novembre 1903) (1)

(Traduction)

Le président de la république des Etats-Unis du Brésil fait savoir que le congrès national décrète et que lui-même sanctionne la résolution suivante :

CHAPITRE 1^{er}. — Des factures consulaires

ART. 1^{er}. — Les factures consulaires dont traite l'article 1^{er} de la loi n° 651, du 22 novembre 1899, seront organisées conformément au dispositif du chapitre 4, article 13, en observant les dispositions du présent règlement.

ART. 2. — Les marchandises qui seront expédiées d'un pays étranger pour consommation au Brésil, soit qu'elles viennent par voie maritime, soit qu'elles viennent par voie terrestre, excepté les marchandises mentionnées dans l'article 3, devront être accompagnées de factures consulaires.

Paragraphe unique. — Sont considérés marchandises, en vue de ce règlement, l'argent ou l'or monnayés, les billets de banque et les titres cotés en bourse.

ART. 3. — On n'exigera pas la facture consulaire.

a). Des colis postaux de n'importe quelle valeur, venant de pays avec lesquels le Brésil a conclu des conventions ;

b). Des colis postaux ou échantillons dont la valeur commerciale sur la place qui les exporte ne dépassera pas 10 livres sterling ou l'équivalent de cette somme en autre monnaie, y compris les dépenses de fret, commission, emballage, etc. Quand les colis postaux dépasseront cette somme, ils seront sujets aux droits de douane, dans la même forme que les autres marchandises ;

c). Des bagages des passagers dont traitent les articles 5 à 7 des ins-

(1) Publiée au *Journal Officiel brésilien*, le 28 novembre 1903.

tructions publiées par le décret n° 3.529, du 15 décembre 1899, même s'ils n'accompagnent pas leurs propriétaires ;

d). Des marchandises provenant d'un port ou d'un point terrestre de pays limitrophes, où il n'y a pas d'autorités consulaires du Brésil, mais en observant dans ce cas, la disposition de l'article 6 du présent règlement.

ART. 4. — Les factures consulaires seront présentées en trois exemplaires, à l'agent consulaire qui, après leur avoir donné l'authenticité, leur donnera les destinations suivantes :

a). Le premier exemplaire sera remis au chargeur pour être envoyé au consignataire ; celui-ci le présentera à la douane du port ou du point où est adressée la marchandise et il servira pour les opérations de dédouanement ;

b). Le deuxième exemplaire sera envoyé sans retard au service de statistique commerciale à Rio-de-Janeiro ;

c). Le troisième exemplaire restera aux archives du consulat.

ART. 5. — Le premier exemplaire des factures sera écrit à la main ou à la machine, avec une encre indélébile, et devra être timbré avant d'être visé par l'agent consulaire. Les deux autres exemplaires pourront être copiés de n'importe quelle manière, pourvu qu'ils soient facilement lisibles.

ART. 6. — S'il n'y a pas d'autorité consulaire dans le port d'embarquement ou au point d'expédition, quand celle-ci se fera d'un pays limitrophe par voie terrestre, les consignataires des marchandises ou leurs préposés seront obligés, pour les dédouaner, de présenter deux copies des factures commerciales, à la place des factures consulaires ; une des copies devra être timbrée d'un timbre de valeur égale à celui des factures et elle restera aux archives de la douane ; l'autre sera envoyée par la douane, à la première occasion, au service de statistique commerciale.

ART. 7. — Les marchandises importées directement pour le service de l'union, restent sujettes au régime des factures consulaires, mais sans payer aucun frais.

Paragraphe unique. — Les dispositions de ces articles seront appliquées aux objets importés par les agents diplomatiques étrangers accrédités auprès du Gouvernement de la République, et par les navires de guerre des nations amies à l'ancre des ports du Brésil.

ART. 8. — L'absence de facture consulaire, dans les cas de l'article précédent, pourra être pardonnée par le ministre des finances, dans la capitale fédérale, et par les délégués fiscaux dans les Etats, moyennant une déclaration détaillée des marchandises, leurs poids, qualité, quantité, valeur et origine.

CHAPITRE II. — *Légalisation des factures*

ART. 9. — La légalisation des factures consulaires peut être faite dans tout consulat ou agence consulaire du Brésil, soit dans les ports d'embarquement, soit dans les lieux d'expédition de la marchandise.

CHAPITRE III. — *Honoraires*

ART. 10. — Les frais des factures continueront d'être ceux qui ont été

établis par le décret n° 741 du 26 décembre 1900 (3 dollars or, au change 27).

ART. 11. — S'il n'y a pas de timbres, la valeur en sera perçue au moyen d'une déclaration sur la facture.

ART. 12. — Les documents présentés comme preuve de l'origine des marchandises seront légalisés gratuitement par les autorités consulaires.

CHAPITRE IV. — *Modèle des factures consulaires*

ART. 13. — Les factures consulaires devront satisfaire aux formalités suivantes :

a). Numérotage de la facture. — Il appartient exclusivement à l'autorité consulaire qui aura donné l'authenticité à la facture, et chaque année il commencera par le n° 1 ;

b). Déclaration. — Elle devra être signée par l'exportateur, le chargeur ou son préposé, qui en garantira l'exactitude ;

c). Nom et nationalité du navire. — Ils devront être mentionnés et aussi si le navire est à voile ou à vapeur ;

d). Point d'embarquement des marchandises. — C'est celui où la marchandise sera effectivement embarquée à destination du Brésil ;

e). Port de destination de la marchandise. — C'est le dernier port douanier pour lequel la marchandise aura été expédiée. En cas d'option pour un autre port, on fera une déclaration dans ce sens, sur la facture ;

f). — Valeur totale déclarée. — Elle doit représenter la valeur totale de la facture, y compris le fret ;

g). Fret et dépenses. — Ce sont les dépenses qu'on fera après l'achat des marchandises ;

h). Agio de la monnaie du pays de la provenance. — Quand la marchandise viendra d'un pays où la monnaie n'a pas de valeur fixe et dont le change n'est pas coté sur la place de Rio-de-Janeiro, il sera indispensable de marquer à l'endroit voulu de la facture, l'agio sur l'or ou le change à vue sur Londres ;

Actuellement sont cotées sur la place de Rio-de-Janeiro, les taxes de change sur la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, le Portugal et l'Italie ;

i). Marques et numéros. — Ils devront être écrits au verso de la facture, dans leurs colonnes respectives et dans l'ordre voulu ;

j). Quantité et espèce des colis. — Sous ces rubriques, on mentionnera, en gardant aussi l'ordre voulu, la quantité et l'espèce des colis, c'est-à-dire si ce sont des caisses, des barils, des barriques, des ballots, etc. ;

k). Spécification des marchandises. — Le chargeur a la liberté de faire la description des marchandises, ou bien conformément à la nomenclature officielle approuvée par la circulaire n° 1 du ministère des finances du 10 juillet 1890, annexée à ce règlement, ou bien, suivant ses habitudes commerciales, en désignant la matière de chaque article séparément ;

l). Poids en kilogrammes. — Dans la colonne « Poids brut des colis », on marquera leur poids total ; dans la colonne « Poids net réel », on inscrira le poids de la marchandise, non compris les enveloppes extérieures et intérieures : dans la colonne « Poids brut de la marchandise », le poids

de la marchandise avec l'enveloppe, laquelle est retranchée pour la perception des droits ; l'enveloppe peut être boîte en fer-blanc, sac, caisse, boîte en carton, etc., comme c'est décrit dans le tarif.

Ainsi, quand la marchandise ne payera que pour son poids net réel, il suffira que la facture mentionne avec le poids brut (total) du ou des colis le poids réel de la marchandise séparée de toutes ses enveloppes soit externes, soit internes, qui l'accompagnent.

Pareillement quand la marchandise payera pour son poids brut avec les enveloppes désignées dans le tarif, la facture déclarera ce poids dans la colonne respective.

Pour les marchandises, huiles essentielles, essences, huiles volatiles, pour lesquelles la taxe du tarif est obligatoire, il suffit de déclarer le poids brut sur enveloppe adhérente à la marchandise ;

m). Valeur partielle déclarée. — Dans cette colonne, on mentionnera la valeur de chaque article facturé ;

n). Pays d'origine. — Pour les matières premières, c'est celui de leur production ; pour les matières manufacturées de n'importe quelle manière, c'est celui où la matière première a été améliorée ;

o). Quantité de la marchandise. — Cette colonne servira pour les marchandises imposées non plus par kilogramme, mais d'après une unité différente : douzaine, mille, centaine, mètre cube, etc.

Paragraphe unique. — Quand, dans une même facture, on aura inscrit des marchandises de diverses origines, l'exportateur ou le chargeur devra mentionner dans la colonne respective l'origine de chaque marchandise séparément.

ART. 14. — La spécification de la marchandise pourra être faite dans la langue du pays d'expédition, mais pour le dédouanement, le consignataire devra présenter la traduction de cette facture faite par un traducteur public ou particulier.

ART. 15. — Les exportateurs ou chargeurs pourront faire imprimer les factures consulaires avec une traduction interlinéaire (partielle ou entière) dans une langue européenne quelconque, pourvu qu'il n'y ait pas la plus petite altération dans la forme et le contenu du modèle.

ART. 16. — Les consulats fourniront gratuitement à l'exportateur ou au chargeur des formules de factures.

CHAPITRE V. — *Devoirs des consuls.*

ART. 17. — Outre les devoirs déjà établis dans le présent règlement, les consuls et agents consulaires doivent remettre ponctuellement et régulièrement, immédiatement après leur avoir donné l'authenticité, à l'administration du service de statistique commerciale à Rio-de-Janeiro, les seconds exemplaires des factures, en mentionnant dans leurs lettres d'envoi le nombre et la quantité de ces mêmes factures.

Paragraphe 1^{er}. — Les mois où il n'y aura pas de factures, l'autorité consulaire communiquera le fait à la susdite administration du service de statistique commerciale.

Paragraphe 2. — L'envoi des factures devra être fait par la voie postale ordinaire, quand le poids n'excédera pas 50 grammes. Au-dessus de ce poids, les factures seront envoyées comme colis postal ou comme papiers d'affaires et recommandées.

ART. 18. — Le consul ne pourra retenir la facture ou refuser de la légaliser, sous aucun prétexte, pas même quand il sera question de marchandises exemptes de cette formalité, si l'exportateur veut l'obtenir.

ART. 19. — En cas d'omission de quelque une des obligations exigées par le présent règlement, le consul invitera l'exportateur ou le chargeur à la remplir dans sa propre facture ; s'il n'est pas écouté, il fera une déclaration dans ce sens sur ladite facture, ce qui lui enlèvera toute responsabilité pour cette omission.

ART. 20. — Une fois faite la déclaration dont parle l'article précédent, la responsabilité pour l'omission des déclarations indispensables dans la facture consulaire incombe au chargeur ou à l'exportateur, dans la personne du propriétaire ou du consignataire de la marchandise.

ART. 21. — Les agents consulaires signeront eux-mêmes les premier et second exemplaires des factures consulaires.

ART. 22. — Les consuls accepteront comme preuve suffisante d'origine un des documents suivants :

- a). La facture authentique du fabricant de la marchandise ;
- b). Le certificat délivré par la douane ou la chambre de commerce du point de l'expédition de la marchandise, déclarant sa véritable origine.

Paragraphe unique. — Dans l'impossibilité de présenter un des documents dont parle cet article, l'intéressé produira des documents d'une autre nature qui prouvent l'origine de la marchandise, pour être visés.

CHAPITRE VI. — *Des douanes et bureaux de recettes.*

ART. 23. — Les douanes et les bureaux de recettes doivent :

1° Ne pas permettre l'expédition des marchandises sans que le consignataire présente le premier exemplaire de la facture consulaire, à moins qu'il ne s'engage par écrit de présenter ce document dans le délai qui lui sera marqué ;

2° Accepter, si le premier exemplaire de la facture a été égaré, un certificat du deuxième délivré par le service de statistique commerciale qui servira pour le dédouanement ;

3° Exiger la reconnaissance de la signature du consul mise sur les factures, quand on soupçonnera que cette signature n'est pas légitime ;

4° Exiger du consignataire la présentation de la traduction de la facture consulaire ;

5° Percevoir au moyen d'un timbre les honoraires, dans l'hypothèse prévue à l'article 11 de ce règlement ;

6° Remettre sans faute, de quinze en quinze jours, sous peine de responsabilité, à l'administration de la statistique, le troisième exemplaire créé par le présent décret, de toutes les expéditions, quelle que soit leur nature, d'importation, de réexportation, transbordement, transit, et tous les documents, quels qu'ils soient, de recette qui puissent intéresser le service de la statistique, tels que connaissements maritimes et d'adjudication publique, différences de qualité et de quantité, etc.

ART. 24. — Les troisièmes exemplaires des expéditions, revêtus de toutes les formalités légales, seront à la douane de Rio, rubriqués par le portier de la douane et remis immédiatement en protocole au directeur de la statistique. Dans les autres douanes, les inspecteurs désigneront un

employé pour ce service quand ces douanes ne seront pas pourvues d'un portier ou quand ce dernier exercera cumulativement les fonctions d'administration des services.

Dans ces troisièmes exemplaires d'expédition, la douane destinataire y inscrira le numéro et le consulat de la facture consulaire correspondante.

ART. 25. — Les douanes et les bureaux de recettes ne devront exiger une preuve d'origine que quand on aura établi un tarif différentiel pour quelque pays.

Pour la présentation des preuves d'origine, on accorde un délai de quatre-vingt-dix jours, qui peut être prorogé pour trois autres mois.

CHAPITRE VII. — *Obligations et devoirs de l'administration du service de statistique commerciale.*

ART. 26. — L'administration du service de statistique commerciale a les obligations suivantes :

§ 1^{er}. — Organiser la statistique générale de l'importation directe de marchandises et valeurs qui s'effectuera dans les ports de la République, en réunissant les troisièmes exemplaires des connaissements et les seconds exemplaires des factures consulaires, et d'accord avec la nomenclature officielle approuvée par la circulaire n° 7, février 1899, du ministère des finances.

On prendra pour modèle de statistique ce qui est officiellement établi dans la douane de Rio-de-Janeiro ;

§ 2. — Fournir les informations qui lui seront demandées par les administrations des finances et par les autorités consulaires ;

§ 3. — Communiquer au chef de l'administration respective les irrégularités, lacunes et erreurs qui par hasard seraient vérifiées dans les troisièmes exemplaires des expéditions en douane ;

§ 4. — Donner un certificat du deuxième exemplaire de la facture, quand on fera la demande ou si le premier exemplaire s'est perdu : dans ce cas, on percevra les respectifs honoraires en timbres qui seront inutilisés sur le certificat même.

CHAPITRE VII. — *Nomenclature des marchandises.*

ART. 27. — La description des marchandises dans les factures devra être faite conformément à la nomenclature officielle annexe, ou bien détaillée : dans ce cas, on déclarera la nature des matières (article 13, lettre K, du présent règlement) sous peine d'une amende stipulée dans l'article 28, paragraphe 1^{er}, qui sera appliquée au consignataire comme seul responsable.

CHAPITRE IX. — *Des amendes.*

ART. 28. — Les infractions au présent règlement seront punies des amendes suivantes, qui seront imposées par les chefs des administrations fiscales :

§ 1^{er}. — S'il y a divergence entre la facture consulaire et le contenu du ou des colis vérifiés au moment de la visite, le consignataire de la mar-

chandise sera puni d'une amende s'élevant au double des droits dans les cas suivants :

§ 2. — Si de cette divergence résulte une différence en moins dans l'application des droits, qu'il s'agisse de poids ou qu'il s'agisse de marchandises de taxe inférieure, l'amende ne sera imposée que dans l'hypothèse prévue dans la deuxième partie de l'article 190 de la consolidation des lois de douanes.

§ 3. — Les divergences portant sur les différences de qualité qui entraîneraient un paiement de droits supérieur à celui que le propriétaire ou le consignataire se proposait de payer sont passibles de l'amende du double des droits quand le montant de l'accroissement excédera 100 dollars.

§ 4. — Les divergences en poids seront passibles de la même amende seulement quand l'accroissement dépassera de 10 p. 100 le poids déclaré sur la facture.

§ 5. — Les consuls et autres autorités consulaires qui n'accompliraient pas les obligations imposées par le présent règlement, seront eux-mêmes sujets à une amende de 50 dollars, qui leur sera imposée par le ministre des finances sur information du chef de l'administration du service de statistique commerciale.

CHAPITRE X. — *Dispositions générales.*

ART. 29. — Les dépenses des consulats pour le service des factures consulaires seront couvertes par les honoraires perçus pour ces dites factures.

ART. 30. — Il est défendu, aussi bien dans les consulats que dans l'administration du service de statistique commerciale et dans les douanes et bureaux de recettes de montrer les factures consulaires à des personnes étrangères.

ART. 31. — Dans les cas omis dans ce règlement et qui seraient de nature urgente, les consuls et chefs des postes fiscaux et de l'administration du service de statistique commerciale prendront la décision qu'ils jugeront convenable, mais ils en rendront compte au ministère des finances qui décidera en dernier lieu.

ART. 32. — Le présent règlement entrera en vigueur dans tous les consulats cinquante jours après sa publication dans le *Diario official*, excepté pour les consulats de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande, pour lesquels le délai sera de soixante jours. Dans les douanes et bureaux de recettes, il entrera en vigueur aussitôt qu'on recevra les nouvelles factures envoyées par les consulats.

ART. 33. — Sont révoquées les dispositions contraires.

FRANCE

Loi relative à l'extension des privilèges et immunités diplomatiques aux membres d'un tribunal d'arbitrage.

12 décembre 1903 (1)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Les membres non français d'un tribunal arbitral, siégeant en France par application de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, signée à La Haye, le 29 juillet 1899, jouiront, dans l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités diplomatiques.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 décembre 1903.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :
Le Ministre des Affaires étrangères,
DELCASSÉ.

Le Garde des Sceaux, ministre de la justice,
E. VALLÉ.

Le Ministre des finances,
ROUVIER.

Décret relatif au séjour des étrangers dans les établissements français de l'Océanie.

4 décembre 1903 (1)

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies ;
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des établissements français de l'Océanie ;
Vu le décret du 2 octobre 1888 ;
Vu la loi du 8 août 1893 ;

Décrète :

Art. 1^{er}. — Tout étranger non admis à domicile, qui se propose d'établir sa résidence sur le territoire des établissements français de l'Océanie devra, dans les quarante-huit heures qui suivront son débarquement dans la colonie, faire une déclaration de résidence énonçant : 1° ses nom et prénoms, ceux de ses père et mère ; 2° sa nationalité ; 3° le lieu et la date de sa naissance ; 4° le lieu de son dernier domicile ; 5° sa profession ou ses moyens d'existence ; 6° le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs, lorsqu'il sera accompagné par eux ; 7° l'île et la commune ou le district où il désire fixer sa résidence.

(1) *Journal Officiel* 6 décembre 1903.

(1) *Journal Officiel* 13 décembre 1903.

Art. 2. — Cette déclaration sera faite, à Papeete, au commissaire de police, et, dans les districts, à l'administrateur ou, à défaut, au chef de poste; dans le cas où il n'y aurait ni administrateur, ni chef de poste, la déclaration sera reçue par le président du conseil de district ou, à défaut, par le chef de la circonscription.

Art. 3. — Il sera tenu à cet effet un registre d'immatriculation des étrangers dont la forme sera déterminée par un arrêté du gouverneur. Un extrait de ce registre sera délivré sans frais au déclarant.

Art. 4. — En cas de changement de domicile, l'étranger fera viser cet extrait par l'un des fonctionnaires désignés à l'article 2 dans les quarante-huit heures de son arrivée à sa nouvelle résidence.

Art. 5. — Toute personne qui emploiera sciemment un étranger non muni de l'extrait d'immatriculation, sera punie des peines de simple police.

Art. 6. — L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par le présent décret dans le délai déterminé ou qui refusera de produire son extrait à la première réquisition, sera passible d'une amende de 50 à 200 fr.

Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte sera passible d'une amende de 100 à 300 fr., et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire de la colonie.

Tout étranger auquel le territoire de la colonie aura été interdit et qui y serait rentré, à une époque quelconque, si l'interdiction a été définitive, ou avant l'expiration de l'interdiction, si l'interdiction a été temporaire, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois.

Art. 7. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux cas prévus par le présent décret.

Art. 8. — Il est accordé aux étrangers résidant actuellement dans les établissements français de l'Océanie et non admis à domicile, un délai de trois mois, à partir de la promulgation du présent décret pour se conformer aux prescriptions qui précèdent.

Art. 9. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et au *Journal officiel* des établissements français de l'Océanie.

Fait à Paris, le 4 décembre 1903.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

CONGO FRANÇAIS

Rapport au Président de la République, suivi de décrets fixant les droits de sortie sur les produits exportés de la région du Congo français non comprise dans le bassin conventionnel du Congo (ancien Gabon) et modifiant le tableau annexe au décret du 29 novembre 1892 appliquant le tarif douanier métropolitain au Gabon (1)

Paris, le 31 décembre 1903.

Monsieur le Président,

L'attention de mon département a été appelée, depuis un certain temps sur les inconvénients graves résultant de la diversité trop grande des deux régimes douaniers appliqués l'un au territoire du Gabon, l'autre à la partie française du bassin conventionnel du Congo, et j'ai fait étudier les moyens d'arriver à diminuer le plus possible l'écart existant ainsi entre les tarifs en vigueur.

M. le Commissaire général du Gouvernement au Congo français a établi à cet effet un projet d'ensemble adopté par le conseil d'administration de la colonie ; d'autre part, les ministres des finances et du commerce ont adhéré en principe aux modifications projetées, pour l'application desquelles j'ai fait préparer les deux projets de décrets ci-après adoptés par le conseil d'Etat.

1° L'un modifiant le tableau annexé au décret du 29 novembre 1892 portant application au Gabon du tarif douanier métropolitain paragraphe VII pour les tabacs et paragraphe XXIX pour les armes ;

2° L'autre fixant à 10 p. 100 et à 5 p. 100 *ad valorem* les droits de sortie perçus sur divers produits exportés du Congo français.

J'ai l'honneur de soumettre ces deux textes à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies.

Gaston DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la délibération du conseil d'administration du Congo français en date du 15 décembre 1902 ;

Vu l'avis du ministre du commerce et de l'industrie :

Vu la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les marchandises et produits ci-après dénommés exportés de la partie du Congo français non comprise dans le bassin conventionnel du Congo, sont soumis :

1° A un droit de 10 p. 100 *ad valorem* :

Ivoire.

(1) *Journ. Off.* 7 janvier 1904.

Caoutchouc,
 2° A un droit de 5 p. 100 *ad valorem* :
 Arachides.
 Cafés.
 Copal rouge.
 Copal blanc.
 Huile de palme.
 Noix palmiste.
 Sésame.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 31 décembre 1903.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
 Gaston DOUMERGUE,

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 29 novembre 1892, portant application au Gabon du tarif douanier métropolitain ;

Vu les délibérations du conseil d'administration du Congo français en date des 15 décembre 1902 et 4 mai 1903 ;

Vu l'avis du ministre du commerce et de l'industrie ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les modifications ci-après sont apportées au tableau annexé au décret du 29 novembre 1892, portant application au Gabon du tarif douanier métropolitain :

.....

VIII. — *Denrées coloniales de consommation.*

Tabacs en feuilles et liamba, 20 fr. les 100 kilogr.

(.....)

XXIX. — *Armes, poudres et munitions*

Armes de traite, sans hausses et rayures (fusils à silex), 1 fr. pièce.

.....

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 décembre 1903.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
 Gaston DOUMERGUE.

SUISSE

Loi fédérale sur la naturalisation des étrangers et la renonciation à la nationalité suisse.

25 juin 1903. (Entrée en vigueur 1^{er} janvier 1904) ⁽¹⁾

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

En exécution de l'article 44 de la constitution fédérale;

Vu le message du Conseil fédéral du 20 mars 1901 ⁽²⁾,

Décète:

I. — DE LA NATURALISATION.

Art. 1^{er}. — L'étranger qui désire obtenir la nationalité suisse doit demander au Conseil fédéral l'autorisation de se faire recevoir citoyen d'un canton et d'une commune.

Lorsqu'il s'agit d'accorder à un étranger la naturalisation de faveur, le gouvernement cantonal doit également demander l'autorisation du Conseil fédéral.

Art. 2. — L'autorisation ne pourra être accordée que si l'étranger a eu son domicile ordinaire en Suisse pendant les deux ans qui précèdent immédiatement sa demande.

Le Conseil fédéral examine aussi les rapports de l'étranger avec son pays d'origine, ainsi que toutes autres circonstances touchant sa personne et sa famille; il peut refuser l'autorisation s'il résulte de cet examen que la naturalisation du requérant entraînerait un préjudice pour la Confédération.

Art. 3. — La naturalisation s'étend à la femme et aux enfants de l'étranger naturalisé, s'ils sont soumis, d'après la loi du pays d'origine, à sa puissance maritale ou paternelle et si le Conseil fédéral ne fait pas une exception formelle à leur égard.

Art. 4. — Toute décision accordant à un étranger la naturalisation communale et cantonale est nulle si elle n'a pas été précédée de l'autorisation du Conseil fédéral.

D'autre part, la nationalité suisse n'est acquise que lorsque l'autorisation du Conseil fédéral est suivie de la naturalisation communale et cantonale, conformément aux dispositions des lois cantonales.

L'autorisation du Conseil fédéral est périmée si, dans un délai de trois ans à partir du jour où elle a été accordée, le titulaire n'a pas acquis la naturalisation communale et cantonale.

Art. 5. — Les cantons ont le droit de statuer, par voie législative, que les enfants qui sont nés, sur leur territoire, d'étrangers domiciliés sont de droit citoyens du canton et partant citoyens suisses, sans que l'autorisation du Conseil fédéral soit nécessaire:

a). Si la mère est d'origine suisse:

b). Si, à l'époque de la naissance de l'enfant, ses parents étaient domiciliés dans le canton depuis cinq ans au moins sans interruption.

(1) Publiée 1^{er} juillet 1903. Arrêté fixant son entrée en vigueur pour le 1^{er} janvier 1904, en date du 2 octobre 1903.

(2) V^o *Arch. Dipl.* 1901-1902, N^o 3, p. 359 et suiv.; N^o 4-5-6, p. 233 et suiv.

Les cantons doivent réserver le droit d'option.

Art. 6. — Les personnes qui, outre la nationalité suisse, possèdent encore celle d'un Etat étranger ne peuvent réclamer vis-à-vis de cet Etat, aussi longtemps qu'elles y résident, les droits et la protection dus à la qualité de citoyen suisse.

II. — DE LA RENONCIATION A LA NATIONALITÉ SUISSE.

Art. 7. — Un citoyen suisse peut renoncer à sa nationalité ; il doit à cet effet :

- a) Ne plus avoir de domicile en Suisse ;
- b) Jouir de sa capacité civile d'après les lois du pays dans lequel il réside ;
- c) Avoir, dans le sens de l'article 9, dernier alinéa, une nationalité étrangère acquise ou assurée pour lui, pour sa femme et pour ses enfants.

Art. 8. — La déclaration de renonciation à la nationalité suisse doit être présentée par écrit, avec les pièces justificatives, au gouvernement cantonal. Celui-ci en donne connaissance aux autorités de la commune d'origine, pour elle comme pour tous autres intéressés, et fixe un délai d'opposition de quatre semaines au plus.

Si le droit de renoncer à la nationalité suisse est contesté, le Tribunal fédéral statue, conformément à la procédure déterminée pour les contestations de droit public dans la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale du 22 mars 1893.

Art. 9. — Si les conditions mentionnées à l'article 7 sont remplies et qu'il n'y ait pas eu d'opposition, ou si l'opposition a été écartée, l'autorité compétente aux termes de la loi cantonale déclare le requérant libéré des liens de la nationalité cantonale et communale.

La libération, qui entraîne la perte de la nationalité suisse, date de la remise, au requérant, de l'acte de libération.

La libération s'étend à la femme et aux enfants lorsqu'ils sont soumis à la puissance maritale ou paternelle de la personne libérée et qu'il n'est pas fait d'exception formelle à leur égard.

III. — DE LA RÉINTÉGRATION DANS LA NATIONALITÉ SUISSE.

Art. 10. — Le Conseil fédéral peut, après avoir pris l'avis du canton d'origine, prononcer la réintégration gratuite, dans leur ancien droit de cité et de bourgeoisie, des personnes suivantes, si elles sont domiciliées en Suisse :

a) La veuve, la femme séparée de corps et de biens et la femme divorcée d'un citoyen suisse qui a renoncé à sa nationalité, ainsi que ceux de ses enfants qui étaient encore mineurs au moment de la renonciation, si la demande en est faite par la veuve ou la femme divorcée ou séparée de corps et de biens dans le délai de dix ans à partir de la dissolution du mariage ou de la séparation de corps et de biens, et par les enfants dans les dix ans à partir du moment où ils ont atteint l'âge de vingt ans ;

b) La veuve, la femme séparée de corps et de biens et la femme divorcée qui ont perdu la nationalité suisse par le mariage, si elles en font la demande dans les dix ans à partir de la dissolution du mariage ou de la séparation de corps et de biens ;

c) Les personnes que des circonstances spéciales ont contraintes à re-

noncer à la nationalité suisse, si elles en font la demande dans les dix ans dès leur retour en Suisse.

Dans le cas des lettres *a*, *b* et *c* ci-dessus, le retour de la mère ou des parents à la nationalité suisse entraîne la naturalisation des enfants qui, d'après le droit de leur pays d'origine, sont encore mineurs ou sont pourvus d'un tuteur, si la mère exerce sur eux la puissance paternelle ou si le tuteur a accordé son autorisation, et s'il n'est pas fait d'exception formelle à leur égard.

IV. — EMOLUMENTS DE CHANCELLERIE

Art. 11. — La chancellerie fédérale percevra un émolument de 20 francs pour l'expédition de l'autorisation d'acquérir la naturalisation d'une commune et d'un canton suisses.

Sont dispensés du paiement de cette taxe :

- a*). Les personnes réintégrées dans leur nationalité suisse ;
- b*). Les étrangers qui sont nés en Suisse et y ont résidé au moins dix ans ;
- c*). Les gouvernements cantonaux qui demandent l'autorisation d'accorder à un étranger la naturalisation de faveur (article 1^{er}, alinéa 2).

V. — DÉCLARATION DE NULLITÉ

Art. 12. — Le Conseil fédéral pourra, pendant un délai de cinq ans dès la naturalisation cantonale, révoquer l'autorisation accordée à un étranger d'acquérir la naturalisation communale et cantonale, s'il vient à être établi que les conditions requises par la loi pour l'octroi de cette autorisation n'ont pas été remplies.

Cette révocation annule aussi la naturalisation communale et cantonale accordée sur la base de l'autorisation fédérale révoquée.

Le Conseil fédéral pourra ainsi annuler en tout temps la naturalisation accordée en vertu de l'article 5, si elle a été obtenue d'une manière frauduleuse.

Le même droit est réservé aux cantons.

VI. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 13. — Un délai de deux ans est accordé aux personnes visées à l'article 10, lettre *b*, pour présenter leur demande en réintégration, si le délai de dix ans prévu audit article était déjà expiré au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 14. — Les lois cantonales promulguées en vertu de l'article 5 devront, avant d'être mises en vigueur, recevoir l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 15. — Sont abrogées la loi fédérale du 3 juillet 1876 sur la naturalisation, ainsi que toutes les dispositions des lois fédérales et cantonales contraires à la présente loi.

Art. 16. — Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque de son entrée en vigueur.

Ainsi décrété par le Conseil national.
Berne, le 25 juin 1903.

Le président, Cd. ZSCHOKKE.
Le secrétaire, RINGIER.

Ainsi décrété par le Conseil des Etats,
Berne, le 25 juin 1903.

Le président, HOFFMANN.
Le secrétaire, SCHATZMANN.

Conditions et formalités à remplir pour obtenir du Conseil fédéral l'autorisation prévue par la loi du 25 juin 1903 sur la naturalisation des étrangers et la renonciation à la nationalité suisse.

(Arrêté du Conseil fédéral du 30 décembre 1903).

I. — NATURALISATION

§ 1

Forme de la requête

L'étranger qui désire être naturalisé Suisse doit demander au Conseil fédéral l'autorisation de se faire recevoir citoyen d'un canton et d'une commune (loi fédérale du 25 juin 1903, article 1^{er}).

La demande, écrite sur une feuille double de *papier libre*, doit :

- a). indiquer les nom et prénoms du requérant, sa profession, la date et le lieu de sa naissance, sa nationalité, les noms de ses parents, son domicile, son adresse exacte, le lieu et la durée de son séjour en Suisse ;
- b). dire s'il est célibataire, marié, veuf, divorcé ou séparé de corps et de biens, et s'il a des enfants et combien.

Si le requérant est marié, la demande doit indiquer les noms et prénoms, la date et le lieu de la naissance de la femme et son lieu d'origine.

S'il a des enfants, la demande en indiquera les prénoms, ainsi que la date et le lieu de leur naissance.

Enfin, la requête dira si la femme et les enfants font ménage commun avec le requérant.

§ 2

Documents qui doivent être joints à la requête

Identité du requérant, son état-civil et celui de sa famille

Devront être joints à la demande, un certificat de bonnes vie et mœurs et les documents permettant de contrôler les divers points indiqués à l'article 1^{er}, à savoir :

a). un passeport, un acte d'origine ou toute autre pièce analogue délivrée par une autorité compétente et établissant la nationalité du requérant ;

b). l'extrait de naissance du requérant et, le cas échéant, l'extrait de naissance de sa femme, son acte de mariage, l'acte de décès du conjoint, les extraits de naissance des enfants.

Les pièces énumérées sous b) peuvent être remplacées par un acte uni-

que (livret ou certificat de famille), délivré par une autorité compétente et contenant toutes les indications nécessaires, dûment légalisées ;

c). si le requérant est divorcé ou séparé de corps et de biens, une copie légalisée du jugement qui a prononcé le divorce ou la séparation.

§ 3

Mineurs

Les mineurs doivent produire, à l'appui de leur demande, l'autorisation légalisée de leur tuteur ou de la personne qui exerce sur eux la puissance paternelle. Si cette pièce émane d'une personne autre que le père, il doit y être joint un acte (nomination, etc.) établissant que le signataire de l'autorisation est légalement qualifié pour la délivrer.

Les mineurs émancipés doivent produire une expédition authentique de leur acte d'émancipation.

L'âge de majorité est déterminé par la législation du pays d'origine du candidat à la naturalisation.

On devient majeur :

A 16 ans révolus en Turquie (les mahométans) ;

A 21 ans révolus en France, en Allemagne, dans la Grande-Bretagne, en Italie, en Russie, aux Etats-Unis d'Amérique, en Roumanie, au Portugal, en Suède, en Belgique, au Luxembourg, en Grèce, au Brésil, en Turquie (les non-mahométans), etc ;

A 22 ans révolus dans la République Argentine ;

A 23 ans révolus aux Pays-Bas ;

A 24 ans révolus en Autriche-Hongrie, en Norvège et au Danemarck ;

A 25 ans révolus en Espagne, en Bolivie, au Chili et dans la République de San Salvador.

§ 4

Domicile

Le requérant doit prouver qu'il a son domicile ordinaire en Suisse depuis au moins deux ans (article 2, 1^{er} alinéa, de la loi). Il produira à cet effet un ou plusieurs certificats délivrés par les autorités cantonales ou communales compétentes et établissant qu'il a résidé en Suisse pendant les deux années qui précèdent immédiatement sa demande,

Si le requérant s'est rendu à l'étranger pendant ces deux dernières années, le certificat de domicile indiquera les raisons et la durée de ses absences.

§ 5

Rapports du requérant avec son pays d'origine

Suivant l'article 2, 2^e alinéa, de la loi fédérale du 25 juin 1903, le Conseil fédéral peut refuser l'autorisation nécessaire pour obtenir la nationalité suisse si les rapports du requérant avec son pays d'origine sont tels que sa naturalisation entraînerait un préjudice pour la Confédération.

Le fait que le requérant est encore soumis dans son pays au service militaire actif n'empêche pas en soi de lui accorder l'autorisation de se faire naturaliser Suisse. Le Conseil fédéral se réserve toutefois d'examiner chaque cas particulier et, suivant les circonstances, d'accorder ou de refuser l'autorisation.

En général, il faut observer que *les ressortissants allemands, austro-hongrois, français, italiens, russes, etc.*, qui, n'ayant pas rempli leurs obligations militaires dans le pays d'origine, obtiennent la naturalisation suisse sans être en possession de lettres de libération (*Entlassungsurkunde, Entlassungszusicherung*) ou d'une déclaration de l'autorité compétente les autorisant à acquérir une nationalité étrangère, s'exposent, au cas où ils retourneraient dans leur ancienne patrie, à être arrêtés, punis et astreints à faire leur service militaire.

Les intéressés auront seuls à supporter ces conséquences ; le Conseil fédéral ne pourra pas intervenir en leur faveur.

Le *ressortissant italien* qui acquiert une nationalité étrangère perd *ipso jure* sa qualité d'Italien ; mais il n'est pas libéré, par ce fait, du service militaire en Italie et il n'échappe point aux peines infligées à qui porte les armes contre sa patrie (articles 11 et 12 du code civil italien ; voir aussi la déclaration faisant suite à la convention d'établissement et consulaire avec l'Italie du 28 juillet 1868 (*Rec. off.*, tome IX, page 936)).

La femme et les enfants mineurs de qui a perdu la qualité d'Italien par une naturalisation étrangère deviennent étrangers, à moins qu'ils n'aient maintenu leur résidence en Italie. Mais cette perte du droit de cité italien n'exempte pas les enfants du service militaire en Italie, et ils s'exposent, en y retournant, à être arrêtés et incorporés dans l'armée italienne. L'autorité fédérale ne peut pas les protéger contre cette éventualité.

Les *Alsaciens-Lorrains* qui acquièrent le droit de cité d'un autre pays ne peuvent plus s'établir en Alsace-Lorraine et, en retournant dans ce pays, ils s'exposent à en être expulsés. Le Conseil fédéral ne pourrait pas intervenir en leur faveur.

Le *Français* encore soumis aux obligations du service militaire dans l'armée active ou de réserve ne perd la nationalité française, par suite de sa naturalisation à l'étranger, que s'il s'est fait naturaliser avec l'autorisation du gouvernement français.

Le *mineur français* qui se fait naturaliser suisse avec le consentement de son père ou de son tuteur conserve, de par la loi française, qui n'admet pas qu'un mineur puisse disposer de sa nationalité, la qualité de Français. Il s'ensuit qu'il pourra être astreint au service militaire en France malgré qu'il soit devenu, de par la loi suisse, citoyen suisse.

En revanche, la situation *des enfants mineurs de Français qui se font naturaliser Suisses* est réglée par la convention franco-suisse du 23 juillet 1879 (*Rec. off.*, nouv. série, tome V, page 163), dont l'article 1^{er} est conçu ainsi qu'il suit :

« Les individus dont les parents, Français d'origine, se font naturaliser Suisses et qui sont mineurs au moment de cette naturalisation, auront le droit de choisir, *dans le cours de leur vingt-deuxième année*, entre les deux nationalités suisse et française. *Ils seront considérés comme Français jusqu'au moment où ils auront opté pour la nationalité suisse.* »

La déclaration d'option pour la nationalité suisse devra être faite par l'intéressé devant l'autorité municipale suisse ou française du lieu de sa résidence. Si l'intéressé ne réside ni sur territoire suisse ni sur territoire français, il pourra faire cette déclaration devant les agents diplomatiques ou consulaires de l'un ou de l'autre Etat.

II. — RÉINTÉGRATION DANS LA NATIONALITÉ SUISSE

§ 6

Les personnes qui demandent à être réintégrées dans leur ancien droit de cité et de bourgeoisie en vertu de l'article 10 de la loi du 25 juin 1903, doivent produire les pièces indiquées au §§ 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus et un certificat de l'autorité compétente du lieu de leur résidence constatant qu'elles ont leur domicile effectif en Suisse (1). Elles doivent également fournir la preuve du droit de cité qu'elles-mêmes ou leurs parents ont eu en Suisse avant de devenir étrangers.

§ 7

Traduction des pièces rédigées en langues étrangères

Toute pièce rédigée en une langue autre que l'allemand, le français ou l'italien doit être accompagnée d'une traduction officielle dans l'une de ces trois langues nationales.

§ 8 (article 11 de la loi)

Taxes

Il sera perçu un émolument de vingt francs pour l'expédition de l'autorisation d'acquérir la naturalisation d'une commune et d'un canton suisses.

Sont dispensés du paiement de cette taxe :

- a). Les personnes réintégrées dans leur nationalité suisse;
- b). Les étrangers qui sont nés en Suisse et y ont résidé au moins dix ans;
- c). Les gouvernements cantonaux qui demandent l'autorisation d'accorder à un étranger la naturalisation de faveur (article 1^{er}, alinéa 2, de la loi).

Arrêté fédéral concernant les secours volontaires aux malades et blessés en temps de guerre.

25 juin 1903 (1)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu le message du Conseil fédéral du 4 décembre 1902 (2), arrête :

ART. 1^{er}. La Confédération, dans le but de perfectionner l'organisation de la défense nationale, subventionne dans la mesure prévue par les articles suivants les sociétés et établissements, existant déjà ou à fonder dans la suite, sur le territoire de la Confédération qui se vouent à l'œuvre des secours volontaires aux malades ou blessés et forment un personnel d'infirmiers, conformément aux prescriptions fédérales qui seront publiées sur la matière.

(1) Ces personnes doivent simplement prouver qu'elles ont leur domicile effectif en Suisse; il n'est pas nécessaire que ce domicile se trouve dans le canton d'origine et qu'il ait une durée de deux ans.

(2) Cf. *Arch. Dipl.* 1901-1902, N° 4-5 6, p. 377 et suiv., N° 7-8-9, p. 351 et suiv.

ART. 2. — Les rapports de la Confédération avec toutes les sociétés et tous les établissements à subventionner à teneur de l'article 1^{er}, ont lieu exclusivement par l'intermédiaire de la société centrale suisse de la Croix-rouge.

ART. 3. — Le Conseil fédéral est autorisé à allouer aux sociétés et établissements désignés à l'article 1^{er}, des subventions annuelles :

a) Pour instruire et tenir prêt un personnel d'infirmiers et d'infirmières de profession ;

b) Pour instruire le personnel, fournir et tenir prêt le matériel nécessaire pour le service des transports, des hôpitaux et des magasins ;

c) Pour l'instruction préparatoire en temps de paix (cours de samaritains, cours des soins domestiques aux malades et cours d'hygiène, exercices en campagne) ;

d) Pour la propagande (journal spécial, conférences itinérantes, prix de concours).

Une somme de 20.000 francs sera inscrite dans chaque budget annuel, en faveur de la destination prévue à la lettre *a* et une autre de 25.000 fr. pour les destinations dont il est parlé aux lettres *b*, *c* et *d*. Ces deux crédits pourront être augmentés par les Chambres fédérales, si le besoin s'en fait sentir.

ART. 4. — Le Conseil fédéral fixe les conditions des subventions affectées aux destinations indiquées à l'article 3, et il dresse chaque année le plan de répartition des sommes prévues au budget.

ART. 5. — Le Conseil fédéral est chargé, conformément à la loi fédérale du 17 juin 1874, concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier le présent arrêté et de fixer l'époque de son entrée en vigueur.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.

Berne, le 25 juin 1903.

Le président, HOFFMAN.

Le secrétaire, SCHATZMANN.

Ainsi arrêté par le Conseil national.

Berne, le 25 juin 1902.

Le président, Cd. ZSCHOKKE.

Le secrétaire, RINGIER.

Le Conseil fédéral arrête :

L'arrêté fédéral ci-dessus, publié le 1^{er} juillet 1903 (1), sera inséré au *Recueil des Lois* de la Confédération. Il entre immédiatement en vigueur.

Berne, le 6 octobre 1903.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération.

DEUCHER.

Le 1^{er} vice-chancelier,

SCHATZMANN.

(1) Voir *Feuille fédérale* de 1903, vol. III, p. 946.

Ordonnance relative à l'exécution de l'arrêté fédéral du 25 juin 1903 concernant les secours volontaires aux malades et blessés en temps de guerre.

(30 décembre 1903)

Le Conseil fédéral suisse, en exécution de l'arrêté fédéral concernant les secours volontaires aux malades et blessés en temps de guerre, du 25 juin 1903 (*Rec. off.*, nouv. série, XIX. 668);

Sur la proposition de son Département militaire, arrête :

A. — Contribution fédérale aux dépenses faites pour instruire et tenir prêt un personnel d'infirmiers et d'infirmières de profession.

(Article 3, lettre a, de l'arrêté fédéral)

CONDITIONS REQUISES POUR SOLLICITER UNE SUBVENTION FÉDÉRALE.

ART. 1^{er}. — Des subventions fédérales à teneur de l'article 3, lettre a, de l'arrêté fédéral du 25 juin 1903, seront accordées :

I. Aux *établissements non confessionnels* qui ont pour but de former un personnel d'infirmiers et d'infirmières de profession, et de le maintenir en état de servir, et dont les conditions d'admission ne portent que sur les aptitudes corporelles, intellectuelles et morales à la profession d'infirmier ;

II. Aux *établissements confessionnels* qui pratiquent le service hospitalier sur une base confessionnelle ;

A la condition toutefois que l'une et l'autre catégorie d'établissements :

a) Donnent une instruction théorique et pratique suffisante, comprenant toutes les parties principales du service d'infirmier,

b) S'obligent pour le cas d'une guerre où la Suisse serait engagée :

1. A tenir à disposition, pour renforcer le service sanitaire de l'armée, au moins les deux tiers de leur personnel instruit ou en instruction ;

2. A adresser chaque année à la direction de la société centrale suisse de la Croix-Rouge, suivant ses instructions, un état nominatif du personnel mis à la disposition du service sanitaire de l'armée ;

3. A coopérer à l'instruction d'un *personnel sanitaire auxiliaire* dans des cours spéciaux, suivant les instructions de la direction de l'armée.

ART. 2. — Les demandes de subvention, fondées sur les dispositions de l'article 1^{er} de la présente ordonnance, doivent être remises chaque année, pour le 1^{er} juin au plus tard, à la direction de la société centrale suisse de la Croix-rouge. Cette direction examine les demandes et les transmet, avec ses observations, au Département militaire fédéral.

ART. 3. — La demande que les *établissements non confessionnels* (art. 1^{er}, I, de la présente ordonnance) présentent pour la *première fois*, doit contenir :

a) En ce qui concerne l'*organisation et l'exploitation* :

1. Le nom exact de l'établissement ; l'indication du domicile, celle du propriétaire et la date de la création de l'établissement ;

2. La désignation du but de l'établissement et la désignation des locaux ;

des indications sur l'organisation des autorités de surveillance, sur les installations pour l'instruction et pour l'exploitation, ainsi que sur le personnel enseignant et le personnel administratif et sur leur traitement ;

3. Des renseignements sur le temps consacré à l'instruction et sur la répartition de ce temps ; les programmes d'instruction et les tableaux des leçons ; le nombre total des élèves, le nombre des élèves internes, des externes et de ceux qui sont étrangers à la Suisse ; les conditions d'admission ;

b) En ce qui concerne les *finances* :

Le compte d'exploitation complet de la dernière année, au cas où l'établissement a déjà un tel compte à fournir ;

Le budget d'exploitation complet et motivé de l'année pour laquelle une subvention est demandée.

Il faudra indiquer exactement dans ces documents :

1. Les subsides en argent et toutes autres prestations des cantons, des communes, de corporation et de particuliers ;
2. Le capital et les intérêts des fonds de l'établissement ;
3. Le produit des écolages des élèves internes et externes ;
4. Les résultats de l'exploitation d'établissements hospitaliers exploités par l'école même à subventionner ;
5. Le produit du travail des élèves, en tant que ce produit rentre dans une rubrique des recettes de l'école ;
6. Le montant et l'emploi de la subvention fédérale.

Seront en outre joints à la demande : tous les documents imprimés jusqu'alors renfermant des renseignements sur l'établissement, tels qu'actes officiels, statuts, règlements, programmes, rapports annuels, états, etc.

Art. 4. — Les demandes des établissements non confessionnels *qui sont déjà subventionnés par la Confédération* doivent contenir :

a). Un rapport sur la marche, le résultat et l'affluence pendant la dernière année d'exploitation ; les établissements qui envoient des rapports annuels imprimés peuvent être dispensés de faire ce rapport spécial ;

b). Le budget d'exploitation prévu à l'article 3, lettre b, de la présente ordonnance.

Art. 5. — Les comptes, — prévus à l'article 3, lettre b, de la présente ordonnance, — de l'exploitation des établissements subventionnés par la Confédération doivent être expédiés avant le 31 janvier, accompagnés des pièces justificatives, à la direction de la société centrale de la Croix-rouge. Ces comptes seront vérifiés par la direction et transmis avec un rapport, avant le 31 mars, au Département militaire fédéral. Après vérification des comptes, les pièces justificatives doivent être rendues aux établissements subventionnés, par l'intermédiaire de la direction de la Croix-rouge.

Art. 6. — Les établissements *confessionnels* doivent joindre à la demande qu'ils présentent *pour la première fois* :

1. Les renseignements mentionnés à l'article 3, lettre a, nos 1^{er}, 2 et 3, de la présente ordonnance ;
2. Un état de toutes les stations infirmières occupées par leurs ressortissants, avec des indications sur le caractère de chaque station (hôpitaux, infirmeries communales ou privées, asiles d'aliénés ou d'incurables, etc.) et le nombre des personnes qui y sont employées journellement ;

3. Tous les documents imprimés jusqu'alors renfermant des renseignements sur l'établissement, tels qu'actes officiels, statuts, règlements, programmes, rapports annuels, états, etc.

ART. 7. — Les demandes des établissements confessionnels *qui ont déjà reçu des subventions de la Confédération* doivent être expédiées en même temps que l'état nominatif mentionné à l'article 1^{er}, n° 2, de la présente ordonnance : elles doivent en outre contenir le rapport prévu à l'article 4, lettre a.

MONTANT ET EMPLOI DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES

ART. 8. — Les subventions de la Confédération aux établissements non confessionnels peuvent, suivant les circonstances, se monter à la moitié des sommes fournies annuellement par les cantons, les communes, des corporations ou des particuliers. On peut tenir ici compte des intérêts du fonds de l'établissement.

ART. 9. — Les écoles et les établissements qui occupent :

- a). Des bâtiments privés ;
 - b). Des bâtiments officiels, dans les locaux laissés à l'école exclusivement à son usage et installés à cet effet ;
 - c). Des bâtiments spécialement construits pour eux ;
- peuvent porter en compte dans le calcul d'une subvention de la Confédération :

Au cas de la lettre a : la moitié du loyer qu'ils payent, en tant que ce loyer correspond à ce qu'il est d'usage de payer dans la contrée ;

Au cas de la lettre b : un loyer correspondant au 2 1/2 0/0 des frais d'installation ou de transformation des locaux, sous la condition que ces frais seront régulièrement amortis ;

Au cas de la lettre c : un loyer correspondant au 2 1/2 0/0 des frais de construction, non compris la valeur du terrain, sous la condition que ces frais seront régulièrement amortis.

ART. 10. — L'entrée dans les établissements non confessionnels subventionnés par la Confédération doit être facilitée autant que possible à toute personne de nationalité suisse qui paraît apte au service d'infirmier ou d'infirmière. Il n'est dans la règle pas admissible de favoriser, en ce qui concerne l'écolage, les ressortissants de la localité ou ceux du canton au détriment des autres citoyens suisses.

ART. 11. — Des subventions fédérales seront allouées aux *établissements confessionnels* pour le personnel d'infirmiers et d'infirmières, formé et travaillant en Suisse, qui sera mis à la disposition du service sanitaire de l'armée. Ces subventions seront fixées par le Département militaire fédéral, à tant par tête et par année, suivant les circonstances et les ressources disponibles et sur la base de l'état du personnel annuellement fourni.

VERSEMENT DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES

ART. 12. — Le Département militaire fédéral est autorisé, sous réserve de la décision du Conseil fédéral en cas de recours, à régler de lui-même, dans les limites du budget, les demandes qui se basent sur l'article 3, lettre a, de l'arrêté fédéral du 25 mai 1903, et à fixer dans chaque cas particulier la subvention à verser par la Confédération.

ART. 13. — Le versement des subventions fédérales se fait à la société centrale de la Croix-rouge, à l'intention des solliciteurs, dès que le Département a pris sa décision. La Croix-rouge doit distribuer les subventions sans délai et conformément aux décisions.

Les subventions à des écoles ou établissements à exploitation permanente régulière peuvent, sur demande, être payées en deux termes, le premier versement, d'à peu près la moitié de la somme totale, se faisant avant l'inspection et le rapport de l'expert, — au plus tôt en janvier, — le second dans la règle seulement sur la base du rapport. Un premier versement ne lie pas le Département pour sa décision ultérieure.

S'il résulte du compte d'un établissement que la subvention a dépassé le maximum fixé à l'art. 8 de la présente ordonnance, on réduit en conséquence la subvention suivante.

SURVEILLANCE

ART. 14. — Le Département militaire fédéral a le droit de prendre connaissance en tout temps et comme il le juge à propos, directement ou par des experts, de l'exploitation et du travail des établissements subventionnés par la Confédération, ainsi que de l'emploi des subventions fédérales. Il peut aussi se faire représenter aux examens. Les dates des examens devront toujours être communiquées à temps aux experts.

Le Département publiera une instruction pour les experts, où seront fixées leurs obligations ainsi que les indemnités auxquelles ils ont droit.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 15. — Il est, par exception, accordé un délai jusqu'à la fin de mars 1904 pour présenter les demandes de subvention pour l'année 1904.

B. — Contribution fédérale aux dépenses faites pour instruire le personnel des secours volontaires, fournir et tenir prêt le matériel nécessaire au service des transports, des hôpitaux et des magasins, pour l'instruction préparatoire en temps de paix et pour la propagande.

(Art. 3, lettres *b*, *c* et *d*, de l'arrêté fédéral.)

EMPLOI DE LA SUBVENTION FÉDÉRALE

ART. 16. — La somme affectée dans le budget aux destinations indiquées à l'art. 3, lettres *b*, *c* et *d*, de l'arrêté fédéral sera remise pour emploi à la société centrale suisse de la Croix-rouge. L'emploi se fera suivant un plan de répartition, que la direction de la société centrale de la Croix-rouge doit soumettre au département militaire fédéral, pour approbation avant le 15 juillet.

En dressant ce plan de répartition, il faudra tenir compte avant tout des besoins du service sanitaire de l'armée, tels qu'ils sont précisés à l'art. 3, lettres *b*, *c* et *d*, de l'arrêté fédéral du 25 juin 1903.

Il est nécessaire de demander l'autorisation du Département militaire pour tout changement important du plan de répartition approuvé.

VERSEMENT DE LA SUBVENTION FÉDÉRALE

ART. 17. — Le versement de la subvention fédérale se fait à la caisse de

la société centrale de la Croix-rouge, après le vote du budget par les Chambres fédérales.

SURVEILLANCE

ART. 18. — La direction de la société centrale de la Croix-rouge doit transmettre chaque année au Département militaire fédéral, avant la fin de mars, un double du compte de l'année précédente. Les pièces justificatives ne doivent être envoyées que sur demande spéciale.

Le Département militaire fédéral exerce un contrôle permanent sur les travaux de la société centrale de la Croix-rouge et sur l'emploi de la subvention, par l'organe des trois membres de la direction dont les statuts de la Croix-rouge lui réservent la nomination.

Il a en outre le droit de prendre connaissance en tout temps et comme il le juge à propos, directement ou par des délégués spéciaux, de l'état des sociétés ou entreprises de secours volontaires subventionnés par la Confédération.

DISPOSITION FINALE

ART. 19. — La présente ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1904.

Berne, le 30 décembre 1903.

Au nom du Conseil fédéral suisse :
Le Président de la Confédération,
DEUCHER.

Le chancelier de la Confédération,
RINGIER.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Réception par le Président de la République du comte de Khevenhüller-Metsch en qualité d'ambassadeur de l'Empereur d'Autriche.

31 décembre 1903.

Le Président de la République a reçu, en audience publique, S. Excellence le comte R. Khevenhüller-Metsch, qui lui a remis les lettres de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., etc., et roi apostolique de Hongrie, l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française.

Le Président de la République avait auprès de lui M. Delcassé, ministre des affaires étrangères les secrétaires généraux de la présidence de sa maison civile et militaire.

Son Excellence le comte de Khevenhüller-Metsch a prononcé l'allocution suivante, en remettant ses lettres de créances.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de remettre entre vos mains les lettres par lesquelles Sa Majesté l'Empereur et Roi, mon auguste maître, m'accrédite auprès du Président de la République en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Sa Majesté en me confiant cette mission, dont je me sens profondément honoré, m'a ordonné d'employer toutes mes forces vers un but qui est de développer et de consolider les rapports excellents qui existent heureusement entre l'Autriche-Hongrie et la France. Je m'efforcerai à poursuivre cette noble tâche. J'ai l'espoir que la bienveillance du Président de la République et le concours gracieux de son Gouvernement ne me feront point défaut. S'il m'est permis de toucher à un point qui m'est personnel, j'ajouterai qu'ayant passé une grande partie de ma jeunesse en France, j'ai eu l'occasion d'observer les qualités éminentes du caractère français.

C'est dire, monsieur le Président, que j'arrive à mes nouveaux devoirs avec une grande joie et le désir de faire bien dans l'intérêt du pays que j'ai

l'honneur de représenter ainsi que de celui auprès duquel je me trouve en mission.

Le Président de la République lui a répondu en ces termes :

Monsieur l'Ambassadeur,

Je reçois avec plaisir les lettres par lesquelles Sa Majesté l'Empereur et Roi vous accrédite en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Les sentiments que vous venez de m'exprimer me sont un motif de plus pour me féliciter du choix que Sa Majesté Impériale et Royale a fait de votre personne. Vous avez bien voulu nous dire que vous abordiez avec joie les devoirs de la haute fonction qui vous incombera ici ; je puis vous assurer, en retour, que les efforts du Président de la République française et ceux du gouvernement tout entier tendront à vous faciliter l'accomplissement de votre tâche. De part et d'autres nous aurons pour but de consolider et de développer, dans l'intérêt commun des deux pays, ces excellents rapports qui depuis longtemps existent entre l'Autriche-Hongrie et la France.

C'est pourquoi, Monsieur l'Ambassadeur, en vous priant de compter sur ma sympathie, personnelle, je me fais un sincère plaisir de vous souhaiter la bienvenue parmi nous.

(1^{er} janvier)

Les réceptions officielles ont eu lieu vendredi 1^{er} janvier au palais de l'Elysée.

A deux heures, le Président de la République a tenu le cercle diplomatique.

Son Excellence M^{sr} Lorenzelli, nonce du Saint-Siège, a adressé à M. le Président l'allocution suivante :

Monsieur le Président,

L'année qui vient de finir lègue à l'année qui commence une paix internationale à laquelle en plusieurs occasions et de différentes manières a puissamment contribué l'attitude de la France. C'est un honneur pour elle, c'est un bonheur pour le monde entier.

A ce bonheur dirigent également leurs efforts la science et l'art de gouverner ; et ces efforts ne s'imposent pas moins au respect universel, lorsqu'ils s'appliquent, d'une part à faire servir les avantages de la paix au raffermissement et au progrès de la vie morale et, d'autre part, à empêcher qu'à l'abri de la sécurité des Etats s'effrite et s'écoule la vertu des peuples. Et n'est-ce pas à l'empire de ces principes qu'est due la profonde émotion du monde civilisé à la disparition de la grande figure de Léon XIII, qui a si noblement dépensé ses vingt-cinq ans de suprême pontificat pour les plus hauts intérêts de l'humanité ? En effet, ce n'est pas autrement que la prévoyance des hommes peut coopérer au gouvernement de Dieu pour l'avenir et la prospérité glorieuse des nations.

C'est pourquoi je place sous les auspices de la providence divine, Monsieur le Président, les vifs souhaits qu'en mon nom et au nom de mes

illustres collègues, membres du corps diplomatique, j'ai l'honneur de vous offrir aujourd'hui : souhaits de santé et de bonheur pour votre personne ; souhaits de grandeur et de succès continuels pour la France.

Le Président de la République a répondu :

Monseigneur,

En constatant que l'année qui vient de finir lègue à l'année qui commence la paix internationale, Votre Excellence veut bien faire à la France sa part dans cette heureuse situation.

Mais la France n'oublie pas à quel point aussi le monde en est redevable à la sagesse des gouvernements dont il m'est particulièrement agréable de saluer ici les éminents représentants.

N'est-ce pas de cette sagesse et de la volonté de prévenir autant que possible les causes de conflit que découlent les récentes conventions que de grandes puissances, appréciant pleinement les principes immuables qui dominent notre politique étrangère, ont signées avec le Gouvernement de la République française.

De telles manifestations auraient réjoui le noble cœur du pontife qui a, pendant un quart de siècle, attentivement observé toutes les évolutions morales dont il pouvait attendre quelque profit pour l'humanité. Nous n'avons pas été étrangers, monseigneur, aux regrets qu'a causés partout la disparition de cette grande figure.

Je suis très sensible à vos vœux pour la France et pour le Président de la République. Ces vœux, nous les formons à notre tour pour les souverains et chefs d'Etat dont les représentants ont tenu à témoigner en ce jour des sentiments qui les animent envers notre pays.

Les corps constitués, l'armée et les diverses députations ont été ensuite introduits auprès de M. le Président de la République et ont défilé dans l'ordre accoutumé.

Ouverture de la session ordinaire du Parlement pour 1904

(12 janvier)

CHAMBRE. — M. Henri Brisson est élu président par 257 voix contre 217. M. Jaurès, vice-président sortant, n'est pas réélu.

(14 janvier)

SÉNAT. — M. Fallières est réélu président.

BELGIQUE

Comparaison du Commerce spécial de l'année 1903 avec celui de l'année 1902 en ce qui concerne les principales marchandises

Tableau comparatif des importations, des exportations, des droits de douane perçus et des mouvements de la navigation maritime

Années 1903 et 1902

I° IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

	QUANTITÉS TOTALES				VALEURS TOTALES			
	1903		1902		1903		1902	
	Kilogrammes	Kilogrammes	Kilogrammes	Kilogrammes	Francs	Francs	Francs	Francs
Importations :								
Marchandises reprises au présent Bulletin (1)	46.745.622.126	14.801.731.731	4.943.890.395	»	2.464.155.000	2.306.218.000	157.937.000	»
			ou 15 p. c.				ou 7 p. c.	
Exportations :								
(MARCHANDISES BELGES OU NATIONALISÉES) (*)								
Marchandises reprises au présent Bulletin (1)	14.759.022.081	14.550.390.433	208.631.648	»	1.949.503.000	1.857.883.000	91.620.000	»
			ou 1 p. c.				ou 5 p. c.	

2° DROITS DE DOUANE PERÇUS (2)

	1903	1902		1903	1902
	Francs	Francs		Francs	Francs
TOTAL GÉNÉRAL.....	50.435.091	49.131.520		1.303.571	»
				ou 3 p. c.	»

3° MOUVEMENT DE LA NAVIGATION MARITIME

	1903		1902		AUGMENTATIONS EN 1903		DIMINUTIONS EN 1903	
	Nombre de navires	Tonnage	Nombre de navires	Tonnage	Nombre de navires	Tonnage	Nombre de navires	Tonnage
ENTRÉE.....	9.044	10.910.615	8.847	10.154.300	197	756.315	»	»
			ou 2 p. c.		ou 7 p. c.			
SORTIE	9.059	10.934.965	8.800	10.091.722	250	842.543	»	»
			ou 3 p. c.		ou 8 p. c.			

(*) On entend par marchandises nationalisées, d'une part, les marchandises d'origine étrangère pour lesquelles les droits d'entrée ont été acquittés, d'autre part, celles qui, libres à l'entrée, ont été déclarées en consommation pour le commerce ou l'usage de personnes résidant dans le royaume et encore celles auxquelles il a été fait application de l'article 40 (modifié) de la loi du 4 mars 1846. (Complément de main-d'œuvre dans le pays. On en excepte les marchandises qui n'ont été déclarées en consommation que pour être soustraites aux formalités inhérentes au transit. (Art. 4 de la loi générale de perception du 26 août 1822 et art. 8 de la loi de tarif du même jour. — Voir aussi § 61 des Observations préliminaires du tarif des douanes, édition de 1900, page 14.)

(1) On fait remarquer que les chiffres qui servent de points de comparaison entre le commerce spécial des années 1903 et 1902 ne s'appliquent qu'aux principales marchandises, et non à l'ensemble du commerce extérieur de la Belgique.

(2) La comparaison des droits de douane porte sur l'ensemble des droits perçus, c'est-à-dire y compris aussi ceux perçus sur les articles non renseignés au présent Bulletin.

Les taux d'évaluation appliqués aux marchandises importées ou exportées sont établis comme suit :

Année 1904 (chiffres définitifs). Taux fixés, par la Commission des valeurs, pour 1901.

1902 (chiffres définitifs). — 1902.

— 1903 (chiffres provisoires). — 1902.

ITALIE

Commerce extérieur de l'Italie en 1902 ; Exportation française en Italie ⁽¹⁾

Milan, le 20 novembre 1903... J'ai l'honneur d'adresser un résumé, fait au point de vue spécial des intérêts de notre industrie et de notre commerce d'exportation, du « Mouvement commercial du royaume d'Italie » que vient de publier, pour 1902, l'administration des douanes.

Les chiffres contenus dans ce travail sont ceux du commerce spécial, non compris les importations et exportations de métaux précieux. Le change étant au pair, ces chiffres représentent aussi bien des francs que des lires.

PREMIÈRE PARTIE

Total du commerce extérieur. — Le commerce extérieur de l'Italie a atteint, en 1902, le total de 3.248.163.259 lires, ce qui représente le chiffre le plus élevé qui ait jamais été obtenu, et une plus-value de 155.216.781 lires sur l'année 1901.

Total de l'importation. — La part de l'importation est de 1.775.742.751 lires, soit une plus-value de 57.254.163 lires, sur l'année 1901.

Total de l'exportation. — La part de l'exportation est de 1.472.420.508 lires, soit une plus-value de 97.962.618 lires sur l'année 1901.

Les augmentations à l'importation ont porté sur toutes les catégories douanières, à l'exception des trois premières, qui renferment les alcools, vins, huiles, denrées coloniales, tabacs, produits chimiques et pharmaceutiques, et les catégories XII^e et XIII^e qui renferment les minerais, métaux, pierres, terres, verres et cristaux.

A l'exportation, les augmentations ont été plus variables, elles ont porté principalement sur les catégories douanières dont l'importation a diminué, et sur la laine, la soie, le bois, la paille, les animaux et produits d'animaux.

L'Italie importe surtout d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, de Russie, d'Autriche et de France. Elle exporte surtout en Suisse, en Allemagne, aux Etats-Unis, en France, en Angleterre et en Autriche.

En 1902, l'importation de France a augmenté et l'exportation en France a diminué par rapport à l'année précédente.

Il faut noter, d'une manière très particulière, le développement des ventes faites par l'Italie à la Suisse et aux Etats-Unis.

A noter aussi que les importations et exportations de l'Italie en produits fabriqués et en denrées alimentaires, restent stationnaires et que l'augmentation en 1902, s'est produite surtout dans l'importation et l'exportation des matières premières nécessaires à l'industrie.

(1) Extrait des *Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France.*

Commerce de l'Italie avec la France, pendant les cinq dernières années

Années.	Importation de la France en Italie.	Exportation de l'Italie en France.	Total.
1898.....	116.370.000	146.047.000	262.417.000
1899.....	152.296.000	201.293.000	353.589.000
1900.....	167.357.000	168.716.000	336.073.000
1901.....	179.229.000	174.912.000	354.141.000
1902,	183.841.000	168.323.000	352.164.000

G. B. D'ANGLADE,
Consul de France.

SUISSE

Ordres et Congrégations françaises ⁽¹⁾

Arrêté du Conseil fédéral concernant les ordres français immigrés dans le canton de Fribourg

(2 juin 1903)

Le Conseil fédéral suisse, vu le cas des ordres français immigrés dans le canton de Fribourg, a pris l'arrêté suivant :

I. — Dans l'affaire des congrégations françaises, le canton de Fribourg est le seul dont le gouvernement n'ait pas fourni de réponse au questionnaire arrêté par le Conseil fédéral le 28 novembre 1901 (2).

Le 8 avril 1902, en réponse préalable à la communication du questionnaire, le gouvernement fribourgeois fournit au Conseil fédéral un exposé de la situation de la chartreuse de la Valsainte, tendant à établir que l'article 52 de la constitution fédérale ne s'appliquait pas à cet ordre.

En même temps, le gouvernement fribourgeois annonçait que des carmélites s'étaient établies dans le district de la Gruyère. Mais leur contrat de bail n'était conclu que pour une année seulement, et les religieuses en question ne tarderaient pas à regagner la France ou en tout cas à quitter la Suisse.

Vu ces circonstances, le gouvernement avait jugé inutile de soumettre aux carmélites le questionnaire, « qui comprend, du reste, des détails que n'exige pas l'interprétation du texte de la constitution fédérale ».

Par office du 10 avril 1902, le Département fédéral de Justice pria le gouvernement fribourgeois de veiller à ce qu'il fût répondu au questionnaire. Pour pouvoir trancher les questions de droit constitutionnel soulevées par cette affaire, le Conseil fédéral devait être renseigné exactement sur les points touchés par le questionnaire ; au surplus, les congrégations elles-mêmes avaient intérêt à fournir des renseignements aussi exacts et complets que possible.

Le Département n'ayant pas reçu de réponse, il renouvela son invitation le 22 mai 1902, sans plus de résultat.

(1) Cf. Arrêté du Conseil fédéral 28 nov. 1902, concernant l'établissement d'ordres français et congrégations françaises en Suisse. *Arch. Dipl.* 1901-1902, N° 4-5-6, p. 340 et suiv.

(2) *Arch. Dipl.*, 1901-1902, N° 4-5-6, p. 340.

A la date du 28 juin 1902, le Conseil fédéral adressa au gouvernement fribourgeois une lettre l'invitant à veiller à ce qu'il fût répondu au questionnaire. Le Conseil fédéral ajoutait : « Nous estimons que les gouvernements cantonaux sont tenus de nous fournir les renseignements que nous jugeons nécessaires pour faire respecter la constitution fédérale. »

Le 5 septembre 1902, le Département fédéral de Justice reçut de la chancellerie d'Etat de Fribourg le télégramme suivant :

« Recevrez très prochainement réponse pour congrégations. »

Le 5 janvier 1903, le Département fédéral de Justice faisait savoir au Conseil d'Etat du canton de Fribourg que si, jusqu'au 20 janvier, une réponse n'était pas arrivée, le Département devrait considérer ce fait comme impliquant un refus de fournir les renseignements demandés, et se verrait forcé de présenter au Conseil fédéral les propositions dictées par la situation.

La réponse du gouvernement fribourgeois est arrivée le 21 janvier 1903.

Le gouvernement renouvelle ses affirmations du 8 avril 1902. Il ajoute :

« Les indications que nous avons été à même de vous donner vous ont paru insuffisantes. Vous avez insisté pour obtenir des renseignements complémentaires, en nous rappelant le questionnaire joint à votre circulaire.

« Ensuite de vos instances, des démarches ont été faites à nouveau soit à la Valsainte, soit auprès des sœurs de Riaz.

« Les chartreux de la Valsainte ont répondu qu'ils ne tombaient pas sous le coup de la circulaire fédérale. Ils se demandaient comment ils avaient pu être visés. Leurs confrères qui ont quitté le territoire de la République française se sont réfugiés en Valais et non pas à la Valsainte, où l'on aurait été en droit de les recevoir. Par contre, certains objets ont été expédiés de France à destination de la Valsainte.

« Quant aux sœurs réfugiées à Riaz, elles nous ont fait observer que leur bail avait été conclu pour une année seulement et que leur séjour à Riaz était tout à fait momentané. Elles n'ont jamais manifesté l'intention de s'y établir définitivement. Dès lors, le questionnaire, destiné aux congrégations françaises qui entendaient réellement transférer leur domicile en Suisse, ne pouvait les concerner. Elles ont ajouté qu'elles avaient entamé des négociations en vue de s'ouvrir un champ d'activité dans les pays de missions. Elles espéraient aboutir et vider les lieux avant l'expiration de leur contrat de location.

« Nous avons différé de vous envoyer une nouvelle réponse, voulant attendre le départ définitif de la communauté. C'était le meilleur moyen de couper court à toute discussion ultérieure.

« Quelques-unes de ces religieuses sont effectivement parties. Mais le bail d'une année a dû être renouvelé pour celles qui sont restées et attendent le résultat des démarches entreprises en leur faveur. Celles-ci nous ont donné l'assurance qu'avant le mois d'octobre prochain elles ne seraient plus à Riaz.

« Nous vous avons mis au courant de ce qui s'est passé et nous vous prions de croire que notre désir n'a jamais été de nous soustraire au devoir qui nous incombe, ni d'entraver votre Département dans l'exercice de ses attributions. C'est dans le but de faciliter les choses que nous avons gardé un trop long silence.

« Nous avons l'honneur de vous demander de prendre acte des explications qui ont été fournies en ce qui concerne le couvent de la Valsainte, d'en faire autant pour les sœurs réfugiées à Riaz, vu la promesse qu'elles

ont donnée de régulariser leur situation avant le mois d'octobre prochain. »

II. — Il ressort de cette correspondance que jusqu'à ce jour le gouvernement fribourgeois n'a pas donné suite aux instructions du Conseil fédéral au sujet du questionnaire du 28 novembre 1901. On pourrait tout d'abord se demander si, vu ce fait, il n'y a pas lieu de prendre d'autres mesures. Mais on peut y renoncer, car le rapport du gouvernement fribourgeois fournit des éléments de fait suffisants pour permettre au Conseil fédéral de prendre une décision.

1. Le Conseil fédéral avait été avisé par l'administration des douanes qu'une certaine quantité de meubles des chartreux français avaient été dirigés sur la Valsainte. Il devait donc examiner s'il s'agissait ici d'une immigration dans un couvent existant, ou d'un nouvel établissement, comme en Valais. C'est pourquoi il désirait obtenir une réponse au questionnaire. Le Conseil fédéral a procédé de la même manière à l'égard des religieux immigrés dans d'autres couvents existants (voir arrêté du Conseil fédéral du 19 août 1902, chiffre II, Zoug et Lucerne, Zoug et St-Gall, *F. féd.* 1902, IV, 271) (1). Dans ledit arrêté (chiffre VI, b. 2), le Conseil fédéral a prononcé que l'installation dans des couvents déjà existants de religieux appartenant à des ordres qui avaient des établissements en Suisse avant 1874 n'était pas contraire à la constitution.

D'après le rapport du gouvernement fribourgeois, il n'y a pas même eu immigration de religieux à la Valsainte ; tout s'est borné à l'envoi de quelques meubles.

Le Conseil fédéral n'a donc aucune raison d'intervenir.

2. D'après les rapports du gouvernement fribourgeois, des carmélites se sont établies au château de Riaz, dans le district de la Gruyère. Elles ont conclu d'abord un contrat de bail d'une année, qui ensuite a été porté à deux ans. Les carmélites ne se sont pas établies individuellement ; il ressort au contraire du rapport du Conseil d'Etat du canton de Fribourg qu'il s'agit d'un établissement de la communauté religieuse.

A la vérité, les carmélites déclarent que leur séjour n'est que provisoire et elles demandent que leur présence soit tolérée jusqu'au mois d'octobre de l'année courante.

Il est établi que les carmélites font partie d'un ordre qui n'était pas établi en Suisse avant 1874. L'article 52 de la constitution interdit donc à cette communauté religieuse non seulement la fondation de couvents, mais tout établissement en Suisse. Il importe peu que l'établissement ait un caractère durable ou que l'ordre ne lui attribue qu'un caractère provisoire.

Il n'existe aucun motif de traiter l'établissement des carmélites de Riaz d'une autre façon que les établissements visés par l'arrêté du 19 août 1902.

Par ces motifs et en application de l'article 52 de la constitution fédérale, le Conseil fédéral arrête :

1. L'établissement au château de Riaz (district de la Gruyère), dans le canton de Fribourg, est interdit à l'ordre des carmélites.

2. Un délai de trois mois à dater de la notification du présent arrêté est accordé à l'ordre présumé pour mettre ordre à ses affaires.

(1) *Arch. dipl.*, 1901-1902, n° 4-5-6, p. 343.

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Berne, le 2 juin 1903.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,

DEUCHER.

Le chancelier de la Confédération,

RINGIER.

Arrêté du Conseil fédéral sur la demande d'ordres et congrégations de France, visant le retrait de l'arrêté du Conseil fédéral du 19 août 1902 ou la prolongation des délais qui y sont fixés.

(5 juin 1903)

Le Conseil fédéral suisse, vu la demande d'ordres et congrégations de France, visant le retrait de l'arrêté du Conseil fédéral du 19 août 1902 ou la prolongation des délais qui y sont fixés ;

Sur la proposition de son Département de Justice et Police, a pris l'arrêté suivant :

A. — A la date du 19 août 1902, le Conseil fédéral a pris un arrêté interdisant l'établissement en Suisse, à un certain nombre d'ordres et de congrégations de France, leur assignant un délai de 90 jours, à dater de la notification de l'arrêté, pour régler leurs affaires.

Deux des ordres et congrégations visés ont obtempéré à l'arrêté du Conseil fédéral. Il ressort d'une lettre du Conseil d'Etat du canton de Saint-Gall, du 9 septembre 1902, que les cisterciennes du château de Hahnberg ont, au commencement d'août, transporté leurs pénates à Tyrnau, près Passau, en Bavière. Selon rapport du Département de Justice et Police du canton de Vaud, du 21 octobre 1902, les carmélites qui s'étaient établies à Bex sont parties à destination de Namur.

Les autres congrégations résidant dans le canton de Vaud ont reçu communication de l'arrêté du Conseil fédéral le 8 septembre (Dames de Nazareth, à Crans) et le 10 septembre (Religieuses de Jésus-Marie, à Montreux).

L'arrêté a été notifié le 30 septembre, aux ordres et congrégations établis dans le canton du Valais.

Les délais seraient donc écoulés pour tous les ordres et congrégations. Mais, par suite des circonstances narrées ci-après, le Département fédéral de Justice et Police a pris sur lui de déclarer aux gouvernements cantonaux que jusqu'au moment où le Conseil fédéral aurait pris un nouvel arrêté, le département n'exigerait pas l'exécution de l'arrêté du 19 août.

Les circonstances sont les suivantes :

I. — DANS LE CANTON DE VAUD

1. — Dames de Nazareth, à Crans, près Nyon (Pension Tatiana).

Après la notification de l'arrêté du Conseil fédéral, la « Directrice » J. Rault (dans d'autres actes, elle s'intitule : « Supérieure ») adressa au gouvernement vaudois une lettre, datée du 29 août, dans laquelle elle

demande des instructions « pour pouvoir diriger commercialement Tatiana en pensionnat français ».

Le 23 octobre, M^{me} de Pourtalès, à Gland, écrivit au Département de Justice et Police que les Dames de Nazareth renonçaient à tenir un pensionnat catholique à Tatiana. M^{me} de Pourtalès avait l'intention de reprendre à son compte l'institution, qui serait ainsi placée sous une direction exclusivement laïque. La directrice surveillerait l'enseignement, sous réserve des droits de surveillance des autorités vaudoises. L'enseignement sera donné par des institutrices religieuses et laïques. Le personnel enseignant serait donc sous les ordres de la directrice seulement, et ne dépendrait d'aucun ordre étranger ou indigène. Une modeste chapelle a été installée dans le hall central. Un prêtre catholique est chargé de l'instruction religieuse ; il a son logement hors de la propriété de Tatiana. Les élèves recevraient une éducation propre à les préparer à leur vocation de mères et d'épouses. Les institutrices religieuses logeraient à Tatiana ; si on l'exigeait, elles renonceraient à porter le vêtement ecclésiastique en dehors de l'institution. M^{me} de Pourtalès est l'épouse du directeur de la société de filature de Gland ; elle est ressortissante de Neuchâtel.

Par office du 3 novembre, le Département fédéral de Justice et Police a informé le Département de Justice et Police du canton de Vaud que, si la fondation d'un pensionnat laïque n'était pas une forme déguisée de l'établissement des Dames de Nazareth, la question de savoir si cette fondation était admissible relevait de la législation scolaire vaudoise. En revanche, c'était au Conseil fédéral qu'il appartenait de dire si l'on se trouvait bien en présence d'un établissement de congrégation sous une forme déguisée. En outre, le département vaudois était rendu attentif au fait que si M^{me} de Pourtalès avait l'intention d'engager dans son personnel enseignant des membres de la congrégation des Dames de Nazareth, il y aurait lieu d'appliquer l'article 51 de la constitution fédérale, ladite congrégation devant être considérée comme une société affiliée à l'ordre des jésuites.

Sur ces entrefaites, le département de Justice du canton de Vaud reçut une lettre de M. le conseiller national Thélin, avocat à Vich, datée du 17 novembre. M. Thélin déclarait, au nom de M^{me} de Pourtalès, que celle-ci se soumettait d'avance à toutes les conditions qu'il plairait à l'autorité de lui imposer touchant l'enseignement et l'observation des prescriptions légales y relatives. Quant à la prétendue affiliation des Dames de Nazareth à l'ordre des jésuites, M. Thélin produisait une déclaration de Mgr Deruaz, évêque de Lausanne et Genève, attestant que les religieuses dont il s'agit n'ont absolument rien de commun avec les jésuites.

Enfin, M. Thélin se référait à une pétition de la population de Nyon, munie d'environ 120 signatures, demandant le maintien du pensionnat de Tatiana au nom des intérêts économiques de la contrée.

Depuis lors, le Conseil fédéral a reçu un second certificat de Mgr Deruaz, daté du 24 mai. L'évêque déclare pouvoir affirmer de façon certaine que les Dames de Nazareth ne sont point affiliées à l'ordre des Jésuites, parce que l'organisation à laquelle appartiennent les Dames de Nazareth lui est connue par de nouvelles informations compétentes.

Il ressort d'un rapport du préfet de Nyon, du 8 décembre 1902, adressé au département de Justice du canton de Vaud, que depuis le mois d'octobre 1901, des mutations considérables ont eu lieu dans le personnel du pensionnat, et qu'en tout cas, de nouvelles congréganistes y sont arrivées, bien que le chiffre total du personnel ait plutôt diminué.

Interpellé sur la question de savoir si les dispositions de la loi vaudoise s'opposaient à la reprise du pensionnat par M^{me} de Pourtalès, le Conseil d'Etat du canton de Vaud répondit, le 15 avril 1903, que M^{me} de Pourtalès avait déjà pris en mains la direction de l'institution et qu'aucune disposition de la législation cantonale n'y mettait obstacle.

2. — Religieuses de Jésus-Marie, à Montreux.

a) Un certain nombre de sœurs enseignantes de cette congrégation sont établies à Montreux depuis l'année 1893. Les faits suivants ressortent de l'enquête faite par le gouvernement vaudois, postérieurement à l'arrêté du Conseil fédéral :

Ces sœurs enseignantes ont fondé en 1893 une école particulière catholique pour l'enseignement primaire ; les sœurs y donnent des repas à quelques écoliers pauvres. Elles vivent en commun, sous les ordres d'une supérieure, M^{me} Philomène Doré. Le personnel se compose de 5 sœurs enseignantes et de 2 domestiques. L'école primaire est placée sous la surveillance des autorités scolaires, surveillance qui se manifeste notamment en ce que les élèves subissent chaque année, un examen devant ces autorités.

Pour cette congrégation aussi, il existe au dossier une déclaration de l'évêque Deruaz, datée du 5 novembre 1902, attestant que les sœurs de Jésus-Marie ne sont aucunement affiliées à l'ordre des jésuites.

Le département de Justice du canton de Vaud a reçu de l'avocat Dubuis, en faveur des sœurs de Jésus-Marie, deux requêtes, des 19 septembre et 7 novembre 1902. L'avocat Dubuis estime que l'arrêté du Conseil fédéral ne s'applique nullement aux sœurs enseignantes de Jésus-Marie. En effet, celles-ci ne tiennent pas de pensionnat. Le requérant vise ici le texte français de l'arrêté du Conseil fédéral, dans lequel la phrase : « Diese Kongregation hat in einem vom. 2. Juli 1893 an auf 10 Jahre gemieteten Hause ihr Domizil aufgeschlagen, worin eine *Schule* eingerichtet ist. » était traduite comme suit : « La congrégation a établi son domicile dans une maison louée pour dix ans, à partir du 1^{er} juillet 1893 et y a installé un *pensionnat*. »

Il n'y a aucune différence entre les sœurs enseignantes de Montreux et celles qui enseignent dans la plupart des villes importantes du canton de Vaud. Elles ne tombent donc pas sous le coup de l'arrêté du Conseil fédéral. Puisqu'il est établi, par la déclaration de l'évêque Deruaz, que les sœurs de Jésus-Marie ne sont pas affiliées aux jésuites, on ne peut leur interdire de pratiquer l'enseignement.

b) Les requêtes prémentionnées de l'avocat Dubuis ont aussi trait à la fraction de la congrégation de Jésus-Marie qui n'a immigré en Suisse qu'à la suite des événements survenus récemment en France.

Dans sa première requête, l'avocat Dubuis expose ce qui suit :

Le pensionnat des religieuses de Jésus-Marie ne constitue pas l'établissement d'une congrégation, car il n'existe ni maison mère, ni supérieure générale, ni conseil, ni noviciat. La congrégation s'est dispersée, la supérieure et le conseil sont partis pour Rome ; quant aux autres sœurs, elles sont les unes en Amérique, en Angleterre et aux Indes, les autres en Autriche, en Espagne, etc.

Le pensionnat fondé à Montreux n'est pas autre chose qu'une entreprise commerciale. Les religieuses de Jésus-Marie entendent se soumettre aux lois du pays.

Dans sa deuxième requête, l'avocat Dubuis renouvelle ses affirmations, ajoutant que les religieuses de Jésus-Marie sont décidées « même à supprimer tout caractère religieux de leur institution. » A cet effet, M^{me} veuve Odin, qui a fourni l'argent nécessaire à l'acquisition de l'immeuble, a l'intention de tenir elle-même le pensionnat et de se faire inscrire au registre du commerce. M^{me} Odin est la mère de deux des propriétaires de l'immeuble, mais elle n'appartient pas à la congrégation de Jésus-Marie. De cette façon, le pensionnat sera transformé en un établissement laïque.

Dans ce cas aussi, le gouvernement vaudois a été invité à se prononcer sur la question de savoir si la reprise du pensionnat par M^{me} Odin était compatible avec les dispositions de la loi vaudoise. Il résulte du rapport du Conseil d'Etat, daté du 15 avril, que la question doit être résolue affirmativement. Mais M^{me} Odin n'a pas encore pris en mains la direction du pensionnat. Celui-ci est dirigé pour l'instant par une congréganiste, M^{me} Creuzet.

II. — DANS LE CANTON DU VALAIS

Par office au Conseil fédéral du 1^{er} décembre et complément du 9 décembre 1902, le Conseil d'Etat du canton du Valais appuie vivement les requêtes des ordres et congrégations établis sur le territoire valaisan. Ces requêtes tendent, les unes à ce que le Conseil fédéral prolonge les délais fixés, les autres à ce qu'il revienne sur son arrêté.

En même temps, le Conseil d'Etat demande qu'il soit sursis à l'exécution de l'arrêté de Conseil fédéral et que la durée de validité des passavants pour les meubles des ordres et congrégations soit prolongée. — Sur un rapport du Département fédéral de Justice et Police, l'administration des douanes a donné suite à cette dernière réquisition. Les faits suivants ressortent des rapports du Conseil d'Etat et des pièces qui y sont annexées :

1. — *Les Chartreux à Saxon*

Les chartreux contestent que leur intention soit de fonder un couvent à Saxon. Avant de quitter la France, ils ont pris des informations auprès de jurisconsultes distingués et d'hommes d'Etat suisses, et ils ont reçu l'assurance que le droit d'asile était pratiqué en Suisse de la façon la plus libérale à l'égard de tous les étrangers. C'est pourquoi ils ont souscrit un contrat de bail à longue échéance et très onéreux. S'ils étaient forcés de quitter le pays, ils subiraient de ce chef une perte considérable. Les conditions du bail leur ont été imposées par les propriétaires des immeubles loués. Quant à la clause de préemption inscrite dans le contrat de bail les chartreux ne l'ont jamais prise au sérieux. Leur intention n'a jamais été de s'établir en Suisse de façon durable, mais seulement d'y séjourner jusqu'à ce que les bâtiments qu'on leur construit dans un pays voisin soient achevés. Le grand hôtel de Saxon a conservé son apparence d'autrefois : l'espace pour y construire un cloître et des cellules séparées fait défaut ; il ne peut être qu'un refuge momentané. Les chartreux ont dû amener en Suisse une partie de leur mobilier, soit parce qu'ils en avaient besoin, soit pour le soustraire à la confiscation qui le menaçait en France.

Du reste, une grande partie de leur mobilier et la bibliothèque de la Chartreuse de Nancy sont restés déposés aux entrepôts de la douane, à Bâle. Les chartreux n'ont pas demandé aux autorités cantonales un per-

mis d'établissement, mais seulement des permis de séjour individuels. Ils ne font concurrence à personne ; leur vie est tout entière consacrée à la prière, à l'étude et au travail. Loin d'être une charge pour le pays, leur séjour n'est pas sans procurer quelques avantages à la commune ; aucun nécessiteux ne frappe en vain à leur porte. A ce sujet, ils se réfèrent à une pétition de la population de Saxon, munie de 230 signatures. Les chartreux sollicitent l'autorisation de séjourner en Suisse pendant 3 ans encore.

2. — *Les Chartreux à Louèche*

Le supérieur des chartreux de Louèche, Théophile Mercier, expose que ceux-ci sont aujourd'hui de pauvres exilés sans asile fixe. La loi française du 1^{er} juillet 1901 leur ouvrait deux voies : ou demander l'autorisation ou quitter leurs maisons avant le 3 octobre suivant, sous peine de se laisser expulser et de voir leurs biens immédiatement confisqués. Ils n'ont pas voulu demander l'autorisation, sachant d'avance qu'elle ne leur serait pas accordée. Vers la fin d'août 1901, il fut décidé en chapitre général que toutes les maisons de France, à l'exception de la Grande Chartreuse, iraient se réfugier à l'étranger. Tous les émigrés n'ayant pu trouver place dans les chartreuses existantes, le Père général envoya un certain nombre d'entre eux chercher un asile provisoire en Suisse. Si cet asile leur est accordé, ils se soumettront à toutes les lois du pays. Deux vastes terrains ont été achetés l'un à Zepperen, près Orange (Limbourg belge), l'autre à Plétriarch, près St-Barthelma, Carniole (Autriche). Des chartreuses y sont en construction, mais les bâtiments ne seront guère habitables avant 3 ans. Les chartreux de Louèche sollicitent une prolongation de séjour de 2 ans. Cette requête est également appuyée par une pétition de la population de Louèche munie d'environ 200 signatures.

Au sujet des chartreux de Louèche, il faut encore observer que, le 21 août déjà, leur supérieur avait demandé au Conseil fédéral une prolongation de séjour de 1 à 2 ans. Cette requête fut écartée par arrêté du 2 septembre 1902.

3. — *Les Carmélites, à Monthey*

Alice Borgereau, dame carmélite, expose qu'en venant en Suisse, les dames carmélites n'ont voulu qu'y chercher un asile provisoire. Elles vivent tout à fait retirées. Il ne saurait être question d'une fondation de couvent ; elles ne reçoivent pas de novices et n'ont aucun lien avec d'autres corporations du même nom.

Ainsi qu'il ressort de la lettre du Conseil d'Etat du canton du Valais, les carmélites désireraient obtenir une prolongation de séjour de 3 ans.

4. — *Les Clarisses d'Evian à Monthey*

M^e Taillefer, avocat à Evian-les-Bains, intervient en faveur des religieuses de cet ordre. Il fait l'analyse de la loi française sur les associations et cherche à démontrer que cette loi imposait aux clarisses la nécessité de quitter la France. Si les clarisses avaient sollicité l'autorisation, elles ne l'auraient pas obtenue, et leurs biens auraient été exposés à la confiscation. C'est pourquoi elles ont préféré se mettre en état de « dissolution religieuse » et quitter leur patrie. Pour l'explication du terme « dissolution religieuse », le recourant se réfère à la réponse des clarisses au ques-

tionnaire du Département fédéral de Justice. Il ressort de cette réponse qu'en décidant le départ des clarisses, leur chapitre a déclaré qu'aussi longtemps que durerait leur séjour en Suisse ou à l'étranger elles ne vivraient plus à l'état de congrégation religieuse ; qu'à l'exception des règles fondamentales communes à tous les religieux, elles ne devraient avoir que celles dont les lois du pays permettraient l'observation. Par le fait que le chapitre a prononcé la dissolution et l'interdiction de recevoir des novices, il ne reste rien de l'ordre, qui ne dépendait de nul autre que de son chapitre. Les éléments qui, d'après le Conseil fédéral, sont constitutifs du couvent, n'existent pas en l'espèce. Seule l'existence en commun subsiste, mais cela s'explique par le fait que les clarisses sont des expatriées et qu'il y a parmi elles des sœurs âgées, malades ou infirmes.

Les clarisses demandent un sursis jusqu'à l'expiration de leur bail, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre 1904.

5. — *Les Oblates de l'Assomption à Bramois*

Au nom de cette congrégation, M^{me} Chamslai, supérieure générale, demande un délai d'un an, dont elle a besoin pour trouver un nouvel asile. Elle conteste que la congrégation ait jamais en l'intention de fonder un nouveau couvent en Suisse.

6. — *Société de Marie-Réparatrice, à Monthey*

Les membres de cette congrégation résidant à Monthey (la requête porte leurs signatures individuelles) exposent qu'elles ne constituent plus une congrégation. M^{me} Cebron a fondé à Monthey une pension, pour laquelle elle paie patente. Dans cette pension, tenue selon un régime particulier, il se trouve bien un certain nombre de dames ayant appartenu ci-devant à la Société de Marie-Réparatrice ; mais la pension St-Maurice ne constitue nullement une communauté monastique ; cela ressort déjà du fait que d'une part il se produit de nombreuses mutations parmi les pensionnaires et que d'autre part des personnes n'ayant pas appartenu à la congrégation sont admises dans la pension. Les dames de Marie-Réparatrice n'ont pas de confesseur particulier et ne portent pas l'habit religieux. L'arrêté du Conseil fédéral ne saurait donc s'appliquer aux signataires de la pétition adressée au Conseil d'Etat du canton du Valais ; ces dames habitent individuellement et à titre temporaire ladite pension à Monthey.

D'après, le « règlement de la pension Saint-Maurice », joint à la réponse au questionnaire du Département fédéral de Justice et Police, le régime particulier dont il est question dans la pétition est le suivant :

7 h. Messe et prière du matin.

8 h. Déjeuner.

Dans la matinée, occupations personnelles, soins du ménage, travaux divers, musique, peinture, etc.

Midi. Dîner, suivi de la promenade pour celles qui le désirent ou à 3 h. sortie pour celles qui le préfèrent.

4 h. Thé.

5 h. Travaux intellectuels ou manuels.

7 h. Souper suivi de la réunion au salon.

9 h. Prière du soir.

Le contrat de bail passé par la « directrice » de la pension accorde à la

locataire le droit de procéder à tous changements qu'il lui conviendra d'apporter à l'immeuble et en particulier de construire tous murs ou clôtures sur la limite de la propriété ou dans son intérieur.

Le Conseil d'Etat du canton du Valais confirme que la pension Saint-Maurice, à Monthey, paie une patente ; il estime que la situation a changé et qu'il est douteux que dans les circonstances actuelles, l'arrêté du Conseil fédéral puisse s'appliquer aux dames de Marie-Réparatrice prises individuellement.

7. — *Pères de la Salette, à Massongex.*

Touchant cette congrégation, le Conseil d'Etat du canton du Valais déclare qu'un seul membre de celle-ci, l'abbé Bovier, d'origine valaisanne, séjourne encore à Massongex. Les 2 autres prêtres se sont mis à la disposition de l'évêque de Sion. Les circonstances ont donc entièrement changé, car une seule personne ne peut former une congrégation.

8. — *Congrégation de la Sainte-Famille, à Sierre.*

M^{me} Marie Cazal expose que les sœurs enseignantes résidant à Sierre n'appartiennent plus à ladite congrégation. Elles ne vivent plus en commun et ne se réunissent que quelques heures par jour pour tenir une école fondée par elles. Dans leur vie privée, rien ne les distingue du commun des fidèles. Elles n'ont pas de chapelle et ne sont pas cloîtrées ; elles assistent aux offices de l'église paroissiale et ont pour confesseur le curé de l'endroit.

Elles demandent qu'il leur soit permis de s'établir à Sierre.

Le Conseil d'Etat du canton de Valais confirme les assertions de la requérante, notamment le fait de la fondation d'une école. Le Conseil d'Etat a reçu une pétition de parents et d'élèves d'où il ressort que la population de Sierre est heureuse de posséder l'école enfantine et l'école d'ouvrages manuels fondées par les sœurs de la Sainte-Famille, institutions qui faisaient précédemment défaut dans la localité.

* *

En cet état de cause, le Département fédéral de Justice et Police a demandé une nouvelle consultation à M. le professeur Dr Fleiner, à Bâle. Ce jurisconsulte a donné suite à la demande du Département en lui adressant un rapport du 10 décembre 1902 avec complément de janvier 1903.

B. — Pour l'examen des diverses requêtes, on doit les diviser en deux catégories :

Celles qui ne demandent qu'une prolongation de délai ;

Celles qui demandent le retrait de l'arrêté du Conseil fédéral, soit pour la raison que le Conseil fédéral aurait basé son arrêté sur des considérants de fait erronés, soit parce que les circonstances se seraient modifiées dans l'intervalle.

I. — Les ordres et les congrégations ci-après demandent des prolongations de délais :

Les chartreux, à Saxon et à Louèche,

Les carmélites, à Monthey.

Les clarisses, au même lieu, et les oblates de l'Assomption, à Bra-mois.

a) *Les Chartreux à Saxon et à Louèche.*

Les chartreux font indubitablement partie d'un ordre religieux. Dans leur requête adressée au gouvernement valaisan, ils ne prétendent pas s'être dissous. Ils contestent seulement avoir fondé de nouveaux couvents, leurs établissements de Saxon ou de Louèche ne pouvant être considérés comme tels. Dans les considérants de son arrêté du 19 août, le Conseil fédéral a déjà admis qu'il était possible que dans ces établissements toutes les règles du droit canonique concernant la fondation des couvents ne fussent pas observées. Mais l'élément essentiel de la notion du couvent, la vie en commun (*vita communis*), d'après la règle de l'ordre, existe. (Voir chiffre VI, lettre B, de l'arrêté du 19 août 1902).

Dans toute l'affaire de l'établissement en Suisse, ce ne sont point les chartreux qui ont agi individuellement; toutes les décisions prises émanent des supérieurs de l'ordre. Ainsi que les chartreux de Louèche l'exposent dans leur requête, le supérieur général a ordonné aux chartreux de se réfugier en Suisse, et il a été donné suite à cet ordre. La communauté monastique n'est point dissoute; soit à Saxon soit à Louèche, en tant que les circonstances extraordinaires le permettent, les chartreux vivent selon les règles de l'ordre et sous la direction des supérieurs de l'ordre, dans des habitations particulières et closes.

Les chartreux, non plus que toute autre communauté religieuse, ne sauraient échapper à l'application des principes inscrits dans la constitution fédérale en se prévalant de l'asile que la Suisse accorde à des réfugiés politiques. Il n'est pas nécessaire d'examiner ici la question de savoir si l'asile peut être réclamé comme un droit, ou s'il ne constitue pas plutôt une prérogative qu'ont les cantons de tolérer des réfugiés politiques sur leur territoire. La disposition de l'article 52 de la constitution fédérale emporte de plein droit cette conséquence que l'asile n'existe pas pour les communautés religieuses. En effet, cette disposition interdit toute fondation de nouveaux établissements conventuels en Suisse; peu importe que l'établissement soit formé par des Suisses établis dans le pays, ou par des étrangers immigrés. L'interdiction est inconditionnelle et absolue:

« Il est interdit de fonder de nouveaux couvents..... »

Les chartreux allèguent que s'ils sont forcés de quitter le pays ils subiront une perte considérable, car ils ont passé des contrats de bail à long terme, qui se résoudront probablement en dommages-intérêts en cas de dénonciation anticipée. Et pourtant, ils ne contestent pas avoir eu connaissance des dispositions de la constitution fédérale, mais ils prétendent s'être renseignés préalablement et avoir reçu des informations rassurantes. Comme ils ne nomment pas les personnes qui leur auraient fourni ces renseignements, le Conseil fédéral ne peut exprimer son avis sur le degré de confiance que méritaient leurs informateurs. Mais si les chartreux avaient songé à s'informer auprès du Conseil fédéral ou du Département de Justice, lequel a reçu plusieurs demandes de ce genre et y a répondu, il leur aurait été facile de se convaincre qu'un établissement conventuel de leur ordre en Suisse, étant contraire à la constitution fédérale, ne pouvait être toléré. Si maintenant ils subissent un dommage, ils ne peuvent l'imputer qu'à eux-mêmes.

Au surplus, il est constant que des intérêts privés ne sauraient en aucune façon mettre obstacle à l'application d'une disposition constitutionnelle impérative et d'ordre public.

Du reste, les chartreux ne contestent pas l'applicabilité de l'article 52 à leur ordre ; ils se bornent à demander une prolongation de délai de 3 ans pour l'établissement de Saxon et de 2 ans pour celui de Louèche.

Mais il faut remarquer que le séjour de l'ordre en Suisse dure depuis le mois d'octobre 1901, en sorte que les chartreux ne peuvent se poser en victimes de la rigueur de la constitution. L'article 52 ne fait pas de distinction entre un établissement temporaire et un établissement permanent. On peut donc taxer d'inadmissible un nouvel établissement conventuel qui doit durer plusieurs années.

A la vérité, le Conseil fédéral a accordé naguère, dans un cas analogue, un sursis d'une certaine durée (voir *F. Féd.*, 1883, II, 976) ; mais ce qui a pu être toléré alors ne saurait l'être dans la situation actuelle. On se trouve maintenant en présence d'une immigration en masse de membres d'ordres et de congrégations, et étant donné l'état de choses existant en France, on pourrait s'attendre à une nouvelle immigration si l'on tolérât l'établissement à long terme de congrégations françaises en Suisse, car les concessions que le Conseil fédéral ferait à certaines communautés religieuses devraient être étendues à d'autres se trouvant dans la même situation.

La demande des chartreux de Saxon et de Louèche doit donc être écartée en principe ; mais, vu les circonstances, on peut accorder à cet ordre un nouveau délai de 3 mois.

b. — Les Carmélites à Monthey.

Cet ordre est de ceux qui n'avaient pas d'établissement en Suisse avant 1874 (voir l'arrêté du 19 août 1902, chiffre 6, *a.*). Il suffit donc d'examiner s'il s'agit ici d'une tentative d'établissement de cet ordre, et il sera superflu de résoudre la question de savoir s'il y a en l'espèce, fondation d'un couvent. Dans son arrêté précédent, le Conseil fédéral a résolu affirmativement la question de savoir s'il s'agissait d'un établissement de l'ordre ; les carmélites n'ont pas apporté de nouveaux faits de nature à modifier la manière de voir du Conseil fédéral. Il est indifférent que les carmélites accueillent ou non des novices durant leur séjour en Suisse. Elles-mêmes ne prétendent pas être sorties de l'ordre ou être venues en Suisse à titre individuel. Quant à leur allégation portant qu'elles n'entendent faire en Suisse qu'un séjour temporaire, elle est démentie par le fait qu'elles ont acheté un immeuble (voir arrêté du 19 août 1902, II, chiffre 7.). Elles vivent aussi en commun, et tant qu'elles ne sont pas sorties de l'ordre, elles sont tenues de par le droit canonique à en observer les règles.

Les carmélites ne contestent pas non plus en principe l'applicabilité de l'article 52 de la constitution fédérale ; ce qui a été dit à l'égard des chartreux s'applique donc aussi à leur demande de prolongation de délai : il y a lieu d'écarter en principe la demande des carmélites, en leur accordant un nouveau délai de 3 mois.

c. — Les Clarisses à Monthey.

De même que les carmélites, les clarisses d'Evian établies à Monthey, rentrent dans les ordres qui n'étaient pas établis en Suisse avant 1874.

Dans leur requête, les clarisses ont prétendu se trouver en état de « dissolution religieuse », — leur chapitre ayant décidé que, tant qu'elles

habiteraient en Suisse ou à l'étranger, elle ne devraient pas vivre à l'état de congrégation. On ne voit pas très clairement ce qu'elles entendaient dire par là. Elles n'allèguent ni que l'ordre est dissous, ni que ses membres en soient sortis individuellement. Elles reconnaissent aussi « observer les règles fondamentales communes à tous les religieux ». Mais en droit canonique il est constant que la dissolution d'un ordre ne peut avoir lieu qu'avec l'approbation des supérieurs ecclésiastiques, c'est-à-dire du St-Siège ou éventuellement de l'autorité épiscopale (voir von Scherrer, *Kirchenrecht*, II, p. 853). Cette règle s'applique aussi à une communauté indépendante, telle que les clarisses prétendent l'être.

Les clarisses n'ont du reste pas prétendu qu'en droit canonique la dissolution de leur congrégation ait eu lieu. La dissolution religieuse dont elles parlent serait une sorte d'état latent de la congrégation, choisi pour leur permettre d'échapper aux dispositions de la constitution fédérale. Les déclarations des clarisses tendent à dire qu'elles ont choisi cette voie afin de sauver la fortune de leur congrégation de la confiscation qui la menaçait en France. Elles n'ont nullement prétendu que la fortune de la congrégation aurait été répartie entre les membres de celle-ci. Au surplus, on pourrait constater à ce sujet que les meubles amenés en Suisse par les clarisses ont été introduits comme biens de la corporation et non comme propriété de certains individus.

Non plus que les chartreux, les clarisses ne peuvent se prévaloir du droit d'asile. L'article 52 de la constitution fédérale interdit non seulement de fonder de nouveaux couvents, mais encore de fonder de nouveaux ordres religieux. Cette disposition constitutionnelle s'oppose aussi à ce que l'asile soit accordé aux communautés religieuses tombant sous le coup de l'interdiction de fonder de nouveaux ordres.

Il résulte de ce qui précède, que la demande doit être écartée ; en revanche, une prolongation de délai de 3 mois peut aussi être accordée à l'ordre des clarisses.

d. — Les Oblates de l'Assomption à Bramois.

Ce qui vient d'être dit s'applique, à peu de choses près, aux assomptionnistes de Bramois. Dans son arrêté du 19 août 1902, le Conseil fédéral a assimilé les congrégations aux ordres, et cette assimilation n'a été attaquée sérieusement par personne. La congrégation des assomptionnistes est de celles qui n'étaient pas établies en Suisse avant 1874. La question de la fondation d'un couvent n'entre donc pas en ligne de compte ; on doit seulement se demander si l'on se trouve en présence de l'établissement d'une congrégation ou de l'établissement d'individus. Les assomptionnistes elles-mêmes ne prétendent pas se trouver dans ce dernier cas. Leur supérieure générale agit pour elles ; même en Suisse elles demeurent sous sa surveillance. Au surplus, elles ne demandent qu'une prolongation de délai d'un an.

Il n'y a aucun motif de traiter les assomptionnistes autrement que les autres congrégations. Selon les indications fournies par la requête de la supérieure générale, le contrat de bail passé au nom de la congrégation peut être dénoncé à 6 mois, en sorte que les oblates de l'Assomption ne sauraient subir un dommage considérable.

Par conséquent, la requête des oblates de l'Assomption doit avoir le même sort que les demandes examinées plus haut.

II. — Les congrégations ci-après demandent au Conseil fédéral de revenir sur son précédent arrêté:

Les Dames de Nazareth, à Crans près de Nyon, les Sœurs de Jésus-Marie, à Montreux, la Société de Marie-Réparatrice, à Monthey, les Pères de la Salette, à Massongex, la congrégation de la Sainte Famille, à Sierre.

1. — *Les Dames de Nazareth, à Crans, près Nyon.*

Les Dames de Nazareth appartiennent à une congrégation qui n'avait pas d'établissement en Suisse avant 1874. Abstraction faite de la fondation d'un couvent, leur établissement en Suisse comme congrégation est donc interdit par la constitution fédérale. Postérieurement à l'arrêté du Conseil fédéral du 19 août, la congrégation a modifié son attitude en ce sens que la directrice de l'institution de Crans a d'abord demandé au Conseil d'Etat du canton de Vaud, des instructions en vue de continuer à tenir le pensionnat comme une entreprise purement commerciale. Puis M^{me} de Pourtalès est intervenue et a demandé aux autorités vaudoises l'autorisation d'ouvrir un pensionnat placé entièrement sous la direction de la demanderesse. Ainsi qu'il ressort du rapport du gouvernement vaudois, M^{me} de Pourtalès a donné suite à son intention et pris en mains la direction du pensionnat. Et le Conseil d'Etat ajoute qu'au point de vue de la législation vaudoise, rien ne s'oppose à cette laïcisation du pensionnat. Si le changement de direction n'a pas pour but et pour effet d'obtenir par une voie détournée un établissement de la congrégation en Suisse, le droit fédéral ne s'oppose pas à ce que quelques membres de la congrégation séjournent en Suisse et pratiquent l'enseignement dans un pensionnat placé sous une direction laïque.

L'activité des Dames de Nazareth dans un établissement d'instruction, ne devrait être considérée comme incompatible avec l'article 51 de la constitution fédérale que s'il était établi que leur congrégation est affiliée à l'ordre des Jésuites. Or, l'enquête ouverte par le Département fédéral de Justice et Police a bien relevé, dans l'histoire de la fondation de la congrégation, certains indices de nature à faire admettre que cette affiliation aurait existé. Mais, en présence de la déclaration catégorique de l'évêque Déruaz, ces indices n'ont pas suffisamment de poids pour convaincre le Conseil fédéral que l'affiliation existe à l'heure actuelle. Néanmoins le Conseil fédéral doit se réserver d'interdire aux membres de la congrégation toute activité dans l'école au cas où leur affiliation à l'ordre des Jésuites viendrait à être prouvée.

Le gouvernement vaudois sera invité à surveiller l'établissement dirigé par M^{me} de Pourtalès et à faire rapport au Conseil fédéral s'il venait à être démontré qu'on se trouve en présence d'un établissement de congrégation déguisé, ou que des personnes affiliés à l'ordre des jésuites pratiquent l'enseignement dans le pensionnat.

2. — *Les Religieuses de Jésus-Marie, à Montreux*

a). *L'école particulière catholique de cette congrégation.* — Cette école, fondée en 1893, est placée, comme les autres écoles particulières, sous la surveillance des autorités scolaires. Les faits à la base de l'arrêté du Conseil fédéral du 19 août 1902 n'ont subi aucun changement notable. En particulier, les mémoires de l'avocat Dubuis laissent intact le fait qu'il

s'agit là d'un établissement scolaire de la congrégation et non d'une entreprise privée et individuelle des Sœurs enseignantes. On en trouvera la preuve dans l'ouvrage « Le clergé français », annuaire pour 1901, page 510 où l'on cite parmi les établissements de la congrégation « une école gratuite en Suisse ». Les Sœurs enseignantes établies à Montreux font partie de la congrégation, elles ne prétendent pas en être sorties, elles vivent en commun sous les ordres d'une supérieure, et elles sont apparemment entretenues par la caisse de la congrégation, — l'école ne leur fournissant pas de revenu.

Comme les religieuses de Jésus-Marie n'étaient pas établies en Suisse avant 1874, la fondation de tout établissement en Suisse est interdite à la congrégation.

Mais, pour les sœurs enseignantes, les circonstances sont telles que la tolérance dont elles ont joui de la part du gouvernement vaudois a créé une situation d'apparence durable; il convient donc d'appliquer à ce cas un traitement particulier, consistant en ce que la présence de cette fraction de la congrégation sera tolérée jusqu'à la fin de l'année scolaire courante et qu'à partir de ce moment les congréganistes auront encore un délai de 2 mois pour mettre ordre à leurs affaires.

b). *Le pensionnat des religieuses de Jésus-Marie, à Montreux.* — La situation de ce pensionnat est analogue à celle du pensionnat des Dames de Nazareth. Ici aussi, une laïque, M^{me} veuve Odin, veut intervenir et transformer cette institution ecclésiastique en un pensionnat laïque, offrant d'en prendre la direction et de le faire inscrire au registre du commerce. Dans ce cas, la reprise n'a pas encore eu lieu; mais le gouvernement vaudois déclare, comme au sujet des dames de Nazareth, que la loi vaudoise ne s'oppose pas à la fondation d'un pensionnat placé sous une direction laïque. Au point de vue du droit fédéral, rien ne s'y oppose non plus, s'il ne s'agit pas d'un établissement de congrégation déguisé. Le Conseil fédéral peut adopter ici une attitude expectante. Son arrêté du 19 août 1902 peut être considéré comme exécuté dès l'instant où l'institution ecclésiastique est dissoute et placée sous une direction laïque. Le gouvernement vaudois sera invité à surveiller le pensionnat en question et à faire rapport au Conseil fédéral s'il venait à être démontré que la laïcisation de l'institution a pour seul but d'obtenir un établissement déguisé de la congrégation en Suisse.

3. — *La Société de Marie-Réparatrice, à Monthey.*

Les membres de cette congrégation allèguent que leur communauté s'est dissoute; c'est individuellement qu'elles ont signé leur requête au gouvernement valaisan. Elles prétendent avoir fondé à Monthey, une sorte de pension placée sous un régime religieux particulier, pension où sont aussi admises des personnes n'ayant pas appartenu à la congrégation.

Il faut remarquer tout d'abord que les congréganistes ne prétendent pas être sorties de leur congrégation; donc, comme tous les autres membres d'ordres et de congrégations, elles demeurent tenues d'observer la règle de leur communauté, en tant que le permettent les circonstances extraordinaires dans lesquelles elles se trouvent. Les meubles introduits en Suisse ont été déclarés propriété de la congrégation, et on n'a pas même allégué qu'ils aient été partagés dès lors.

Les sœurs de Marie-Réparatrice sont aussi sous les ordres d'une supé-

rieure, laquelle, à la vérité, s'intitule maintenant « directrice ». Dans la réponse au questionnaire envoyé aux gouvernements cantonaux avant le premier arrêté du Conseil fédéral, celle-ci se nomme : Madame Marguerite Cebon, originaire de Sirblé (Sarthe), en sa qualité de directrice de la Maison de Saint-Maurice, dite Pension Saint-Maurice, à Monthey.

Ladite Madame Cebon a répondu alors aux questions posées au nom de toutes les congréganistes. D'après ses indications, le but du séjour des Dames-Réparatrices en Suisse était « l'établissement de *notre* pension. » Par conséquent, la pension aurait été fondée par la congrégation ou du moins par la fraction de celle-ci qui s'est installée en Suisse. Par contre, dans la requête adressée au Conseil d'Etat du canton du Valais, la situation est représentée comme si M^{me} Cebon avait fondé une pension dans laquelle les autres congréganistes auraient loué des logements.

A propos de cette pension, il faut remarquer que sa fondation représente l'accomplissement d'un des buts de la congrégation. Delaporte, la Société de Marie-Réparatrice, p. 93, dit à ce sujet : « Un des vœux les plus chers que forma tout d'abord la fondatrice fut de procurer aux femmes du monde le moyen de songer à leurs intérêts éternels ; de là les retraites. Retraites générales ou particulières, prolongées ou plus brèves, ou même simples recollections d'un jour. »

Le but est donc de procurer aux femmes du monde le moyen de se placer pour un temps plus ou moins long sous une direction spirituelle. Par conséquent, il n'y a rien d'extraordinaire ou de contraire aux règles de la congrégation à ce que des personnes n'appartenant pas à celle-ci soient reçues dans une pension religieuse de la congrégation, et les Dames de Marie-Réparatrice n'ont fait que remplir les visées de leurs statuts et de la fondatrice de la congrégation en instituant cette pension avec un régime particulier.

Le fait qu'elles paient une patente pour la pension n'a aucune portée et ne modifie en rien le caractère de cette institution comme établissement de congrégation. Le Conseil d'Etat du canton du Valais le confirme en disant : « Les Dames de Marie-Réparatrice occupent à Monthey une maison où elles ont ouvert une pension, pour laquelle elles paient une patente industrielle. »

Donc, ce n'est pas M^{me} Cebon qui a ouvert une pension, mais bien les Dames de Marie-Réparatrice.

De tous ces faits réunis on peut tirer avec certitude cette conséquence que dans le cas des Dames de Marie-Réparatrice il ne s'agit pas de l'établissement de quelques individus, mais d'un établissement de congrégation.

Les Dames de Marie-Réparatrice faisant partie d'une congrégation qui n'était pas établie en Suisse avant 1874, la constatation qui précède suffit à justifier l'interdiction de l'établissement de la congrégation, prononcée par l'arrêté du 19 août 1902.

Mais dans ce cas aussi, on peut prolonger de 3 mois le délai fixé par l'arrêté précédent, afin de permettre à la congrégation de mettre ordre à ses affaires.

4. — Les Pères de la Salette. à Massongex.

En ce qui concerne cette congrégation, les circonstances paraissent effectivement s'être modifiées. Selon les communications du gouvernement

valaisan, un seul membre de la congrégation demeure à Massongex. Deux autres se sont mis à la disposition du chef du diocèse de Sion ; les deux derniers (ils étaient cinq au début) paraissent être partis. Le rapport du Conseil d'Etat ne dit pas ce qu'il est advenu à l'école fondée par les pères de la Salette. Mais le Conseil fédéral peut s'en tenir au fait qu'il n'y a plus d'existence en commun, et que les congréganistes exercent leur activité individuellement. En fait, il a donc été obtempéré à l'arrêté du 19 août 1902, et le Conseil fédéral peut se tenir pour satisfait.

5. — *Les Sœurs de la Sainte-Famille, à Sierre.*

Les indications fournies par la supérieure de cette congrégation dans sa dernière requête sont en contradiction flagrante avec celles de sa réponse au questionnaire.

A l'époque, la supérieure exposait qu'il s'agissait de la fondation d'une station de convalescence pour les membres de la congrégation. Le contrat de bail versé au dossier est passé par Joseph Lagger, révérend curé de Sierre, agissant comme fondé de pouvoirs de la congrégation de la Sainte-Famille à Villefranche. Le contrat n'est donc pas conclu par des individus mais par la congrégation. Il a aussi été dit que les sœurs habitent cette localité (que *nous* habitons). La supérieure déclarait à l'époque que les sœurs de la Sainte-Famille dépendaient de leurs supérieures de France, desquelles elles tenaient les ressources nécessaires à leur existence. Elle déclarait aussi que la congrégation de la Sainte-Famille était autorisée en France et n'avait pas renoncé à son établissement dans ce pays. L'enseignement à Sierre n'était qu'une occupation accessoire et le séjour des sœurs ne devait y être que temporaire.

Les déclarations de la requête actuelle sont diamétralement opposées à celles qui précèdent : Les sœurs enseignantes auraient appartenu « autrefois » à la congrégation ; le but de leur résidence permanente est la tenue des écoles ; elles ont été forcées de quitter la France ; elles ne vivent pas en commun et ne se réunissent qu'aux heures d'école.

Dans cette occurrence, le Conseil fédéral ne croit pas devoir revenir sur son précédent arrêté. Les membres de la congrégation de la Sainte-Famille font des vœux perpétuels, et il n'a pas été allégué que la congrégation ait été dissoute ou que ses membres en soient sortis ; les congrégations ne peuvent se dissoudre par la volonté de leurs membres ; en droit ecclésiastique il faut, à cet effet, l'autorisation des supérieurs ecclésiastiques (voir Scherrer, loc. cit., II. 865). Une dissolution de la congrégation n'a pas eu lieu dans ces conditions. Au contraire, le fait de la conclusion du contrat de bail au nom de la congrégation et celui de la fondation de l'école démontrent qu'il s'agit ici d'un établissement de congréganistes dans un but qui rentre dans le champ d'activité de la congrégation.

La congrégation de la Sainte-Famille faisant partie des ordres religieux qui n'étaient pas établis en Suisse avant 1874, la fondation d'une école par cette congrégation est inadmissible, et le Conseil fédéral doit maintenir sa décision à ce sujet.

En revanche, de même que pour les sœurs de Jésus-Marie à Montreux, la tolérance dont les sœurs de la Sainte-Famille ont joui jusqu'à présent, a créé une situation dont il y a lieu de tenir compte, et il convient d'autoriser aussi les sœurs de la Sainte-Famille à terminer l'année scolaire commencée. A l'expiration de ce délai, l'école enfantine et l'école de travaux

manuels fondées par la congrégation devront être fermées par le gouvernement valaisan. Les sœurs de la Sainte-Famille auront ensuite un délai de 2 mois pour mettre ordre à leurs affaires.

C. — Le dossier contient plusieurs pétitions de la population des contrées dans lesquelles se sont établis des ordres et congrégations (entre autres pour les chartreux de Louèche et de Saxon et pour les Dames de Nazareth à Crans). De son côté, le Conseil d'Etat du canton du Valais a chaleureusement appuyé les requêtes des communautés religieuses établies sur son territoire.

Le Conseil fédéral ne peut donner à ces pétitions et recommandations d'autre suite que le présent arrêté, car dans des cas de ce genre il est tenu d'appliquer d'office le droit constitutionnel en vigueur et de veiller à son observation. Il ne saurait se laisser détourner de l'accomplissement de cette obligation par d'autres considérations, telles que celle des intérêts pécuniaires ou autres des congrégations ou d'une contrée. Le droit d'asile ne saurait non plus être invoqué, car, ainsi qu'il a été dit plus haut au sujet de la requête des chartreux, un droit d'asile ne pourrait en aucun cas être reconnu aux ordres religieux interdits par la constitution. Au surplus, l'asile accordé à des réfugiés politiques ne l'est toujours que sous cette condition que ceux qui en bénéficient se soumettent aux lois du pays, parmi lesquelles il faut compter en première ligne la constitution fédérale. Aucun réfugié politique ne peut prétendre se soustraire à cette loi fondamentale.

Du reste, les congrégations n'ont pas à se plaindre du traitement qu'on leur a appliqué en Suisse. Elles séjournent dans le pays depuis plus d'une année, et en prolongeant encore par le présent arrêté le délai accordé précédemment, le Conseil fédéral agit envers elles avec tous les égards que pouvait comporter la situation.

Pour ces motifs, le Conseil fédéral arrête :

1. En ce qui concerne les Dames de Nazareth, à Crans près Nyon,

Le Conseil d'Etat du canton de Vaud est invité à veiller à ce que la reprise par M^{me} de Pourtalès du pensionnat précédemment tenu par les Dames de Nazareth, ne donne pas naissance à un établissement de congrégation et à ce que des personnes faisant partie d'une société affiliée à l'ordre des Jésuites, ne pratiquent pas l'enseignement dans le pensionnat. L'arrêté du Conseil fédéral du 19 août 1902 est maintenu en ce sens que l'établissement en Suisse est interdit à la congrégation des Dames de Nazareth.

2. En ce qui concerne le pensionnat fondé par la congrégation de Jésus-Marie, à Montreux :

Le Conseil d'Etat du canton de Vaud est invité à veiller à ce que la reprise de ce pensionnat par M^{me} Odin ne donne pas naissance à un établissement de congrégation. L'arrêté du Conseil fédéral du 19 août 1902 est maintenu dans le sens des considérants ci-dessus, et le Conseil d'Etat du canton de Vaud est invité à le mettre à exécution.

3. En ce qui concerne l'école particulière fondée par la congrégation de Jésus-Marie, à Montreux :

Cette école sera fermée à la fin de l'année scolaire courante ; la congrégation aura un délai de 2 mois, à partir de la fermeture de l'école, pour mettre ordre à ses affaires.

Le Conseil d'Etat du canton de Vaud est chargé de l'exécution de cet arrêté.

4. Un nouveau délai de 3 mois à dater de la communication du présent arrêté, est accordé aux ordres des chartreux à Saxon et à Louèche, des carmélites à Monthey, des clarisses à Monthey, et à la congrégation des oblates de l'Assomption à Bramois, pour mettre ordre à leurs affaires.

5. La pension St-Maurice, à Monthey, fondée par la Société de Marie-Réparatrice et dirigée par Madame Cebron, sera fermée, et un nouveau délai de 3 mois à partir de la communication du présent arrêté est accordé à la congrégation pour mettre ordre à ses affaires.

6. L'école enfantine et de travaux manuels fondée par la congrégation de la Ste-Famille, à Sierre, sera fermée à la fin de l'année scolaire courante.

Un délai de 2 mois à partir de la fermeture de l'école est accordé à la congrégation pour mettre ordre à ses affaires.

Le Conseil d'Etat du canton du Valais est chargé de l'exécution des dispositifs 4, 5 et 6 ci-dessus.

Berne, le 5 juin 1903.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,

DEUCHER.

Le chancelier de la Confédération,

RINGIER.

Arrêté du Conseil fédéral concernant l'établissement à Vallorbe des Frères de la croix de Jésus, de Ménestruel.

(8 janvier 1904)

Le Conseil fédéral suisse, sur la proposition de son Département de Justice et Police, a pris l'arrêté suivant :

I. — Au mois de mai 1903, le Conseil fédéral apprit des autorités des douanes, qu'au mois d'avril, le mobilier d'un pensionnat français de jeunes gens était arrivé à Vallorbe, dans six wagons, et avait été conduit à l'ancienne pension la « Ferme du Canada », louée par le directeur du pensionnat français, un certain Lacarelle, qui avait l'intention d'y ouvrir de nouveau un pensionnat de garçons.

Un rapport du bureau des douanes de la gare de Vallorbe expose ce qui suit :

M. Lacarelle s'est présenté au bureau et a exprimé l'espoir d'obtenir la franchise des droits d'entrée pour le mobilier introduit ou qui viendrait encore.

A cette occasion, il a fait les déclarations que voici :

« Je possédais à Chasse et à Ménestruel, près de Lyon, deux bâtiments qui étaient ma propriété exclusive, y compris le mobilier, la literie, etc., et qui étaient exploités *en mon nom* comme collèges catholiques privés. A

la suite des récentes décisions gouvernementales françaises prononçant la dissolution d'un très grand nombre de communautés et maisons d'éducation religieuses, j'ai pensé que je réussirais pleinement en installant en Suisse un collège privé destiné aux jeunes gens que les parents ne désiraient pas envoyer aux écoles publiques de France, mais tenaient à voir continuer leur éducation dans des écoles ou lycées catholiques de leur goût. J'ai donc loué la Ferme du Canada et nous y faisons les transformations pour loger 60 élèves pour commencer. Tout le matériel que j'amène a donc servi en France en mon nom et m'appartenait ; j'espère, dans ce cas, avoir droit à la franchise des droits d'entrée. Nous ne vivrons pas en communauté religieuse, mais cependant, d'après un règlement journalier fixe, comme il est d'usage dans un internat de jeunes gens ; j'aurai une dizaine de professeurs, dont des laïques et trois ou quatre frères enseignants que j'ai engagés chez moi comme professeurs depuis que leurs congrégations ont été dissoutes ; ils ne sont donc plus rien, sinon redevenus de simples civils, sans règle de vie aucune, et qui m'ont demandé de l'ouvrage au lieu de s'engager comme d'autres dans des maisons de commerce ou à l'étranger. De plus, nous aurons quatre à cinq dames pour faire les travaux qui incombent aux ménagères. »

Le bureau des douanes de Vallorbe ajoute :

L'institution s'est ouverte le 1^{er} mai avec une trentaine d'élèves ; il y est donné un enseignement primaire et secondaire à des élèves de 7 à 18 ans. L'institution ne forme pas une communauté religieuse ; les dames seules portent un costume religieux. Sur la plupart des nouveaux cahiers scolaires se trouve le titre imprimé : Pensionnat des Frères de la croix, à Ménéstruel.

Le bureau des douanes de Vallorbe fait observer en particulier ce qui suit :

« Nous avons l'impression que tout cet institut est créé avec l'appui moral et matériel peut-être encore d'une congrégation de France, et que M. Lacarelle couvre le tout de son nom ; mais ce n'est, nous le répétons, que notre impression. »

Dans la déclaration des douanes faite pour une partie du mobilier à la station expéditrice de Bourg, on lit à la colonne « Observations » : « Objets usagés à l'usage de l'expéditeur, qui est en même temps destinataire. »

Pensionnat des Frères de la croix,
à Ménéstruel.

Bourg, le 8/IV 1903.

L'expéditeur :

Léon Lacarelle, à Vallorbe (Suisse), canton de Vaud,
de passage à Bourg. »

Le 4 juin, L. Lacarelle renouvela sa demande en obtention de l'entrée en franchise de son mobilier, dans une lettre à la Direction générale des douanes, à Berne. Il dit dans cette lettre : « Une partie de ce mobilier était dans le château de Chasse (Isère), dont je suis propriétaire ; le reste, qui m'appartenait aussi, était à Ménéstruel près Pont-d'Ain, où j'étais en location. »

La lettre est signée :

« L. LACARELLE, Principal du P. »

Les attestations des autorités communales françaises (mairies) de

Chasse et du Pont-d'Ain, présentées par Lacarelle, portent que ce dernier dirigeait dans ces deux localités des établissements d'éducation et que le mobilier, sauf une partie de la literie et du linge, a été usagé par lui.

II. — Par lettre du 29 juin 1903, le Département fédéral de Justice et Police pria le Conseil d'Etat du canton de Vaud d'ouvrir une enquête au sujet du pensionnat fondé à Vallorbe. Le 7 juillet, le Département vaudois de Justice et Police envoya le rapport du préfet d'Orbe à ce sujet. Le 9 juillet, la même autorité remettait une copie (non légalisée) du bail passé entre Lacarelle et J.-M. Chaulmontet, du 28 mars 1903, ainsi qu'une lettre d'accompagnement d'un certain Ferragne, et, le 10 juillet, l'annonce officielle de l'ouverture du pensionnat de Vallorbe, signée du même Ferragne.

Il ressort de ces documents ce qui suit :

Suivant le bail, L. Lacarelle a loué pour neuf ans, l'ancienne pension la « Ferme du Canada », à Vallorbe ; le preneur pourra y faire toutes les modifications qu'il jugera convenables ; le bailleur ne pourra pas vendre avant la neuvième année et encore devra-t-il donner la préférence, s'il y a lieu, au preneur. Celui-ci a la faculté de renoncer au bail à l'expiration de la quatrième année, à la condition de prévenir le bailleur une année d'avance.

M. Ferragne, le directeur annuel du pensionnat de Vallorbe, a comparu devant le préfet, à la place de Lacarelle absent. Il a donné les renseignements suivants :

« Je n'appartiens actuellement à aucune congrégation, mais lorsque j'étais en France, dans la Loire, j'étais premier adjoint d'un établissement, fermé à cause du décès du directeur ; je faisais partie de la congrégation des Frères de la croix. Aujourd'hui, l'établissement que je dirige est absolument laïque. La congrégation des Frères de la croix de Ménestruel est composée d'hommes. Je n'ai pas de statuts, parce que la congrégation a transporté son siège en Amérique ; la plus grande partie des membres de la congrégation se sont dispersés ou sont rentrés dans leurs familles. Les statuts comportaient l'éducation de la jeunesse et le service des sacristies (du culte). La règle de la congrégation exige le renouvellement annuel des vœux pendant 10 ans, dès l'entrée dans la congrégation ; je n'ai été admis qu'en août 1894 ; je n'ai pas renouvelé les vœux l'année dernière et par conséquent depuis le mois d'août 1902, je ne suis plus membre de la congrégation. J'ai 54 élèves ; tous viennent de France ; ils ont de 8 à 17 ans. Nous ne sommes pas voués à l'assistance des malades. Je suis venu en Suisse parce que notre établissement en France a été fermé par l'application de la loi sur les associations. Outre moi, il y a encore quatre professeurs dans mon institution (Gros, Merle, Dinand, Boyer) ; un cinquième (Moutin) est attendu. Tous faisaient partie de la congrégation des Frères de la croix, mais ils n'ont pas renouvelé leurs vœux l'année dernière, en prévision de l'application de la loi sur les associations. Nous avons en outre sept personnes auxiliaires : un surveillant, un garçon de chambre, un jardinier, deux cuisinières et deux lingères. Ces dames faisaient partie et font encore partie de la congrégation des « Petites sœurs Joseph ». En France, je m'occupais d'enseignement et je vivais de la vie commune dans un établissement de la congrégation des Frères de la croix, à St-Cyrles-Vignes, département de la Loire, établissement dirigé par M. Bancelon, membre de la congrégation. Je suis en Suisse depuis le 30 avril 1903.

Lacarelle, *supérieur de la congrégation*, a loué l'immeuble que j'habite avec mon personnel et mes élèves. Je compte rester toujours en Suisse et, si j'en trouve l'occasion, y acheter une maison plus grande. En ce qui concerne ma situation vis-à-vis de Lacarelle, je crois devoir vous donner les renseignements ci-après : Dès la promulgation de la loi sur les associations, Lacarelle avait l'intention de *sauver sa congrégation*, mais pour cela *il fallait passer la frontière*. Lacarelle prétendait alors n'accepter que les sujets qui s'engageraient par vœux à aller en Amérique. Après les acceptations d'un petit nombre de ses frères et sur le désir de nombreux parents, il résolut de trouver un local en Suisse près de la frontière. Mais peu de temps après qu'il eut loué la Ferme du Canada, quelques congrégations, établies récemment en Suisse, furent invitées par le Conseil fédéral à repasser la frontière. Ce que voyant, Lacarelle allait abandonner son projet de Vallorbe. J'en fus averti et après avoir consulté quelques collègues qui se retiraient aussi, j'offris à Lacarelle de prendre ce pensionnat à mes risques et périls. Il fut décidé qu'après la réception de tout le mobilier nécessaire, il serait passé un bail ou une vente entre Lacarelle et moi. Cet acte sera instrumenté un de ces jours ; je n'attends plus que l'arrivée de tout le mobilier et la présence de Lacarelle.

» Je dispose dans l'établissement, d'un petit oratoire, où les enfants se réunissent matin et soir pour faire la prière, sous la surveillance des maîtres d'étude ; les professeurs sont libres d'y assister ou non. Je me propose d'y faire célébrer la messe le dimanche, pendant l'hiver, l'église paroissiale étant trop éloignée pour les petits enfants.

» Je n'ai aucun rapport avec l'évêché de Fribourg ; je n'ai d'autres rapports avec la congrégation des Frères de la croix, de Ménéstruel, et avec mes anciens supérieurs de France, que ceux concernant le bail ou la vente du mobilier.

» Les personnes attachées à mon établissement ont le droit de choisir librement leur domicile.

» Le but de mon établissement en Suisse est de répondre aux vœux des parents français qui ne veulent pas confier leurs enfants aux professeurs de l'Université française, et de me faire une position lucrative. »

Dans son rapport, le préfet déclare : « Il résulte pour moi de l'enquête que j'ai instruite, que cet établissement est un institut congréganiste dirigé par Lacarelle, supérieur de la congrégation des Frères de la croix, de Ménéstruel ».

Dans une lettre du 3 juillet, que Ferragne écrivit au préfet du district d'Orbe, pour lui remettre la copie du bail, il déclarait qu'il n'avait pas encore passé avec Lacarelle le contrat de vente ou de location, et ne voulait pas le faire avant de savoir si ses démarches auprès des autorités étaient suffisantes.

Dans sa lettre du 2 juillet à la Direction de l'Instruction publique du canton de Vaud, Ferragne annonce qu'à la date du 1^{er} mai, il a ouvert à la Ferme du Canada, à Vallorbe, une école primaire, catholique et laïque, comprenant cinquante-quatre élèves. Avis, ajoute-t-il, a été donné au syndic de Vallorbe, de l'ouverture de l'établissement. Le directeur et les six professeurs n'ont aucun rapport avec les congrégations dissoutes ; ce sont tous des hommes libres et laïques. Ferragne se conformera en tout point à la législation vaudoise sur l'enseignement. Cette lettre ne dit rien de la situation de Ferragne à l'égard de Lacarelle.

III. — Le Département fédéral de Justice et Police a demandé au professeur Dr Fleiner, de Bâle, un préavis sur la fondation du pensionnat en question, à Vallorbe. Dans son rapport du mois d'octobre 1903, le professeur Fleiner aboutit aux conclusions suivantes :

1° Les Frères de la croix de Jésus (maison mère à Ménéstruel), appartiennent à une congrégation de frères enseignants, fondée en 1824 ;

2° La congrégation ne possédait aucun établissement en Suisse avant le 29 mai 1874 ; la fondation de l'établissement de Vallorbe est donc bien celle d'un nouvel ordre religieux au sens de l'article 52 de la constitution fédérale ;

3° Il s'agit ici non de la fondation d'un couvent, mais de la création d'un établissement congréganiste, sous la forme, particulière aux Frères de la croix de Jésus, d'une maison d'éducation ;

4° Rien n'indique qu'il existe des rapports entre les Frères de la croix de Jésus et l'ordre des Jésuites.

IV. — Les frères de la croix de Jésus sont une congrégation enseignante, fondée en 1824, par le vicaire général du cardinal Fesch, à Lyon, Bochard. Les établissements qu'elle crée ont la forme de pensionnats de garçons ; un certain nombre de congréganistes, directeur et maîtres, y habitent en commun pour faire l'éducation des enfants qui leur sont confiés. C'est à Ménéstruel que se trouve la maison mère où sont formés les novices. Après l'entrée en vigueur de la loi française sur les associations, la congrégation a demandé l'autorisation de l'État ; celle-ci lui a été refusée, les préfets des départements où se trouvaient des établissements de la congrégation ayant fait à leur sujet des rapports qui n'étaient pas du tout favorables. La congrégation se vit ainsi dans la nécessité de se dissoudre ou de s'expatrier. C'est ce que le directeur Ferragne a expressément avoué dans sa déposition.

Il résulte encore de l'audition du directeur Ferragne :

1° Que Lacarelle est le supérieur de la congrégation ;

2° Qu'il voulait sauver la congrégation ;

3° Que le mobilier introduit en Suisse appartient à la congrégation. Ferragne dit, en effet, expressément que ses rapports avec la congrégation se sont bornés à la location ou à l'achat de ce mobilier.

Il résulte encore de la remarque contenue dans la déclaration de la douane française et mentionnée sous chiffre I, ainsi que du titre imprimé sur les cahiers d'école, qu'il s'agit effectivement ici de biens appartenant à la congrégation.

Lacarelle, par son attitude, avait cherché, il est vrai, à voiler toutes ces circonstances. Il cachait sa qualité de supérieur de la congrégation et agissait plutôt à la façon d'un simple particulier. Il prétendait qu'en France l'école avait été dirigée sous son nom, alors que c'était un établissement de la congrégation ; que son école avait été dissoute en application de la législation française, alors que cette législation, comme on sait, n'est dirigée que contre les établissements congréganistes et que l'autorisation a été refusée par la Chambre non pas à Lacarelle, mais à la congrégation dont il est le supérieur. Il affirmait encore que l'institution n'occupait que quelques anciens congréganistes, tandis que tout le personnel enseignant se compose en réalité de membres d'une seule et même congrégation, celle des Frères de la croix de Jésus.

On veut évidemment sauver la situation en désignant comme directeur l'ancien membre de la congrégation Ferragne.

A cet égard, la déclaration textuelle suivante de Ferragne est très caractéristique :

« En conséquence, je me suis décidé, ou plutôt *il fut décidé* qu'après la réception de tout le mobilier nécessaire à la marche du pensionnat, il serait passé un bail ou une vente entre nous, Lacarelle et moi. »

En fait, il est établi ce qui suit :

Lacarelle, supérieur de la congrégation des Frères de la croix de Jésus a loué la Ferme du Canada, expédié à Vallorbe le matériel et le mobilier des établissements de la congrégation qui existaient en France et fondé un pensionnat de garçons où il n'y a comme professeurs, que des congréganistes ; le personnel féminin appartient aussi à une congrégation (les petites sœurs Joseph). C'est donc bien un établissement congréganiste qui a été fondé à Vallorbe. On n'a point prétendu que le chef de l'institution, Lacarelle, soit sorti de la congrégation.

On a l'intention de transférer l'établissement à Ferragne, qui remplit toujours au nom de Lacarelle, les fonctions de directeur ; mais jusqu'ici ce tranfert n'a pas eu lieu.

Ferragne fait valoir que ni lui, ni le personnel enseignant n'appartiennent plus à la congrégation. Le fait est sans importance, l'institution, en son état actuel, devant être considérée comme un établissement congréganiste, fondé par Lacarelle dans l'intention expresse de « sauver la congrégation ». D'ailleurs, il n'est pas démontré que ces personnes soient effectivement sorties de la congrégation ; Ferragne n'ayant pas produit des statuts de cette dernière, il n'est pas prouvé que pendant 10 ans dès l'entrée dans la congrégation, les vœux doivent, comme il le prétend, être renouvelés chaque année. Son affirmation qu'il n'est entré dans la congrégation qu'en 1894, est également sans preuve. En ce qui concerne le reste du personnel enseignant, il n'a pas indiqué la date d'entrée des différents maîtres ; il s'est borné à dire que, par suite de l'entrée en vigueur de la loi française sur les associations, ils n'ont pas renouvelé leurs vœux. Cela ne s'accorde guère avec le fait que les Frères de la croix de Jésus voulaient se soumettre à la loi susdite ; ce n'est en effet que lorsque la Chambre française des députés eut refusé l'autorisation qu'ils eurent à se demander ce qu'allait devenir la congrégation.

Il résulte donc de l'ensemble des faits que le pensionnat de garçons de Vallorbe est un établissement de la congrégation des Frères de la croix, de Ménestruel.

V

Cette congrégation ne possédait en Suisse aucun établissement avant l'entrée en vigueur de la constitution fédérale de 1874. L'arrêté du Conseil fédéral concernant l'établissement d'ordres français et congrégations françaises en Suisse du 19 août 1902 (*F. féd.* 1902, IV, 267) expose que l'interdiction de l'article 51 de la constitution fédérale ne s'applique pas seulement aux anciens ordres de l'église catholique, mais aussi à l'institution moderne de la congrégation. Une congrégation qui avant 1874, ne possédait pas d'établissement en Suisse est donc atteinte par l'interdiction de l'article 52. On ne peut permettre, par conséquent, que les Frères de la croix, de Ménestruel, fondent en Suisse un établissement.

Arrête :

1° En application de l'article 32 de la constitution fédérale, il est interdit à la congrégation des Frères de la croix, de Ménestruel, à la Ferme du Canada, à Vallorbe, de s'établir en Suisse.

2° Un délai de trois mois, à dater de la notification du présent arrêté, est accordé à cette congrégation pour mettre ordre à ses affaires.

3° Le gouvernement du canton de Vaud est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Berne, le 8 janvier 1904.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,

COMTESSE.

Le chancelier de la Confédération,

RINGIER.

CHINE**Situation actuelle des concessions de chemins de fer en Chine.****I. — ENTREPRISES FRANÇAISES**

1° Compagnie française des Chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan, à Paris, 1, rue Pillet-Will; Lao-Kai à Yunnansen, 442 kilomètres ;

Et Société de Construction de chemins de fer indo-chinois, à Paris, 6, boulevard de la Madeleine ;

2° Compagnie de Fives-Lille, à Paris, 64, rue Caumartin ; Lang-Son à Long-Tchéou, 80 kilomètres (éventuellement à Nanning-Fou) ;

3° M. Claret à Canton ; ligne traversant de l'Ouest à l'Est la concession de Kouang-Tcheou-Ouan, 17 kilomètres, et dont le prolongement est étudié, en territoire chinois, jusqu'à Kao-Tchéou ;

4° Compagnie française ou franco-chinoise à constituer ; Pakhoï à un point à déterminer sur le Si-Kiang et d'une manière générale toute voie ferrée ayant Pakhoï pour point de départ.

II. — ENTREPRISES FRANCO-BELGES

1° Société d'étude de Chemins de fer en Chine, à Bruxelles, 2, avenue Montagne-du-Parc, à Paris, 3, rue d'Antin ; Hankéou à Pékin, 1.250 kilomètres ; section nord, Pékin à Shanti, 395 kilomètres ; section sud, Hankéou à Thosan, 300 kilomètres (695 kilomètres en exploitation) ;

2° Compagnie générale de Chemins de fer et de Tramways en Chine, à Bruxelles ; Kaï-Fong-Fou (station de l'Hunkéou-Pékin) à Honan-Fou, 250 kilomètres, et éventuellement à Singanfou ;

3° Société d'Etudes industrielles et de Travaux publics en Chine, à Bruxelles ; House à Kiang-Naw, 15 kilomètres (près d'Hang-Tcheou).

III. — ENTREPRISE FRANCO-RUSSE

Banque russe-chinoise, à Saint-Pétersbourg, et à Paris, 2, rue Le Pele-

tier ; Tchengting-Fou (station de l'Hankéou) à Tai-Yuang-Fou, 250 kilomètres (avec prolongement éventuel sur Singan-Fou).

IV. — ENTREPRISES ALLEMANDES

1° Chantoung-Eisenbahn Gesellschaft, à Tsingtao et à Berlin ; Tsingtao à Tsinanfou, 405 kilomètres ; Tsingtao à Itcheoufou ; Tsingtao à Tchou-Soun, 320 kilomètres (en exploitation) ;

2° Syndicat allemand non désigné ; Tsinaanfou à Kaifong (station de l'Hankéou-Pékin).

V. — ENTREPRISE AMÉRICAINE (avec participation belge)

American-China Development Company, à New-York ; Hankéou à Canton, 1.000 kilomètres ; Canton à Fatchan, 25 kilomètres (en exploitation).

VI. — ENTREPRISES ANGLAISES

1° Jardine Matheson et C^e et la Hong-Kong and Shanghai Bank, à Shanghai ; Shanghai à Nankin, 289 kilomètres ; Soutcheou à Hang-Tcheou, 322 kilomètres ; Soutcheou à Kiaking ;

2° Jardine Matheson et C^e, à Shanghai ; Canton à Kaoloun, 150 kilomètres.

VII. — ENTREPRISE ANGLO-ALLEMANDE

Syndicat anglo-allemand (Hong-Kong and Shanghai Bank, à Shanghai, et la Deutsch-Asiatische Eisenbahn-Gesellschaft, à Berlin) ; Tientsin à Tchingkiang, 900 kilomètres.

VIII. — ENTREPRISE ANGLO-ITALIENNE

Peking Syndicate Limited, à Londres ; Tao-Kou (Honan), à Tsechou (Chansi), 145 kilomètres (par Wei-Hui, station du Hankéou et Huai-King) (avec prolongation éventuelle jusqu'à Siang-Yang, 375 kilomètres).

IX. — ENTREPRISE ITALIENNE

MM. Ghizi et Riva, à Shanghai ; de Pékin aux mines de charbon des Hills, 20 kilomètres.

X. — ENTREPRISE RUSSE

Compagnie des Chemins de fer de l'Est chinois, à Pékin et Saint-Pétersbourg ; Mandchouria à Dalny, 1.896 kilomètres ; Harbin à Vladivostock, 744 kilomètres ; les deux lignes en exploitation, 2.640 kilomètres.

Il y a lieu de mentionner également les lignes qui ont été construites par des ingénieurs anglais, et qui sont exploitées par la Compagnie Impériale des Chemins de fer chinois et soumises à un contrôle de la part de la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation, qui a fourni une partie des fonds nécessaires à leur construction ; Tong-Kou à Pékin, 190 kilomètres ; Pékin à Tong-Tchéou, 8 kilomètres (avec prolongement éventuel jusqu'à Tongshan) ; Tong-Kau à Yun-Kao (Nioutchouang), 406 kilomètres ; 604 kilomètres en exploitation. (1)

(1) *Monit. Offi. du commerce*, 14 janvier 1904.

JAPON

Commerce général du Japon en 1902. (1)

I

Tokio... Le rapport annuel de l'administration des douanes publie, pour le commerce général du Japon en 1902, les résultats suivants (2) :

	1902
Exportations.....	252.303.064 yens 870
Importations.....	271.731.258 yens 550
Total.....	<u>530.034.323 yens 420</u>
Balance en faveur des importations.	13.428.153 yens 680

Si nous nous reportons aux chiffres de l'année 1901 :

Exportations.....	252.349.543 yens 100
Importations.....	255.475.276 yens 090
Total.....	<u>508.166.187 yens 800</u>
Balance en faveur des importations.	3.125.732 yens 990

nous constatons à première vue :

1° Que le commerce général au Japon s'est accru de 21.868.135 yens 620 ;
2° Que les importations ont augmenté de 16 millions, alors qu'en 1901 elles avaient diminué de 31.000.000 ;

3° Que les exportations ont progressé seulement de 6 millions, alors qu'elles présentaient en 1901 sur 1900 une plus-value de 48 millions ;

4° Que la balance en faveur des importations a doublé d'une année à l'autre.

Mais examinons de plus près les chiffres que nous venons de donner.

La balance du commerce se trouve en faveur des importations pour une valeur de 13 millions 1/2, mais si l'on veut établir le bilan des profits et pertes du Japon, au cours de l'année 1902, il est nécessaire de tenir compte d'autres éléments que ceux que nous venons de donner.

En premier lieu, les importations de métaux précieux qui ne figurent pas dans les statistiques précédemment citées ont atteint cette année un chiffre de beaucoup supérieur à ceux relevés dans ces vingt dernières années :

Or (espèces et lingots).	Argent (espèces et lingots).	Total.
	Importations :	
30.183.670 yens 130	1.977.687 yens 890	2.028.981 yens 760
	Exportations :	
453.313 yens 120	1.575.668 yens 640	32.161.358 yens 020
	Excédent des importations :	
29.730.357 yens 010	»	30.132.376 yens 780

(1) Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France 1904, N° 307.

(2) Formose formant une administration spéciale, les chiffres de son commerce ne sont compris ni dans cette statistique ni dans aucune de celles de ce rapport.

Ainsi, en chiffres ronds, 30 millions d'or sont entrés cette année au Japon et doivent figurer en partie tout au moins aux bénéfices de ce pays sur l'étranger. Il est certain qu'il faut tenir compte en constatant cet afflux d'or, d'un emprunt de 50 millions de yens fait à Londres en octobre et dont une faible partie a dû rentrer au Japon avant la fin de l'année ; d'autre part, la Chine a versé à ce pays le montant de l'annuité de guerre lui revenant, mais une source importante de revenus ne figure pas dans les statistiques précédentes et qui, certainement, ont enrichi cette année le Japon dans des proportions importantes : ce sont les frets.

A l'*exportation*, les Japonais emportent sur leurs navires environ 40 o/o des marchandises et touchent pour le *fret* environ 12 1/2 o/o, soit à peu près 13 millions.

A l'*importation*, les armateurs japonais transportent environ 30 o/o des marchandises venant dans leur pays et reçoivent de ce fait environ 9 millions de yens.

Enfin, cette année spécialement, les étrangers sont venus en grande quantité au Japon : on estime leur nombre à 10.000 (sans compter les Chinois, 9.000 environ) (dont 2.864 Anglais, 2.663 Américains, 952 Allemands, 1.687 Russes et 322 Français) et à une dizaine de millions de yens, les sommes laissées par eux, ces voyageurs, riches pour la plupart, et laissant beaucoup d'argent chez les hôteliers et les marchands de « bibelots ».

Il semble donc que l'année 1902 ait été assez favorable au Japon, tout au moins pour l'ensemble du commerce extérieur. Cependant, ainsi que nous aurons l'occasion de le constater plus loin, les importateurs européens se plaignent presque autant que l'an passé, du ralentissement des affaires ; d'autre part à l'intérieur, aucune entreprise nouvelle ne se crée soit par l'œuvre des Japonais, soit par celle des étrangers.

Les capitaux affluent dans les caisses des banques où leurs détenteurs préfèrent les savoir en toute sécurité que de les risquer dans des entreprises industrielles. La reprise des affaires annoncée comme devant se produire en 1902, ne s'est pas manifestée et une mauvaise récolte de riz en contraignant le peuple à resserrer ses besoins a diminué d'autant l'activité et les bénéfices du commerce intérieur.

Au cours de cette année cependant un événement s'est produit qui a relevé le crédit du pays à l'étranger : le placement de 50,000.000 de bons du Trésor sur le marché de Londres : cette opération qui n'était que la consolidation d'un emprunt à court terme et la transformation d'une dette intérieure en dette extérieure a produit sur le moment même (en octobre) le meilleur effet et on a pu voir pendant quelques semaines, un regain d'activité dans les affaires qui a donné bon espoir.

Parmi les faits d'ordre économique, deux autres méritent d'être signalés :

C'est d'abord la baisse du taux de l'intérêt qui n'a été qu'une conséquence toute naturelle de l'afflux des capitaux dans les banques que nous signalions tout à l'heure.

C'est ensuite la baisse de l'argent en Chine qui pouvait devenir pour le Japon une cause importante de perte étant donné le débouché qu'il trouve sur le continent chinois pour ses filés de coton, son charbon et ses produits maritimes, toutes choses qui désormais seraient payées en métal déprécié, alors que les commerçants chinois recevraient en or le prix de leurs importations au Japon.

Pour résumer, nous trouvons comme caractéristiques de l'année économique de 1902 :

1. A l'intérieur : Stagnation des affaires ayant comme conséquence un afflux des capitaux dans les banques, dont la répercussion immédiate a été la baisse du taux de l'intérêt. Une mauvaise récolte de riz, en forçant les populations à restreindre leurs besoins, contribue encore à ralentir le commerce ;

2. A l'extérieur : Un commerce plutôt favorable au pays et dont certaines branches comme celui de la soie, a été prospère. Un relèvement du crédit national à l'étranger par le placement de bons du Trésor à Londres ; enfin, un événement fâcheux, la baisse de l'argent.

Banques du Japon et banques particulières. — La réserve en or de la Banque du Japon, qui était de 68 millions et demi de yens à la fin de l'année 1901 contre une émission de papier de 186 millions de yens, atteignait 108.033.431 yens au 31 décembre, contre une émission de 230.809.391 yens, la limite légale de l'émission n'étant dépassée que de 2 millions environ. Quelques semaines après, la situation s'améliorait encore, l'émission était ramenée à 204 et la réserve était de 110 millions. Voici quelques chiffres relatifs à ces dernières années :

	Encaisse d'or	Emission
1899.....	110 millions 1/2 d'yens.	225
1900... ..	66 — 1/2 —	215
1901.....	68 — 1/2 —	186
1902.....	109 — 1/2 —	231

Les dépôts dans les banques ont été, à plusieurs reprises, évalués dans la presse économique qui a publié les résultats suivants qui ne peuvent être admis qu'avec réserve :

	Yens
Dépôts dans les banques de Tokio.....	119.208.000 (dont 45 liquides)
— Osaka.....	75.824.000 —
— Yokohama..	49.280.000 —
— Kobe.....	23.423.000 —
— Kyoto.....	22.616.000 —
— Nagoya	17.878.000 —

Il était naturel que le taux de l'intérêt baissât en proportion de cet afflux des capitaux ; aussi le taux, qui était au commencement de l'année de 7 o/o pour les dépôts fixes, a été abaissé à 6 1/2 o/o, puis à 6 et enfin à 5 1/2 dans les premiers jours de 1903.

Pour les avances et escomptes, l'intérêt prélevé par la Banque du Japon était à la fin de 1902 :

Intérêt par jour et par 100 yens :

Emprunts et avances sur papiers de garantie, 1 yen 7.

Escompte de billets de commerce : à Tokio, 1 yen 6 ; à Maursoles, 1 yen

9.

Comptes courants, 1 yen 9.

(A suivre)

Le Propriétaire-Gérant : Alfred LEQUEUX.

Châteauroux. — Typ. et Lith. P. LANGLOIS ET C^{ie}